

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

RÉPRESSION DE LA FRAUDE

EN MATIÈRE DE VINS

(Jusques et y compris la loi du 1^{er} Août 1905. — Etude de cette loi)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 8 Avril 1908, à 1 heure

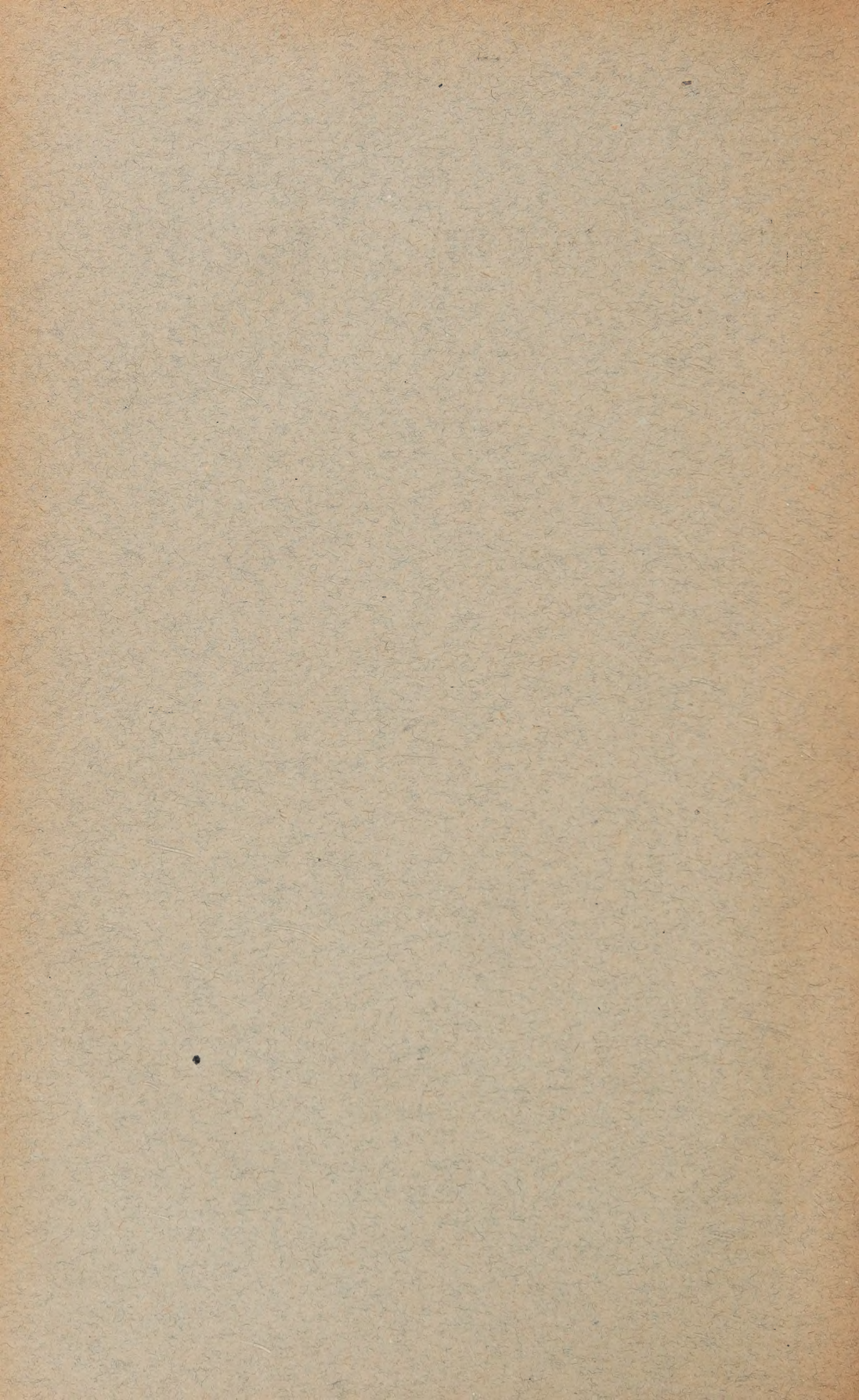
PAR

André CHAUVIN

Président : M. SOUCHON, professeur
Suffragants { MM. TRUCHY, professeur
HITIER, agrégé

PARIS
IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE
15, Rue Racine, 15

—
1908



THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

RÉPRESSION DE LA FRAUDE

EN MATIÈRE DE VINS

(Jusque et y compris la loi du 1^{er} Août 1905. — Etude de cette loi)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 8 Avril 1908, à 1 heure

PAR

André CHAUVIN

Président : M. SOUCHON, professeur

Suffragants { *MM. TRUCHY, professeur*
HITIER, agrégé



PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Répression de la Fraude

EN MATIÈRE DE VINS

INTRODUCTION

La seconde moitié du siècle dernier a été marquée par l'apparition d'une quantité énorme de lois, décrets et règlements de toutes sortes, et parmi cette floraison, si on veut bien l'examiner, on découvre que les dispositions législatives contre la fraude occupent une place remarquable.

Cette multiplicité vient-elle du manque de qualité, obligeant à remanier souvent les lois ? C'est chose possible, sans être certaine, car de nouveaux éléments entrent tous les jours en ligne de compte et viennent affaiblir les lois presque aussitôt leur apparition. Je veux parler des progrès scientifiques. Ils ont été

extrêmement rapides, et s'ils donnent aux experts des moyens plus faciles et plus précis pour découvrir les fraudes, ils donnent également aux fraudeurs des moyens leur permettant de passer plus facilement au travers des mailles que laisse inévitablement la loi.

Ce développement des sciences a été surtout remarquable depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle et correspond bien au développement législatif que nous avons signalé plus haut.

Dans le sujet qui nous occupe nous voyons jusqu'en 1851, les fraudes réprimées par un seul article du Code pénal. Mais le Code pénal devient notoirement insuffisant et est remplacé par les lois de 1851 et 1855. Ces lois elles-mêmes ne peuvent se maintenir qu'une trentaine d'années et depuis 1880, une véritable pluie de dispositions législatives est nécessaire pour paralyser l'audace sans cesse croissante des falsificateurs.

C'est par des lois spéciales que le législateur essaie de tenir tête jusqu'en 1905, mais alors il se ravise et constatant que la lenteur de confection de ces lois, l'éparpillement des efforts sur trop de spécialités sont la cause de leur inefficacité, il se décide à revenir à une loi générale. Cette loi générale sera aidée et précisée rapidement selon les besoins par des règlements d'administration publique tenus sans cesse à jour.

D'où le plan de cette étude :

Après la définition de la fraude un court aperçu historique.

En première partie l'étude de l'ancienne législation, c'est-à-dire celle qui va du Code pénal aux lois de 1851 et 1855.

En deuxième partie, l'étude des lois récentes et surtout de la loi de 1905.

§ 1. — Définition de la fraude

Le mot latin *fraus* se traduit assez exactement par le mot français fraude et signifie à peu près comme ce dernier : fourberie, mauvaise foi. Mais il a aussi une autre acception, il exprime un dommage, un tort ou préjudice causé à quelqu'un.

Les anciens jurisconsultes admettaient « onze » espèces de fraudes. C'était beaucoup et nos jurisconsultes actuels ont réduit ce nombre à trois, ce qui est déjà suffisant.

1^o Fraude contre la partie contractante (*de re ad rem*) ;

2^o Fraude à l'égard des tiers (*de persona ad personam*) ;

3^o Fraude sur la nature de l'acte (*de contractu ad contractum*).

Cette dernière se confond en réalité le plus sou-

vent soit avec la simulation, soit avec la fraude à la loi (1).

Nous ne nous étendrons pas plus longtemps sur cette classification des fraudes, celle qui nous occupe faisant partie de la première catégorie c'est à elle que nous nous attacherons spécialement.

La fraude dans la vente des marchandises se caractérise principalement par son but : réaliser un bénéfice illicite par la vente d'une marchandise à un prix au-dessus de sa valeur. Il est donc nécessaire que l'exécution du contrat ait lieu, et par cette exécution du contrat la fraude diffère du dol, qui, lui, vicie le contrat d'une autre façon : Il consiste en manœuvres, qui peuvent émaner d'un tiers aussi bien que des parties et dont le but est d'entraîner le consentement de la partie contractante.

On divise généralement les fraudes sur les marchandises en trois catégories suivant qu'elles portent sur la nature, la qualité ou la quantité.

1° La *fraude sur la nature* peut porter sur la substance ou l'origine de la marchandise ; sur la substance quand la chose livrée n'est pas celle que l'acheteur avait eu en vue, — ou quand elle est complètement impropre à l'usage pour lequel elle a été vendue, — et il y a tromperie sur l'origine, quand le vendeur livre une marchandise qu'il dit originaire

1. *Grande Encyclopédie*, vol. 18, p. 74.

de telle localité ou de telle fabrique, quand, en réalité, cette marchandise n'en provient pas ; ces conditions donnant en quelque sorte à la marchandise une nature propre.

2° Les *tromperies sur la qualité* sont très diverses et varient avec chaque espèce de marchandises ; elles font supposer que la chose vendue a des qualités qu'en réalité elle ne possède pas, souvent elles ont pour résultat de diminuer les propriétés, l'utilité de cette chose. Remarquons ici que si cette utilité est tellement diminuée que la chose devient impropre à l'usage auquel elle était destinée, il y a alors tromperie sur la nature. La qualification de telle ou telle tromperie devient donc par là difficile.

3° La *tromperie sur la quantité* se distingue des précédentes, parce qu'elle peut être l'œuvre de l'acheteur, aussi bien que du vendeur, en particulier lorsque la livraison a lieu dans les magasins de l'acheteur, ou si celui-ci intervient dans les opérations de pesage ou de mesurage. La tromperie sur la quantité pouvant se produire par l'addition à la marchandise vendue d'une substance qui en augmente le poids ou le volume, cette fraude pourra être considérée comme portant soit sur la qualité, soit sur la quantité, suivant que le mélange aura diminué ou non les propriétés de la marchandise.

Nous avons dans cet aperçu rapide donné une idée des nombreuses fraudes. La fraude a envahi

actuellement la plupart des branches de l'industrie. Il suffit pour s'en rendre compte de jeter un coup d'œil sur les ouvrages techniques, les revues, les journaux. Ouvrez le *Dictionnaire* de M. Chevalier de Baudrimont sur les altérations et falsifications alimentaires, médicamenteuses ou commerciales, vous serez édifié par cette liste de cuisines, coupages, tripotages suggestive à faire frémir. Ouvrez les revues, les bulletins des syndicats, les journaux, vous verrez les nombreux articles, parfois même des vers badins contre ce fléau. En voici du reste un extrait cueilli dans un de nos quotidiens les plus répandus.

On fraude ouvertement, impunément. Il suffit d'ouvrir certains prix courants de fabriques de produits analogues entrant dans la composition des vins que, quotidiennement nous buvons, on éprouvera la même sensation qu'en ouvrant l'armoire aux poisons de l'arrière-boutique d'un apothicaire.

La preuve ?... Elle s'étale suggestive dans ce document, qui est une page détachée d'un prospectus œnologique.

Prix par 100 kilos

Acide chlorhydrique ordinaire.....	15 fr.
Acide citrique.....	335
Acide sulfurique chimiquement pur.....	100
Acide sulfurique ordinaire.....	12

Acide tartrique.....	225
Albumine d'œufs extra	{ paillettes 675
	{ poudre 650
Amiante (pulpe) pour filtre le kilo.....	5
Bisulfite liquide 30/35 Daumé.....	30
Caramel pur sucre.....	200
Carbonate de potasse.....	125
Carbonate de soude (potasse).....	20
Cellulose (pâte à papier).....	250
Colle de poisson	{ Salianski, le kilo..... 35
	{ Vermicelle 9
	{ Copeaux 15
Collette (plaques minces sans odeur).....	90
Gélatine extra (feuilles minces ou poudre)....	400
Gélatine n° 2.....	350
Glycérine chimiquement pure 30 degrés sans	
arsenic	175
Métabisulfite de potasse..	125
Noir spécial en pâte.....	90
Permanganate de potasse.....	400
Phosphate d'ammoniaque.....	200
Pyrosulfite de potasse 56,58 o/o acide sulfu-	
reux.....	150
Sang desséché	{ Cristaux..... 130
	{ Poudre..... 140

Acides chlorhydrique, sulfurique ; bisulfite liquide, carbonate de potasse, glycérine, permanganate de potasse ; pyrosulfite de potasse, que sais-je encore ?... Voilà ce qui cha-

que jour, se débite sous le nom de « vins » aux consommateurs confiants et bénévoles.., Voilà ce que nous buvons. Voilà comme on nous empoisonne...

Quels effroyables ravages doit produire chacune de ces substances toxiques dans la santé publique.

Toute cette cuisine infernale a pour but avoué le « retapage » des vins défectueux qu'on livrait jadis à l'alambic. Aujourd'hui, on prend du vin mauvais, on l'assaisonne de vitriol, de fuchsine, d'esprit de sel et d'autres poisons et on le jette dans le commerce... La fraude est facilitée, d'ailleurs, par le bas prix des substances employées.

Car ça ne coûte par cher, à « retaper » du vin imbuvable. Lisez plutôt :

Produits œnologiques divers

Acide tartrique, premier blanc...	le kilo, fr.	3,50
Acide citrique, premier blanc...	—	4,50
Noir animal de commerce.....	—	0,35
Sang cristallisé.....	—	1,75
Sang en poudre.....	—	3,25
Acide sulfureux pur.....	—	0,35
Acide sulfurique ordinaire.....	—	0,35
Acide sulfurique au soufre.....	—	0,70
Acide sulfurique chimiquement pur.....	—	0,35
Bisufite de potasse, chimiquement pur en cristaux.....	—	4,25
Le même produit en poudre.....	—	4,50
Pour 0 fr. 35, on peut transformer une barrique d'infâme		

piquette en une boisson possible. Seule la santé du consommateur en souffrira !...

Mais, malgré l'appât des bas prix, la plupart des propriétaires et des négociants se refusent — et ce scrupule les honore — à « retaper » leurs vins... Il faut donc, pour le triomphe de la chimie analogique et le plus grand profit des fabricants de toxiques, faire, de ces hommes qui ont une conscience, des fraudeurs sans le savoir.

Il faut qu'ils soient incités en douceur, et sans qu'ils s'en doutent eux-mêmes, à ajouter à leurs vins défectueux des produits chimiques nocifs. Et, là, les fabricants ont recours à l'emploi judicieux des euphémismes.

Ils cachent le serpent sous des fleurs de rhétorique. Et ayant mélangé savamment leurs poisons, ils décorent ces mixtures meurtrières de noms pleins de promesses. Voici un document qui est un exemple typique de cette adroite manœuvre.

Rectificateur. — Détruit totalement le mycoderma aceti, sans nuire à la constitution du vin traité, ni au bouquet, Extra, 7 francs le litre.

Bonificateur. — Evite les vins de tourner au gras, les fortifie, et facilite la tarification : 3 francs le litre pour 8 hectolitres.

En poudre : 13 francs le kilo pour 40 hectolitres.

Décolorant. — Blanchit les vins rosés ou possédant une fausse teinte. Ce traitement ne change en rien la qualité des vins : 3 francs le litre pour 10 à 20 hectolitres.

La Casseline. — Guérit les vins cassés : 20 francs le kilo pour 40 hectolitres.

Rectificateur !... Bonificateur !... Cela semble en quelque sorte recommandé, ordonné par la Faculté de Médecine ! Et pourtant !

Des analyses ont été faites de ces rectificateurs, de ces bonificateurs, d'apparence si bonasse, si inoffensive. Et les savants ont découvert qu'ils étaient composés d'acide sulfurique, chlorhydrique, nitrique et d'autres produits désorganiseurs et rongeurs de l'organisme.

Bonificateurs !... Cela me rappelle ces arbres que j'ai vus là-bas, aux tropiques et dont l'ombre fraîche incite au repos... Confiant, on s'étend au pied du mancenillier... Et le feuillage nous distille de la mort...

Et puis, il y a la falsification, non moins coupable, non moins nuisible, qui transforme des vins de qualité inférieure en vins de première classe.

Ce sont des essences, des « bouquets-sèves » qui opèrent ce coup de baguette magique :

Bouquets-sèves divers

Pour vins rouges et blancs.

Ces sèves, dont la fabrication est très soignée, donnent le goût parfait du vin que l'on veut imiter.

Nous assurons, en outre, que le bouquet ne peut disparaître, même après plusieurs années qu'il aura été employé.

Nota. — Nous pouvons préparer des sèves de tous les vins connus, il suffira de nous adresser un échantillon du vin

que l'on veut imiter pour nous permettre d'assimiler le bouquet qui lui conviendra le mieux.

Le mode d'emploi de chacun d'eux est envoyé sur demande.

Enfin il y a la fraude qui porte sur la couleur des vins. Pour redonner la teinte voulue aux vins jaunes, passés, on emploie couramment un sel des plus actifs, du plus rapidement mortel des poissons connus — le cyanure. Et ça ne coûte que 2 francs par fût !

Et là encore, affirment les prospectus, *les dosages sont proportionnés scientifiquement pour empêcher de découvrir l'emploi du produit !*

Car, cynique, il en est qui avouent même la fraude, et la bravent. Témoin ce document :

Extrait sec pour vins

Etant composé d'éléments constitutifs du vin, son seul but est de donner de la constitution à ceux qui en manquent, sans crainte que l'analyse puisse décèler une fraude.

Prix du kilog..... 4 fr. 50

Nota. — Nous envoyons le mode d'emploi, ainsi que les doses sur simple demande.

J'en passe, et des pires !

La fraude existe... Il y a des fraudeurs... Et on ne saurait mettre en doute l'authenticité des documents que je publie ici le sont, pris au hasard, des extraits de prix courants de fabriques de produits analogiques. Et je tiens de bonne

source que, de ces prix courants, qu'il est assez difficile de se procurer, car ils ne sont adressés qu'aux intéressés. M. Cazeaux-Cazalet, le distingué président et rapporteur de la Commission d'enquête sur la crise viticole, en possède dans son dossier, et terriblement éloquents (1).

Devant de semblables pratiques, il était du devoir du législateur de songer à protéger la santé publique, contre leurs conséquences nocives. Il y a essayé, il essaie encore par de multiples mesures à enrayer le développement de ce fléau. Réussira-t-il ? La science marche à pas de géant, et si elle fournit chaque jour aux experts de nouveaux procédés d'analyse, des méthodes plus certaines pour déceler les falsifications, elle fournit aussi aux fraudeurs des manipulations plus perfectionnées pour se mettre à l'abri des rigueurs de la loi,

Avant de passer aux si nombreuses mesures législatives modernes, c'est-à-dire de commencer par l'examen des articles du Code pénal qui nous intéressent, nous allons donner un coup d'œil rapide aux législations antérieures qui présentent quelque intérêt, après avoir défini le terme : « falsification ».

Qu'est-ce que falsifier ? — Falsifier, c'est changer, c'est altérer, c'est faire quelque chose de faux, comme le dit le mot lui-même. — Mais la falsification peut affecter des formes variées :

1. M. J. Dhur dans *Le Journal*.

1° La falsification la plus complète est celle qui consiste à *créer* une marchandise de manière que le produit falsifié ne contienne aucun des éléments que d'après son nom il devrait renfermer en : faux café. Cette falsification est assez compliquée, aussi lui en préfère-t-on une autre plus facile qui est la suivante :

2° On *mêle* avec la marchandise vendues des *substances étrangères sans valeur* ou d'une valeur minime pour en augmenter le poids ou le volume. La qualité et la quantité peuvent ainsi être modifiées. Exemple : graines de luzerne, mélangées avec un sable rouge presque indistinctement semblable comme aspect et densité ;

3° On peut aussi *mélanger* à une marchandise une autre *marchandise* du même genre, mais de *qualité inférieure*. Exemple : avoine et orge mélangés vendus comme avoine pure, blé de qualité inférieure mêlé à blé de qualité courante ;

4° Falsification ayant pour but de *modifier l'aspect extérieur* de la marchandise et par là-même de tromper l'acheteur sur sa qualité. Exemple : colorants, bains acides, graissage, coiffage ;

5° Certaines marchandises sont livrées *dépourvues de leurs qualités* par certains procédés (lait écrémé) ou par un usage antérieur (thé ayant déjà été infusé) ;

6° Catégorie spéciale de falsifications, qu'on devrait

plutôt appeler manipulations dangereuses, telles que *conservation* de certaines marchandises avec des antiseptiques comme : saccharine, acide salicylique, acide borique, etc., le plus souvent nuisibles à la santé.

Les procédés employés sont donc multiples et la falsification peut être définie ainsi : Travail de modification accompli sur une marchandise, s'il a pour but de tromper l'acheteur sur la nature, la qualité ou la quantité de cette marchandise et de permettre ainsi la réalisation d'un bénéfice illicite.

Remarque. — Un certain nombre d'opérations sont employées dans le commerce qui à première vue sembleraient friser la fraude d'assez près. Il ne faut cependant pas les considérer comme des procédés de falsification et elles ne sont pas habituellement regardées comme telles. Par exemple : conservation des victuailles par des opérations inoffensives comme la salaison, les appareils frigorifiques ; coloration des œufs, des fromages de Hollande. Ces opérations sont d'un usage courant et accepté par le public. Elles satisfont le consommateur et ne peuvent préjudicier à sa santé.

On est pas non plus obligé de vendre des produits à l'état pur, mais dans ce cas il est absolument nécessaire que l'acheteur soit prévenu par le vendeur ou que l'usage autorise une certaine proportion d'impuretés, comme par exemple pour les métaux précieux.

Les tribunaux ont aussi latitude d'admettre d'autres justifications particulières.

§ 2. — *Aperçu historique*

La fraude a existé de tout temps très vraisemblablement. Homère a chanté le fameux vin de Maronie, sur la côte de Thrace, et il ajoute même que ce vin généreux pour être buvable devait être mouillé de vingt fois son poids d'eau.

Le consul Mucianus, passant à Maronie, se régala, dit la chronique de l'époque, d'un breuvage excellent composé de 80 setiers d'eau contre un setier de vin.

Nos mouilleurs les plus farouches n'ont pas encore été jusque-là. A leur grand regret sans doute !

Nos meilleurs vins actuels, dilués dans de semblables proportions, pourraient désaltérer nos plus farouches tempérants eux-mêmes !

Les vins de Falerne, Cécube et Sorrente, si renommés, n'étaient probablement pas exempts de fraude. A cette époque la viticulture se perfectionnant, puisqu'on taillait et greffait la vigne, la fraude devait suivre une marche parallèle.

Les vigneronns d'Afrique plâtraient les vins ; ceux de Grèce dissimulaient l'âpreté des vins trop rudes en les adoucissant avec de la poix cuite et les remon-

taient avec de la poix crue. Ceux de la Narbonnaise y mêlaient de l'aloès, et Pline, lui-même, nous raconte que les vins de cette province n'arrivaient à Rome qu'après maintes manipulations frauduleuses.

Peut-être que ces coutumes ont donné naissance à la fabrication du raisiné et du vermouth.

On se servait pour mouiller les vins non seulement de l'eau douce, mais encore de l'eau salée, celle-ci ayant un plus grand pouvoir de conservation paraît-il.

La fraude sur l'origine était déjà en pratique, et les gourmets se plaignaient qu'on leur vendit du *Taormine* sous l'étiquette de *Mamertin*. — Elle devait être d'un grand profit, puisque Pline nous apprend que sous le règne de Caligula certains vins se vendaient 335.420 francs l'amphore qui, d'après Littré contenait 20 litres, ce qui remet la bouteille au prix coquet de 16.000 francs.

A Rome, donc, les procédés de tromperies dans la vente des marchandises étaient déjà connus ; mais ils ne pouvaient être que restreints, étant donné l'état peu avancé de la science. Ils n'en marquaient pas moins une grande bonne volonté, puisque le lait pas plus que le vin n'était exempt de mouillage et que les faux poids étaient d'un usage assez fréquent. Les édiles qui, à Rome, avaient la surveillance des marchés, avaient aussi la charge d'empêcher la mise en vente des marchandises cor-

rompues. La falsification de la chose vendue était considérée ou bien comme un vice rédhibitoire entraînant la nullité de la vente, ou bien un moyen de causer un dommage à autrui. Ce délit tombait alors sous l'application de la loi Aquilia. Quant aux vendeurs à faux poids, ils étaient punis très sévèrement : la loi Cornelia : *De falsis* (l. 32. D) prononçait contre eux la peine du double et de la rélegation.

La caractéristique de cette législation romaine peut être isolée et consiste en ce que la marchandise étant considérée comme fausse, l'auteur de la dénaturation était traité comme faussaire. Les Romains distinguaient trois sortes de faux : par paroles, par écrits ou par actions, et rangeaient les falsifications dans cette dernière catégorie.

Au moyen âge, les fraudes étaient réprimées avec une grande sévérité : amende, emprisonnement, exposition publique, quelquefois bannissement et même mort. Le *Recueil d'arrêts* de Papon nous en montre quelques exemples et M. Maynard de Vauglans nous parle de semblable manière dans le paragraphe « Du faux dans les marchandises et denrées » de son *Recueil sur les lois criminelles de France*.

Des ordonnances nombreuses prohibaient la vente et détention de vins altérés, ou l'addition de certaines substances nuisibles, comme : celle de 1396

du Prévôt de Paris pour préserver le beurre des mixtions artificieuses.

Cette sévérité ne se maintint pas et, dès Louis XI, la jurisprudence s'adoucit. Les fraudes deviennent de simples délits de police, et ce sont les communautés qui sont chargées de les rechercher. De cette douceur résulta une augmentation de la fraude dans de grandes proportions, si l'on en juge par les nombreux articles, consacrés à sa répression dans les statuts de diverses corporations.

Une ordonnance de 1662 rendue à l'instigation de la Corporation des Pêcheurs de la Seine défend de conserver le poisson avec des ingrédients plus nuisibles que la corruption elle-même.

Jusqu'à la Révolution cette législation ne fut pas sensiblement modifiée. A cette époque elle fut tout entière comprise dans les articles 37 et 39 du titre II du décret des 19 et 22 juillet 1791.

L'article 37 punit la vente des boissons falsifiées par des mixtions nuisibles d'une amende qui ne peut excéder 1.000 livres et d'un emprisonnement qui ne peut excéder un an.

L'article 39 punit la vente des métaux précieux faussement titrés, des pierres précieuses imitées, vendues pour vraies d'une amende de 1.000 à 3.000 livres, et d'un emprisonnement d'une durée inférieure à deux ans. Il édicte, en outre, la confiscation des marchandises objets du délit, et de la restitution envers l'acheteur.

Ce système avait l'inconvénient de ne viser que quelques fraudes spéciales et laissait ainsi la porte ouverte à beaucoup d'autres. Il fallait que le Code pénal de 1810 vint corriger cette insuffisance.

Première Partie

ANCIENNE LÉGISLATION

CHAPITRE PREMIER

Répression de la fraude des vins sous l'empire du Code pénal

Les articles du Code pénal concernant la répression de la fraude sont disséminés un peu au hasard.

Ainsi l'article 318, que la loi de 1855 a abrogé, est situé au chapitre des délits contre les personnes et l'article 423 au chapitre des crimes et délits contre les propriétés. Au fond c'était assez logique puisque le premier, s'occupant de boissons nuisibles, se rapproche du délit de coups et blessures pour l'intention et l'effet, tandis que la tromperie dans la vente des marchandises est une forme de l'abus de confiance et de l'escroquerie.

Rappelons pour mémoire l'article 318 :

Quiconque aura vendu ou débité des boissons falsifiées, contenant des mixtions nuisibles à la santé sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux ans, et d'une amende de 16 francs à 500 francs. Seront saisies et confisquées les boissons falsifiées trouvées appartenir au vendeur ou débitant. et un alinéa de l'article 475 :

Seront punis d'amende depuis 6 francs jusqu'à 10 francs inclusivement :

Ceux qui auront contrevenus aux bans de vendages ou autres bans autorisés par les règlements.

L'article 423 est ainsi conçu :

Quiconque aurait trompé l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la *nature* de toutes les marchandises ; quiconque par usage de faux poids ou de fausses mesures, aura trompé sur la quantité des choses vendues, sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts ni être au-dessous de 50 francs.

Les objets du délit, ou leur valeur, s'ils appartiennent encore au vendeur seront confisqués ; les faux poids et les fausses mesures seront confisqués et de plus seront brisés.

Le tribunal pourra ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il désignera et son insertion intégrale ou par extrait dans tous les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné.

Cet article prévoit donc et punit, comme l'article 39 du décret de 1791, la tromperie sur le titre des matières d'or et d'argent et sur la qualité des pierres précieuses, mais, en outre il prévoit encore deux faits dont la portée est beaucoup plus vaste : La tromperie sur la nature de toutes les marchandises et la tromperie sur la quantité des choses vendues par usage de faux poids et de fausses mesures.

Les faits prévus par l'article 423 constituent donc un délit, s'ils remplissent les conditions suivantes :

- 1° Il y a tromperie ;
- 2° Cette tromperie se produit dans une vente ;
- 3° Cette vente est une vente de marchandises.

La tromperie est le fait, pour le vendeur, de livrer sciemment à l'acheteur une chose qui a moins de valeur que celle qu'il croit acheter en réalité, de manière que l'opération procure au vendeur un bénéfice illicite. Cette tromperie est réalisée au moyen d'affirmations mensongères (indications fausses), de manœuvres frauduleuses (faux poids et mesures) souvent les deux ensemble.

Ces manœuvres doivent porter sur la chose elle-même, c'est ce qui les distingue de celles qui constituent le délit d'escroquerie prévu et puni par l'article 405 du Code pénal. Le vendeur doit, en outre, avoir mis ou laissé sciemment l'acheteur dans l'erreur.

Le deuxième élément est le fait de la vente. Ici il

faut prendre ce mot dans un sens large, comprenant échange, apport en société, conventions à titre onéreux. La vente doit être naturellement parfaite.

Enfin, le troisième élément exige que la tromperie ait eu lieu dans une vente de marchandises. Encore là le mot marchandise doit être pris dans un sens large : toutes choses mobilières susceptibles d'échange et faisant l'objet du commerce. De plus il n'est pas absolument nécessaire que le vendeur soit commerçant puisque le texte dit : quiconque.

Il faut retenir surtout, parmi les faits que punit l'article 423, la tromperie sur la nature et la tromperie sur la quantité.

On entend par *nature* d'une marchandise ce qui fait son essence, sa composition, et d'où dérivent ses propriétés et ses usages. On entend au contraire par *qualité* les propriétés plus ou moins grandes de la marchandise, celle-ci restant toujours conforme à sa destination.

Les tromperies sur les qualités ne tombent pas sous le coup de l'article 423 sauf en ce qui concerne les pierres précieuses, tromperie spécialement prévue par cet article. Le Code pénal n'a visé que la tromperie sur la nature.

La tromperie sur la nature par excellence est celle qui porte sur la substance même de la chose ; ainsi du sable pour des graines, de la margarine pour du beurre. Tromperie aussi quand la chose

livrée est d'une espèce différente de celle qu'on demandait ou si, étant de la même espèce, elle a une autre origine. Ce dernier point surtout a beaucoup d'importance quand il s'agit de vins et qu'il est question de limiter les zones ayant le droit de porter le nom d'un cru renommé.

L'introduction de matières étrangères dans un produit pour en augmenter le poids ou le volume a le plus souvent pour résultat d'en affaiblir les qualités, ce qui peut aller jusqu'à dénaturer le produit et le rendre impropre à l'usage auquel il était destiné. Dans ce dernier cas seulement l'article 423 sera applicable. L'auteur du mélange ne peut être recherché si son opération ne fait que diminuer les propriétés de la marchandise. De nombreux arrêts de la Cour Suprême ont depuis longtemps confirmé cette interprétation.

Enfin un autre délit est prévu par l'article 423 : la tromperie sur la quantité de la chose vendue, c'est-à-dire que la marchandise livrée est d'un poids et d'un volume inférieurs à ceux convenus. Mais cette tromperie n'est punie que si elle se réalise « par usage de faux poids ou de fausses mesures », ce qui laisse libre les multiples fraudes qui se produisent par d'autres moyens.

Les pénalités édictées par l'article 423 sont de trois sortes : emprisonnement, amende, affichage.

L'emprisonnement est de trois mois à un an.

L'amende est fixée d'une manière originale : On part d'un chiffre minimum qui est de 50 francs, à ce chiffre on ajoute s'il y a lieu une certaine somme, mais de façon à ce que le total de l'amende ne dépasse jamais un maximum égal au quart des restitutions et dommages-intérêts. C'est sur le préjudice causé que les juges doivent se baser pour évaluer les restitutions et par suite, il n'y aura pas lieu de faire cette évaluation, si le préjudice a été réparé et l'amende ne pourra être supérieure à 50 francs.

La peine de l'affichage a été ajoutée par la loi du 13 mai 1863. Les tribunaux ont la faculté d'ordonner l'affichage du jugement et son insertion totale ou partielle dans les journaux. C'est une pénalité très efficace et des plus redoutées. Nous aurons l'occasion d'en reparler plus longuement tout à l'heure.

L'article 423 a été diversement apprécié. En général on lui reproche sa rédaction pas très correcte et le médiocre procédé indiqué par la loi pour déterminer le maximum de l'amende.

Mais il est surtout incomplet. Peu importe la façon de tromper, il faut que toute tromperie soit punie aussi bien quand elle porte sur les qualités d'une marchandise que sur sa nature, aussi bien quand la tromperie sur la quantité a été produite par des faux poids ou fausses mesures, que par tout autre moyen.

L'article 423 était aussi trop étroit, agissant d'une

façon répressive ; quand en pareille matière la législation préventive est de beaucoup préférable.

Il semble pourtant que l'article 423, si imparfait soit-il, constituait avec quelques autres une législation répressive suffisante jusqu'en 1851, puisque ce n'est qu'à cette époque qu'on le remplaça.

Voici les quelques articles du Code visant aussi la répression de la fraude dans la vente des marchandises et surtout la falsification des boissons :

L'article 318 punissait d'emprisonnement, amende et confiscation le délit résultant de la vente d'une boisson falsifiée nuisible. Il a été abrogé par la loi du 5 mars 1855, de même que le paragraphe 6 de l'article 475, qui punissait comme contravention la vente des boissons simplement falsifiées.

Enfin l'article 477 § 2, qui a été maintenu, ordonne la saisie, la confiscation et l'effusion de ces mêmes boissons falsifiées.

L'article 387 punissait les voituriers, bateliers ou leurs préposés, en général tous les transporteurs, qui auraient altéré les marchandises confiées à leurs soins. Il a été encore aggravé par la loi de 1863, qui permet de punir la tentative d'altération.

Une loi du 28 juillet 1824 est relative aux altérations ou suppositions de noms sur les produits fabriqués.

CHAPITRE II

Lois du 27 mars 1851 et du 5 mai 1855

Nous venons de voir que l'article 423 du Code pénal laissait bien des fraudes impunies et était insuffisant, parce qu'incomplet.

Il ne permettait pas la recherche du fait initial de la fraude, du fait matériel de la dénaturation de la marchandise. Punir les manipulations faites dans un but de fraude, réprimer la détention des marchandises ainsi modifiées sont des mesures autrement efficaces que celle qui consiste à punir seulement la vente de ces marchandises. Le Code pénal allait même jusqu'à ne punir que la tromperie portant sur la nature de la chose vendue.

Les progrès de la fraude suivirent malheureusement une marche parallèle à celle de la science, et firent apercevoir les lacunes de plus en plus nombreuses.

Pour essayer de les combler, le législateur fit

après le remarquable rapport de M. Riche, voter la loi du 27 mars 1851.

Cette loi étendait l'article 423 et ses pénalités à trois faits qu'elle prévoyait :

1° La falsification de substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses destinées à la vente ;

2° La vente ou mise en vente de ces mêmes substances ;

3° La tromperie sur la quantité de la chose vendue, réalisée par certains moyens spécifiés par la loi.

La détention de faux poids ou fausses mesures ou substances alimentaires ou médicamenteuses falsifiées ou corrompues, est en outre punie quand elle n'a pas de motifs légitimes (art. 3).

Enfin, dans le même article, la loi considère, comme causes d'aggravation de la peine, le fait que les substances vendues contiennent des mixtions nuisibles à la santé.

Plus loin, l'article 4 agit dans le même sens lorsque le prévenu a, dans les cinq années qui ont précédé le délit, subi déjà une condamnation du même genre.

En résumé la loi de 1851 marque un grand progrès sur la législation antérieure et le champ de répression a été bien élargi.

Nous allons voir maintenant comment elle a essayé, comme son titre l'indique, d'enrayer les falsifications et de les réprimer.

Article premier. — Seront punis des peines portées à l'article 423 du Code pénal :

1° Ceux qui falsifieront des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses destinées à être vendues.

Les falsifications sont donc punissables par le fait même de leurs manifestations, sans qu'il soit nécessaire qu'une vente ait suivi. Mais pour qu'une falsification soit punissable et constitue le délit prévu par la loi de 1851, il faut en outre :

a) Qu'elle porte sur des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses.

Par là même on voit que la falsification de toute autre marchandise n'est pas répréhensible par elle-même et son auteur est seulement exposé à l'application de l'article 423 du Code pénal, s'il vend la marchandise falsifiée et seulement si cette vente constitue une tromperie sur la nature de la marchandise.

Des difficultés se sont élevées à propos des expressions alimentaires et médicamenteuses. Avoine ? Sirops ?

b) Que ces denrées soient destinées à la vente. Les tribunaux civils seront à ce point de vue compétents pour reconnaître si l'auteur des falsifications a voulu employer les marchandises truquées pour son usage personnel ou domestique, ou si au contraire il les destinait au commerce.

c) Qu'une intention frauduleuse soit bien caractérisée. Point important soumis aussi à l'interprétation des tribunaux.

Ces conditions réunies sont nécessaires pour que la fabrication devienne le délit du paragraphe 1^{er} de la loi de 1851.

Le paragraphe 2 rend également punissables des peines portées par l'article 423 du Code pénal.

2° Ceux qui vendront ou mettront en vente des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses qu'ils sauront être falsifiées ou corrompues.

L'article 423 du Code pénal est ici étendu puisqu'il ne punissait que la vente consommée, et seulement si elle constituait une tromperie sur la nature des marchandises, tandis que la loi de 1851 punit de plus le fait de mise en vente des substances alimentaires ou médicamenteuses, sans se demander même si le vendeur est ou non l'auteur de la falsification. Le fait de la mise en vente est ainsi placé sur le même pied que la vente.

Ce même paragraphe 2 rend également les dispositions de la loi applicables aux substances ou denrées corrompues, remplaçant ainsi le paragraphe 14 de l'article 475 du Code pénal.

La corruption est causée par le temps et par les circonstances atmosphériques. Elle implique chez le marchand de la négligence, mais non une intention coupable.

Dans son paragraphe 3, l'article 1^{er} de la loi de 1831 étend encore notablement l'article 423 du Code pénal à :

3^e Ceux qui auront trompé ou tenté de tromper sur la quantité des choses livrées, les personnes auxquelles ils vendent ou achètent, soit par l'usage de faux poids ou de fausses mesures, ou d'instruments inexacts servant au pesage ou au mesurage, soit par des manœuvres ou procédés tendant à fausser l'opération du pesage ou mesurage, ou à augmenter frauduleusement le poids ou le volume de la marchandise même avant cette opération, soit enfin par des indications frauduleuses tendant à faire croire à un mesurage antérieur et exact.

Cette extension consiste en ce que :

1^o La tentative de tromperie est assimilée à la tromperie consommée ;

2^o La loi s'applique aussi bien à l'acheteur qu'au vendeur ;

3^o La tromperie ou tentative par usage de faux poids, fausses mesures ou autres moyens énumérés par la loi est punissable.

Remarque. — Quelques points délicats sont à signaler :

a) Question controversée : Où commence la tentative ? La Cour de cassation a décidé dans plusieurs

arrêts que les tribunaux apprécieront les caractères de la tentative de délit ;

b) Antérieurement, une difficulté s'élèverait pour savoir si la tromperie émanant de l'acheteur était punissable comme celle émanant du vendeur. Elle est actuellement résolue par l'affirmative ;

c) Les faux instruments sont assimilés aux instruments inexacts. Les tromperies dans la manière de procéder au pesage et mesurage, par des manœuvres ou procédés tendant à fausser ces opérations, sont punies ;

d) Dans un autre genre, les indications frauduleuses tendant à faire croire à un pesage ou mesurage antérieur et exact, sont réprimées. Exemple : sac de blé vendu comme pesant tant.

Ce paragraphe 3 de l'article 1^{er} de la loi de 1851 contient donc des innovations nombreuses. Les dispositions ne s'appliquent cependant que dans les marchés de quantités, c'est-à-dire de choses qui se comptent pèsent ou mesurent. Enfin l'instention frauduleuse est toujours exigée chez le vendeur.

L'article 2 aggrave les peines de l'article 423 du Code pénal, appliquées aux délinquants déterminées par l'article 1^{er} et l'article 423 du Code pénal lui-même, lorsqu'il s'agit de marchandises contenant des mixtions nuisibles à la santé.

L'amende sera de 50 à 500 francs, à moins que le quart des

restitutions et dommages-intérêts n'excède cette dernière somme, l'emprisonnement sera de trois mois à deux ans.

Et il ajoute :

Le présent article sera applicable même au cas où la falsification nuisible serait connue de l'acheteur ou consommateur.

L'article 3 punit d'une amende de 16 à 25 francs et d'un emprisonnement de six à dix jours « la détention dans les magasins, boutiques, ateliers, etc., de poids ou mesures faux, ou autres appareils inexacts, ou de substances alimentaires falsifiées ou corrompues ».

« Si la substance falsifiée est nuisible à la santé, l'amende pourra être portée à 50 francs et l'emprisonnement à quinze jours. »

La possession de certains objets est donc punie dans les lieux énumérés.

Une parenthèse s'ouvre ici au sujet de la confusion qui peut exister entre les poids et mesures faux, et les poids et mesures illégaux, c'est-à-dire non conformes aux décrets du 19 germinal et 11 thermidor an VII.

Les poids et mesures illégaux sont-ils considérés comme faux et la loi de 1851 leur est-elle applicable ?

La négative est généralement admise.

L'article 4 prononce une peine plus forte à raison de la récidive, constituée par une condamnation dans une période de cinq ans, pour infraction à la loi de 1881 ou à l'article 423. Cette récidive spéciale n'exclut pas la récidive ordinaire. Les deux récidives se cumulent.

L'article 5 édicte une peine accessoire : les objets du délit sont confisqués, puis : soit mis à la disposition des établissements de bienfaisance, soit détruits ou répandus. Ces mesures sont prescrites à raison de la nature délictueuse des objets et il importe peu que le possesseur ne soit pas propriétaire, ou que le prévenu soit acquitté s'il était de bonne foi.

L'article 6, comme l'article 423 du Code pénal, se rapporte à l'affichage du jugement et à son insertion dans les journaux.

Dans ses dernières dispositions, la loi de 1887 rend l'article 463 relatif aux circonstances atténuantes applicable aux délits qu'elle prévoit (art. 7).

Elle attribue les deux tiers du produit des amendes aux communes dans lesquelles les délits ont été constatés (art. 8) et abroge les articles 475 n° 14 et 470 n° 5 du Code pénal.

De cette analyse de la loi du 27 mars 1851, on peut conclure qu'elle n'est qu'une extension de l'article 423 du Code pénal, en ce qu'elle rend ses peines applicables à un nombre de délits beaucoup plus

considérable. En cela elle a été de la plus grande utilité.

Mais le législateur a-t-il atteint son but ?

C'est douteux ! puisque depuis 1851 on a dû noter de nombreuses lois contre les tromperies qui se multipliaient plus fortes que les lois.

Cela tient aux difficultés que présente la matière, et aussi aux progrès de la fraude suivant les progrès de la science, tandis que la loi ne varie pas. Cependant il faut bien remarquer dans la loi de 1851, quelques lacunes, quelques défauts.

Elle laisse impunie un certain nombre de fraudes, les produits agricoles, par exemple, sont oubliés, et il faut les protéger par l'article 423 du Code pénal, s'il y a tromperie sur leur nature.

La falsification des boissons avait également été laissée de côté, mais au moment du vote de la loi, un projet présenté par M. La Grange s'occupait exclusivement des boissons. Ce projet n'aboutit pas à cause de la dissolution de l'Assemblée législative, et les boissons restèrent soumises au régime du Code pénal, jusqu'à ce que la loi du 5 mai 1855, rendit celle de 1851 applicable aux boissons.

L'article 475 n° 14 du Code pénal étant abrogé, la vente des substances nuisibles sans être falsifiées reste impunie.

La loi de 1851 prévoit un plus grand nombre de tromperies sur la quantité, mais comme elle ne les

prévoit pas toutes, celles qui ne sont pas énumérées ne sont pas punissables. Elle ne s'occupe pas de la tromperie sur la qualité sans falsification, ni de la tentative de tromperie sur la nature, de sorte qu'un commerçant a pu mettre en vente sous le nom fantaisiste de « Moka des Dames », un produit qui n'aurait du café que l'apparence.

A propos du montant de l'amende, on peut adresser à la loi de 1851 le même reproche qu'à l'article 423, puisque ce montant est fixé de la même façon, sauf lorsqu'il s'agit de substances falsifiées nuisibles, ou quand il y a récidive, où il est alors plus élevé. Mais ce perfectionnement est insuffisant, et le maximum de l'amende fixe aurait dû être bien augmenté, puisque l'amende proportionnelle est si difficile à fixer.

Enfin d'une manière générale, la loi de 1851 n'était pas plus préventive que l'article 423, car elle n'entravait pas le libre exercice de la fraude et ne mettait pas l'acheteur en garde contre elle. Ce n'est que plus tard que le caractère préventif s'introduira dans cette branche de la législation.

On n'y trouvait pas la prescription de règles particulières pour la poursuite des délits de falsification et de vente ou mise en vente des marchandises falsifiées. Les règles ordinaires étaient appliquées.

L'écoulement d'un temps plus ou moins grand

entre livraison et falsification, ne faisait pas perdre au vendeur ses droits à la poursuite.

On admet aussi que les particuliers pouvaient poursuivre la falsification elle-même.

L'action publique pouvait, dans tous les cas, agir de son propre mouvement. Les fraudes étaient recherchées et constatées par les agents ordinaires et démontrées par tous moyens de preuve ; les procès-verbaux comme les rapports d'experts étaient soumis à l'appréciation des juges.

Ces derniers devaient enfin établir l'existence précise de chacun des éléments du délit qui étaient : altération de la marchandise, destination de vente et mauvaise foi du prévenu.

Nous en avons fini avec la loi de 1851, voyons maintenant les quelques lois postérieures s'en rapprochant.

La loi de 1855, qui la rend applicable aux boissons, abroge les articles 318 et 475 § 6 du Code pénal, qui punissaient la vente ou débit de boissons falsifiées très sévèrement, si elles contenaient des mixtions nuisibles à la santé (art. 318) et seulement légèrement, s'il s'agissait d'une falsification anodine.

Après la loi de 1855, les boissons sont soumises aux dispositions de la loi de 1851 et les pénalités de l'article 423 leur sont applicables.

Elles répriment :

1° La falsification des boissons destinées à la vente (art. 1, § 1) ;

2° La vente ou mise en vente de boissons qu'on sait falsifiées ou corrompues (art. 1, § 2) ;

3° La tromperie sur la quantité de boisson vendue ou achetée, réalisée par les moyens énumérés (art. 1, § 3).

La loi punit encore la détention sans motifs légitimes (art. 3) dans les magasins, boutiques, etc., soit de fausses mesures ou autres appareils inexacts servant au mesurage, soit de boissons falsifiées ou corrompues.

Les peines encourues à la suite de ces divers délits sont aggravées en cas de récidive et si les boissons contiennent des mixtions nuisibles à la santé.

Certains mélanges sont tolérés dans les usages courants, et voici à ce point de vue deux solutions admises :

1° L'acheteur avait convenu que la boisson ne contiendrait pas telle substance. Dans ce cas, son addition constitue une falsification ; (Cour de cassation, 26 février 1857, D. 57.1.410.)

2° Si l'acheteur accepte en connaissance de cause, un mélange qui peut constituer une falsification, il n'y a pas délit.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, cette législation n'était pas suffisante. Elle a dû être complétée, surtout pour les vins, comme nous le verrons ci-après :

La loi du 13 juin 1857, sur les marques de fabrique ou de commerce prévoit et punit sévèrement le délit de tromperie sur la nature de la marchandise vendue à l'aide d'une marque frauduleusement imitée. Amende de 50 à 2.000 francs, emprisonnement de trois mois à un an.

La contrefaçon, l'usage de la marque contrefaite, la vente des produits revêtus de cette marque, sont encore plus sévèrement réprimées, puisque dans ces cas l'amende est de 50 à 3.000 francs et l'emprisonnement de trois mois à trois ans.

La loi du 4 janvier 1889 prive de droits électoraux les condamnés à trois mois au moins d'emprisonnement, en vertu soit de l'article 423, soit de la loi de 1851. Si la condamnation est inférieure à un mois elle n'a aucune influence sur ces droits, — entre un mois et trois mois elle entraîne la radiation des listes électorales pendant cinq ans.

Enfin la loi du 25 avril 1895 sur les sérums thérapeutiques applique les peines de l'article 423, et celles de la loi du 27 mars 1851 aux tromperies sur la nature des substances, si le vendeur ou donateur connaissait la falsification, ainsi qu'aux tentatives ou tromperies sur la qualité.

Deuxième Partie

LÉGISLATION ACTUELLE

Lois récentes concernant les fraudes dans la vente de certaines marchandises

Parmi les lois récentes nous mentionnerons de suite les lois du 4 janvier 1889 et du 15 avril 1895 dont il vient d'être incessamment parlé en fin du chapitre précédent, puis avant de passer aux lois répressives de la fraude des vins, nous allons rappeler très sommairement les lois sur les fraudes des engrais et beurres. L'aperçu de leur évolution est surtout intéressant pour nous.

CHAPITRE PREMIER

Fraudes sur engrais et beurres

En somme après les lois de 1851 et 1855, l'état de notre législation en matière de fraudes commerciales et industrielles en était à ce point :

On punissait la tromperie sur la nature ou quantité de toutes marchandises, la falsification des substances alimentaires ou médicamenteuses ainsi que leur mise en vente.

Malheureusement l'extension de la fraude força cette législation à étendre elle aussi sa portée.

Les acheteurs d'engrais, auxquels la loi de 1851 était inapplicable, durent être protégés les premiers.

C'est à cette occasion que commença le système de la législation préventive si largement étendue dans la suite, puisqu'alors on se rendit compte qu'avec ce système on pouvait empêcher certaines fraudes au moins en partie.

D'où pour les engrais :

Les arrêtés préfectoraux des 9 mai 1850, 5 juin 1853 dans la Loire-Inférieure, restés à l'état de simple tentative, puis la loi du 27 juillet 1867 « réprimant les fraudes sur les engrais et amendements » ; puis le projet Méline et Jules Ferry qui devint la loi du 4 février 1888 complétée par le décret du 10 mai 1889.

Pour les beurres, bien qu'ils fussent soumis à la loi de 1851 la répression était impossible. La margarine fut inventée en 1869 et l'essor qu'elle prit fut excessivement remarquable. Bien qu'on pût appliquer aux beurres la loi de 1851, et même l'article 423 du Code pénal ces moyens parurent impuissants et il fallut les compléter. D'où l'ordonnance du Préfet de Police du 13 mai 1882, les projets Méline et du Mésildot qui devinrent la loi du 14 mars 1887, complétée par le décret du 8 mai 1888. Propositions Cluseret, Villebois-Mareuil, Martin en 1893. Propositions Guillemin et Vigier en 1894, enfin la loi du 16 avril 1897, complétée par décret du 9 novembre suivant.

CHAPITRE II

Fraudes des Vins

Nous avons vu que les tromperies sur la vente des vins ont existé de tout temps, cette marchandise se prêtant plus que toute autre à la fabrication artificielle.

Sous l'empire du Code pénal, les articles 423, 318 et 475 s'appliquaient aux vins comme aux autres boissons. Puis la loi de 1855 abrogea ces articles et soumit les boissons au régime de la loi du 27 mars 1851.

Le nombre des fraudes augmenta cependant et des lois spéciales devinrent nécessaires. Elles furent nombreuses puisque le vin n'est pas considéré seulement comme une marchandise ordinaire éminemment falsifiable, mais encore comme une matière imposable au point de vue douanes et octrois. Ce point de vue fiscal fut aussi une nouvelle source de

fraudes. La multiplicité des fraudes devait engendrer la multiplicité des lois amenées par leurs abus.

Ces lois particulières à chaque moyen de fraude vont être passées rapidement en revue. Elles nous montreront ces moyens, en même temps qu'on verra leur surabondance nécessiter la loi plus générale de 1905.

§ 1. — *Procédés de fraude. Lois contre ces procédés*

L'invasion du phylloxéra dans nos vignobles fut suivie par l'invasion de la fraude. Pour remédier à la terrible crise il fallait trouver des moyens artificiels de production, les moyens naturels faisant défaut.

On rendit plus facile l'entrée des vins d'Espagne et d'Italie, leur grande richesse alcoolique permettait de donner, par *coupage* à nos vins trop faibles le nombre de degrés qui leur manquait.

L'emploi de *raisins secs*, venant de Grèce et de Turquie, fut autorisé : 100 kilogrammes de ces raisins fermentant avec de l'eau peuvent donner trois hectolitres de vin assez fort. Ce fut une cause de fraudes innombrables, les fabricants de ce vin surent augmenter le produit dans des proportions démesurées. Ils ajoutèrent à la fermentation certains fruits ou matières sucrées tels que figues, caroubes, fleurs de mowra, glucoses, mélasses, etc., si bien que le breu-

vage obtenu n'avait plus du vin que le nom, vu l'absence presque totale du raisin. Cependant, mélangé avec des vins d'Espagne et d'Italie, qui lui donnaient de la couleur, il était d'une vente aussi facile que rémunératrice.

Une seconde fermentation de *marcs* de raisins frais auxquels on ajoute de *l'eau et du sucre* donne un produit assez semblable au vin, d'autant plus qu'il est généralement renforcé par un coupage avec des vins étrangers.

Le *mouillage* consiste à étendre d'eau le vin naturel pour augmenter la quantité, sa faiblesse étant compensée par l'addition d'alcool pur d'industrie ou *vinage*. Ces manipulations sont surtout utilisées pour les fraudes fiscales.

La belle couleur est facilement donnée par les *produits colorants* chimiques dont la teinture d'aniline. Le PLATRE est un excellent tonique, à cause des sulfates de potasse et de soude.

Tous ces procédés ne pouvaient fournir que du vin artificiel, ils constituaient des falsifications aux termes de la loi de 1851, leur vente était une tromperie sur la nature des choses vendues, délit prévu par l'article 423 du Code pénal.

Les tribunaux eurent souvent l'occasion de sévir, mais les difficultés éprouvées par les experts dans l'analyse et la détermination des fraudes rendaient leur tâche très ardue.

La reconstitution du vignoble vers 1886 fit sentir la concurrence entre les vins naturels et les vins artificiels qui leur disputaient âprement les marchés. Aux unanimes protestations des viticulteurs lésés et des consommateurs fatigués de boire des produits sophistiqués, répondit la loi du 14 août 1889, dénommée aussi loi Griffe, du nom de celui qui la proposa.

M. Brousse, dans son rapport, disait les dispositions de cette loi : « Elles respectent les libertés du commerce, imposent seulement aux fabricants et débitants l'obligation bien naturelle de faire connaître à leur clientèle la véritable composition de la marchandise, afin que nul ne puisse être trompé sur la qualité ou le prix. »

De cette définition fut extrait son titre et on peut ainsi résumer son but, son caractère préventif : « Faire cesser la confusion entre les diverses espèces de vins et mettre l'acheteur en garde contre la fraude. »

Article premier. — Nul ne pourra expédier, vendre ou mettre en vente, sous la dénomination de vin, un produit autre que celui de la fermentation de raisins frais.

Par là même sont exclus les vins de raisins secs, de seconde cuvée, les piquettes. C'est ainsi que la Cour de cassation l'a confirmé par un arrêt du 26 novembre 1891 (S. 92. 1. 479). La Cour de Nîmes, par un arrêt du 10 mai 1894 (S. 94. 2. 269), a jugé dans le

même sens, en permettant d'ajouter à la fermentation ce qui est d'usage pour activer ou ralentir, rendre le vin plus brillant ou plus acide. L'opération de mettre du sucre en première cuvée pour relever le degré alcoolique est donc parfaitement licite.

L'article 2 définit le vin de sucre en deuxième cuvée : « Le produit de la fermentation des marcs de raisins frais avec addition du sucre et d'eau. » Ce produit, pur ou mélangé avec le vin, ne peut être mis en circulation que sous le nom de vin de sucre.

L'article 3 étend cette prohibition aux vins de raisins secs, c'est-à-dire au produit de la fermentation de raisins secs avec l'eau.

Il est à remarquer que peu avant la promulgation de la loi, les fabriques de raisins secs furent soumises à l'exercice par l'article 32 de la loi du budget du 17 juillet 1889.

L'article 4 exige l'indication d'origine, en gros caractères, sur les fûts, récipients, livres, factures, etc.

L'article 5 prescrit que les titres de mouvement seront de couleurs spéciales.

L'article 6 est ainsi conçu :

En cas de contravention aux articles ci-dessus, les délinquants seront punis d'une amende de 25 francs à 500 francs et d'un emprisonnement de dix jours à trois mois. L'article 463 du Code pénal sera applicable.

En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement sera toujours prononcée. Les tribunaux pourront ordonner, suivant la gravité des cas, l'impression dans les journaux et

l'affichage aux lieux qu'ils indiqueront des jugements de condamnation aux frais du condamné.

Une légère difficulté s'éleva à propos du mot « contravention ». Certains y virent une opposition au mot délit, ce qui permettrait condamnation du prévenu de bonne ou mauvaise foi. C'est dans le sens contraire que tranchèrent la Cour de Montpellier les 20 mars 1891, 30 octobre 1890 (S. 91.2.19), et la Cour de cassation, le 20 janvier 1891 (S. 91.1.368) et 26 novembre 1891 (S. 92.1.479), contravention est dans ce cas synonyme de délit.

L'arrêt du 20 mars 1891 considère aussi l'entente entre le vendeur et l'acheteur comme une circonstance aggravante, parce qu'elle a souvent pour but de tromper la clientèle.

L'article 7, ajouté sur l'insistance de M. Griffe, interdit de vendre sous le nom de vin tout produit dérivant de caroubes, figues, mowra, riz ou autres matières sucrées. Sous peine de tomber sous le coup de la loi du 27 mars 1851, de même pour l'addition de ce produit au vin.

En résumé : la loi Griffe ne parle pas de vinage, sucrage et glucosage « procédés excellents », dit même le rapport.

Elle vise la protection du consommateur en lui indiquant ce qu'il boit. Si la fabrication de certaines boissons est libre, on ne veut pas qu'elles soient

vendues sous le nom de « vin », ni même soient mélangées avec lui.

Elle ne constitue pas un changement de législation, mais se borne à préciser quelques points.

Elle prévoit des faits déjà punissables en vertu de lois précédentes. Aussi son effet pratique fut restreint. D'énormes quantités de vins de raisins secs furent fabriquées, vendues ou expédiées, naturellement pas sous ce nom, mais comme vin naturel ou mélangés avec celui-ci. La distinction entre ces deux vins est en effet fort difficile : le raisin sec n'étant que du raisin frais auquel son eau a été enlevée par dessiccation, si on lui restitue cette eau on obtient presque de la vendange fraîche. Pourtant le vin de raisins secs diffère du vin ordinaire, puisque le raisin sec ne donne jamais que du vin blanc.

La science est presque impuissante à reconnaître dans un mélange la présence du vin de raisins secs, ni l'analyse, ni la dégustation ne le décèlent. L'aveu en a été fait au Congrès International de Chimie tenu à Paris en 1889. « Dans l'état actuel de la science il n'existe pas de procédé certain permettant d'affirmer la présence de vin de raisins secs. »

Un décret en date 18 août 1890 rendit la loi du 14 août 1889 applicable à certaines de nos colonies. La loi du 11 juillet 1891, qui va suivre, la rendit applicable à l'Algérie et aux colonies françaises.

Les fraudes devinrent malgré tout abusives, les

vaines poursuites provoquèrent les plaintes fréquentes des sociétés de viticulture et des Chambres de commerce.

Le législateur répondit par la loi du 29 juillet 1890 (suivie d'un décret du 7 octobre 1890, modifié lui-même par un décret du 6 août 1897). Cette loi « concernant la fabrication et l'imposition des vins de raisins secs » à prescrit les formalités minutieuses à suivre par les fabricants de vin de raisins secs destinés au commerce. Elle voulait donner satisfaction aux consommateurs en rendant la fraude plus difficile par la surveillance de la fabrication de ces vins et aux producteurs en les frappant d'un droit spécial.

Le bas prix de revient du vin de raisins secs encourageait la fraude : 100 kilogrammes de ces raisins payaient 6 francs de douane, soit comme 3 hectolitres de vin ; mais comme ces 100 kilogrammes produisaient le plus souvent 3 hectolitres en plus, chaque hectolitre avait ainsi payé moins de 2 francs. L'addition d'autres fruits ou matières sucrées permettait d'arriver à produire 6, 8, 10 hectolitres de simili-vin par 100 kilogrammes de raisins secs.

Un autre bénéfice provenait aussi du prix du transport. M. Jamais, dans son rapport à la Chambre, l'évalue à 5 fr. 29 par hectolitre sur le transport de Marseille à Paris.

Le résultat fut une augmentation énorme de l'im-

portation des raisins secs qui de 17 millions de kilogrammes en 1877 monta à 96 millions en 1889.

Plusieurs systèmes furent proposés pour y remédier : des considérations diplomatiques firent rejeter celui consistant à relever les droits de douane frappant les raisins secs.

On s'arrêta à la loi du 26 juillet 1890, sus-relatée dont voici l'aperçu :

La surveillance varie avec la destination de la marchandise. Sont seules visées par la loi les matières destinées à la fabrication dans un but commercial, les autres réservées à la consommation personnelle et familiale circulent librement. Les achats faits par des syndicats professionnels, agricoles ou viticoles, par des sociétés coopératives de consommation ou militaires, les achats de raisins secs de table restent en dehors de la loi.

Les fabricants de vins de raisin secs sont soumis à une licence annuelle et au régime de la permanence en ce qui concerne les visites des employés de la régie. Divers comptes sont ouverts chez eux.

Au point de vue fiscal : Les droits établis sur les vins de raisins secs sont gradués suivant leur richesse alcoolique, jusqu'à 15 degrés. Au-dessus la surtaxe des vins alcoolisés est perçue.

Les produits de fermentation des fruits autres que le raisin ou les matières saccharifères sont assimi-

lés par la loi à l'alcool pour le régime et les droits à appliquer.

Enfin, les contraventions sont punies des peines édictées par la loi du 21 juin 1873, article 7, c'est-à-dire de la confiscation et d'une amende de 200 à 1000 francs. Le minimum est de 500 francs en cas de récidive.

La loi Griffé restait malgré tout impuissante. Il fallut élaborer la loi du 11 juillet 1891 : « Sur les fraudes dans la vente des vins, complétant la loi du 14 août 1889 (vins de sucre, vins acidifiés, vins plâtrés) ».

Cette loi peut se scinder en deux parties : La première qui considère comme falsification certaines opérations de fabrication de vin, la deuxième qui précise la distinction entre deux sortes de vins.

L'article 1^{er} modifie ainsi l'article 2 de la loi du 14 août 1889 :

« Le produit de la fermentation des marcs de raisins frais avec de l'eau, qu'il y ait ou non addition de sucre, le mélange de ce produit avec le vin, dans quelque proportion que ce soit, ne pourra être expédié, rendu ou mis en vente que sous le nom de « vin de marc ou vin de sucre. » Cet article comble donc la lacune de la loi Griffé, qui avait omis de parler du produit vulgo « piquette » ou « boisson », en le dénommant « vin de marc », ce qui ajoute une quatrième catégorie au trois qu'elle distinguait.

Remarque. — Les tribunaux avaient déjà été saisis de la question avant la promulgation de la loi, et un arrêt de la Cour de cassation du 30 janvier 1891 (S. 91. 1. 368) avait donné raison à la régie, qui exigeait que la piquette circulât sous un nom spécial.

L'article 2 assimile à la falsification de denrées alimentaires de la loi du 27 mars 1851, l'addition du vin, vin de sucre, vin de marc ou vin de raisins secs des matières suivantes :

1° *Les matières colorantes quelconques.*

Deux procédés sont employés pour colorer le vin : les substances tinctoriales et le coupage avec d'autres vins fortement colorés. Le second moyen seul est toléré, et l'on peut se demander s'il est licite de colorer les vins avec une matière colorante extraite des lies de vin ou des grappes de raisins, par exemple.

Les termes généraux employés par le législateur ne permettent pas d'assimiler cette opération à un coupage, sinon, pourquoi ne pas autoriser les colorants extraits d'autres végétaux ? Ce serait ouvrir une porte aux abus.

C'est au juge de distinguer suivant que le prévenu aura fait usage d'une matière nuisible ou non à la santé.

2° *Les produits tels que les acides sulfurique, nitri-*

que, chlorhydrique, salicylique borique ou autres analogues.

L'emploi de ses acides est interdit à cause de leur nocuité.

Les mots « ou autres analogues » ont donné lieu à des contestations, les uns voulant croire que le mot « analogues » s'adressait à acides énumérés, qui n'ont entre eux aucune analogie, d'où inutilité, les autres voyant là un manque de précision. Il eût été préférable disaient-ils, de donner une liste complète que de laisser la question à l'arbitraire des tribunaux.

On admet, cependant, en pratique, l'emploi des acides tartrique, et tartriques éléments constitutifs du vin, de l'acide sulfureux en petite quantité, et avec des réserves, de l'acide carbonique pour la fabrication des vins mousseux et de l'acide citrique.

3° Le chlorure de sodium au-dessus de 1 gramme par litre.

La loi offre ici une assez grande latitude, puisque dans le Midi de la France où le salage est pratiqué, la proportion ne dépasse jamais 1 gramme par litre. Le sel n'est nuisible qu'en grande quantité, parce qu'il introduit dans le vin de l'acide chlorhydrique. (Arrêt de la Cour de Montpellier du 18 février 1892.)

L'article 3 défend de « mettre en vente, vendre ou livrer des vins plâtrés contenant plus de 2 grammes de sulfate de potasse ou de soude par litre ». D'après plusieurs chimistes-experts, les derniers mots de ce

texte sont employés à tort, parce que l'analyse d'un même vin pourra le faire considérer comme surplâtré ou non, suivant qu'elle portera sur la recherche du sulfate de potasse ou du sulfate de soude. « Les délinquants seront punis d'une amende de 16 francs à 500 francs, et d'un emprisonnement de six jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines suivant les circonstances. »

Les vins surplâtrés sont-ils confisquables ? La loi est muette sur ce point et la jurisprudence négative. (Rouen, 25 juillet 1891. — Montpellier, 19 novembre 1891.)

Les vins de liqueur jouirent d'une certaine faveur : la loi ne leur fut applicable que deux ans après sa promulgation.

La dernière disposition de l'article 3, prescrit que les fûts ou récipients contenant des vins plâtrés, doivent porter en gros caractères l'indication du plâtrage, livres, factures, doivent porter la même indication.

Elle ne fut votée qu'à une faible majorité au Sénat, sur une remarque de M. Deaudeis « que cette disposition jetterait le discrédit sur des vins inoffensifs. » Certains commerçants eurent l'idée, pour atténuer les effets de cette obligation, de déclarer que leurs vins étaient plâtrés à moins de 2 grammes par litre.

La loi termine en réglementant la surveillance à

exercer sur les divers vins, — par une innovation : « les vins, vins de marc ou de sucre, les vins de raisins secs, seront suivis chez les marchands en gros ou en détail et chez les entrepositaires au moyen de comptes particuliers et distincts. Ils seront tenus séparément dans les magasins ».

Ce système est dû à M. Brousse, dont le nom est parfois donné à la loi de 1891.

Le contrôle et la surveillance sont plus faciles, puisque les vins sont dans des magasins différents.

Une simple comparaison entre les comptes de la régie et du marchand permet de constater le manquant ou l'excédent. Si la présomption peut alors s'appuyer sur une analyse, la poursuite est plus sûre.

Les prescriptions semblaient devoir paralyser la fraude. Ce fut en vain !

La loi douanière du 11 janvier 1892, vint porter un coup aux fraudeurs en diminuant leurs bénéfices. Les raisins secs furent taxés : 28 francs les 100 kgr. au tarif général, 15 francs au tarif minimum, les raisins de vendange, marcs : 12 et 8 francs.

Les vins naturels payèrent 1 fr. 20 ou 0 fr. 70 par degré jusqu'à 10°9, au-dessus ils payaient 0 fr. 80 ou 0 fr. 70 par degré, et étaient en outre soumis aux droits de circulation et de consommation.

Les bénéfices des fabricants diminuèrent, mais restèrent cependant encore appréciables, puisque la

loi imprévoyante frappait des mêmes droits les raisins de vendanges et les moûts de vendange, sans penser que ces derniers possèdent une richesse alcoolique beaucoup supérieure.

Les fabricants profitèrent des circonstances, pour faire entrer en France des quantités considérables de moûts dits concentrés, c'est-à-dire d'une énorme teneur alcoolique. Ces moûts remplaçaient avantageusement les divers fruits secs et matières saccharifères.

Mais une autre fraude attira alors l'attention du législateur. La facilité lui assurait un grand succès, et elle était pratiquée ouvertement, surtout chez les détaillants des grandes villes. Elle consistait à étendre d'eau des vins fortement alcoolisés, de façon à obtenir un produit de degré moyen. C'était *le mouillage*. Ils pouvaient ainsi acheter trois fûts pour en vendre quatre.

En prévenant leurs clients au moyen d'écriteaux placés plus ou moins en évidence dans leurs magasins ils se mettaient ainsi à l'abri des poursuites, puisque la loi de 1851 ne punissait la falsification et vente des produits falsifiés non nuisibles à la santé que si elle était ignorée de l'acheteur.

Une nouvelle loi était nécessaire ce fut celle du 24 juillet 1894, « tendant à réprimer l'alcoolisation et le mouillage des vins ».

Si le mouillage était pratiqué par les détaillants,

il l'était souvent aussi par les marchands en gros, qui couvraient la fraude au moyen d'acquets fictifs. Était-ce véritablement une falsification, puisque l'acheteur était ainsi trompé, tant sur la qualité du vin affaibli, que sur sa quantité ? M. Millerand à la Chambre, MM. Berenger et Trarieux au Sénat soutenaient que l'opération était licite : puisque l'acheteur était averti, il n'y avait pas intention frauduleuse et par conséquent pas délit. M. Griffé était de l'avis contraire, et répondait que le marchand n'indiquait pas la quantité d'eau. Cette dernière opinion, plus juste à notre avis, a prévalu.

Cette loi spécifiait que la fabrication et la mise en vente de vin additionné d'eau constituait la falsification ou mise en vente de denrée falsifiée, même si cette addition d'eau était connue de l'acheteur ou du consommateur ; et qu'il en était de même lorsqu'il s'agissait de vin additionné d'alcool. Les pénalités édictées par l'article 423 du Code pénal et la loi du 27 mars 1881 étaient toujours applicables. Exception seulement pour les vins de liqueurs et destinés à l'exportation.

La pratique des écriteaux antérieurement en usage ne pouvait plus continuer. Mais une difficulté subsistait : la présence de l'eau dans le vin n'est reconnaissable que si la proportion d'eau est assez grande, de sorte que certains vins faibles peuvent présenter tous les caractères d'un vin mouillé.

Il est de même très délicat de rechercher la présence d'alcool.

Une loi du 14 novembre 1894 modifia le tarif général des douanes et porta encore atteinte à la prospérité des fraudeurs. Rendue sur la proposition de M. Brousse, elle ajouta au tarif général des douanes un numéro 87 *bis* qui frappait d'un droit de 40 francs, au tarif général et de 25 francs au tarif minimum, les « raisins secs, figues et dattes destinés exclusivement à la distillerie ou à la fabrication du vin ». On assimilait aux raisins les figues et dattes, qui auparavant ne payaient que des droits minimes. Les droits sur tous ces fruits étaient relevés à moins qu'ils ne fussent destinés à la table. Cette mesure visait aussi à mettre fabricant et producteur sur un pied d'égalité, puisque le vin étranger payait à la frontière des droits de 21 à 29 francs pour trois hectolitres, et que 100 kilos de raisins secs peuvent donner trois hectolitres de vin artificiel, vendu le plus souvent comme vrai.

L'importation des raisins secs avait déjà diminué assez rapidement, puisque la fabrication des vins artificiels tomba de 4 millions d'hectolitres en 1890, à 1 million en 1894. Ce résultat était dû, il faut bien l'ajouter, bien plus à la reconstitution du vignoble qu'aux lois elles-mêmes.

Ces vins artificiels, quoiqu'en moins grande quantité qu'autrefois, faisaient cependant sur le marché

une concurrence notable aux vins naturels, et portaient un tort énorme à la production nationale. D'autres aussi, comme les vins de marc et les vins de sucre, venaient leur suppléer. Ces derniers contiennent une forte proportion d'eau et les marchands pouvaient tourner la loi sur le mouillage, en les mélangeant avec des vins plus riches. M. Périer de Larsan évaluait à 12 millions d'hectolitres la quantité des vins artificiels qui chaque année prenaient la place des vins naturels, forcés de tomber à des prix extraordinaires de bon marché.

Les plaintes recommencèrent à s'élever de plus en plus nombreuses contre les vins artificiels. Les fraudeurs seuls, disait-on, bénéficiaient seuls de cette situation. Le producteur, à cause d'eux, ne pouvait écouler sa récolte qu'à des prix dérisoires ; le consommateur jamais certain de boire du vin véritable en abandonnait l'usage, enfin le commerçant honnête voyait le cours des marchés régi absolument par les vins artificiels.

Ces prix dérisoires furent le résultat principal du développement de la fraude, alors que normalement, ils auraient dû augmenter, à cause des frais généraux toujours plus élevés et des prix de revient exagérés par des fléaux successifs.

Aussi M. Périer de Larsan disait dans son rapport à la Chambre des députés. « Après l'oïdium, le phylloxéra, le mildew, le blackrot, etc., un nouveau

fléau est venu écraser le vignoble et inutiliser sa production, je veux parler du vin artificiel. »

Au Sénat, M. de Verumac disait sous une autre forme (Rapport du 8 décembre 1896) : « Il est un adversaire plus redoutable que tous les autres pour les viticulteurs, qui a résisté jusqu'ici à toutes les mesures. C'est la fraude commerciale, qui consiste à livrer à la consommation sous le nom de vin des boissons quelconques, qui en ont à peine l'apparence, faites on ne sait où, avec on ne sait quoi, le plus souvent malsaines, qui viennent faire une concurrence déloyale au vin naturel et écraser les cours au point que le prix de vente du produit laisse à peine au producteur de quoi couvrir ses frais de culture. »

Sur l'initiative de M. Turrel, une nouvelle loi fut adoptée : *Loi du 6 avril 1897 concernant la fabrication la circulation et la vente des cidres poirés et vins artificiels.*

Elle voulait trouver, avec un remède à la concurrence souvent déloyale des fabricants de boissons factices, un moyen efficace de protéger la viticulture.

Les vins artificiels étaient soumis au régime de l'alcool pour leur richesse alcoolique totale acquise ou en puissance. Les raisins secs ne circulaient que taxés comme 30 litres d'alcool aux 100 kilos.

Un dégrèvement avait lieu pour la consommation de famille. Il était interdit de fabriquer ou détenir

des vins de marc, sucre, des cidres et poirés artificiels à moins que ce ne soit pour la consommation familiale du producteur. La circulation des boissons de marc dites piquettes, provenant de l'épuisement des marcs par l'eau, est autorisé, en but de la consommation familiale, et soumise à un droit de 1 franc par hectolitre.

Un premier projet de loi avait été plus catégorique et interdisait purement et simplement la fabrication des vins artificiels. La commission de la Chambre en adoucit la rigueur.

Nos ambiguïtés s'étaient élevées sur la définition des vins artificiels, et M. Méline disait au Sénat (1) qu'il était chimérique de chercher à donner une définition parfaite, car cette définition « était aussi insaisissable que l'industrie des vins » et que l'important était de savoir quelle boisson on entendait viser.

D'après la discussion, la définition est la suivante : Le vin artificiel est tout vin produit autrement que par la fermentation de raisins frais et qui est additionné de matières quelconques ne provenant pas de la vigne.

Les vins artificiels, autres que les vins de liqueur, les vins mousseux, les vins de marc et de sucre, sont : les produits vendus sous le nom de vin et obte-

1. Séance du 18 février 1897. *Journal officiel*, 19 février 1897, Débats parlementaires, p. 197.

nus par la fermentation de fruits autres que les raisins secs, glucoses, etc. Ajoutons les vins tirés des moûts, concentrés ou non, dont la fermentation a été arrêtée artificiellement pour être remise en marche au moment voulu.

Les matières qu'on fait fraterniser dans une cuve sont innombrables, et le produit peut n'avoir rien de commun avec le vin, puisque la fermentation peut être obtenue avec des levures fraîches de bière.

Les vins de liqueur et mousseux sont généralement considérés comme naturels, néanmoins le législateur a tenu à les excepter expressément.

Les droits pour les vins de raisins secs sont perçus avant leur fermentation, d'après cette présomption établie par la loi que 100 kilogrammes de raisins secs représentent 30 litres d'alcool. Quant aux autres matières, elles sont si diverses, qu'on ne pouvait leur appliquer la même présomption, les vins fabriqués avec sont taxés après.

Le tarif de faveur de 6 francs par 100 kilogrammes, si les raisins secs sont destinés à la consommation familiale prête à critique : la fraude peut se glisser par cette fissure et prendre de sérieuses proportions. Par des suppositions de noms et de bienveillantes complicités, des industriels peuvent accumuler d'assez importantes quantités de raisins secs soumis au droit de 6 francs et non de 30 francs.

En résumé, la situation des divers produits après la loi du 6 avril 1897, était la suivante :

1° Le vin de marc ou piquette, c'est-à-dire le produit obtenu par le lavage du marc de vendange, sans aucune addition d'alcool, ni de matières, sucrées, pouvait se fabriquer et circuler en vue de la consommation familiale seulement moyennant un droit de 1 franc par hectolitre. La fraude est ici bien facile pour le producteur qui n'a qu'à verser sa piquette dans son vin et à l'écouler comme tel.

La détention, même pour les négociants, en vue de la consommation familiale en est permise. C'est une porte grande ouverte à la fraude.

2° Le vin de sucre est le produit d'une nouvelle fermentation de la vendange par addition d'eau et de sucre. Les mêmes règles que celles qui régissent le vin de marc lui sont applicables. La fraude peut s'exercer de la même façon, et il sera bien difficile de reconnaître dans un vin la présence d'un vin de deuxième année. La fraude pouvait se produire d'autant mieux que l'opération du sucrage était toujours licite. On pouvait employer une grande quantité de sucre pour relever le degré alcoolique d'un vin moyennant une demande adressée au directeur des contributions indirectes et sous la surveillance plus ou moins effective des agents de l'administration.

3° Les cidres et poirés obtenus autrement que par la fermentation de pommes ou de poires fraîches

avec ou sans sucrage, c'est-à-dire avec des fruits séchés, de l'alcool, jus de réglisse et autres substances diverses, sont soumis à la même interdiction que les vins de sucre. Exception seulement pour les cidres titrant moins de 3 degrés.

Les derniers articles punissent des peines de l'article 1^{er} de la loi du 28 février 1872 les infractions aux dispositions des trois premiers articles et les déclarations d'enlèvement sous un nom supposé, ou simulation d'enlèvement, espérant ainsi mettre fin à l'abus des acquits fictifs.

La loi de 1897 n'édicte donc pas de peines spéciales, elle renvoie à la loi de 1872 et à l'article 463 du Code pénal.

Cette loi de 1897 était la plus importante sur les fraudes des vins avant la loi de 1905. Elle n'était pas encore parfaite, puisque ses fissures pouvaient laisser passer des fraudes nombreuses. Elle a cependant restreint l'audace des fraudeurs à qui elle opposait de nombreuses difficultés.

Un décret du 6 août 1897, abrogeant celui du 25 janvier 1892 et modifiant celui du 7 octobre 1890, vint donner des règles en harmonie avec la loi de 1897.

Dans l'intervalle, entre la loi de 1897 et celle de 1905, se placent quelques autres lois, qui sont plutôt des compléments ou des modifications aux lois précédentes que des innovations proprement dites.

Les articles 49 et 53 de la loi des finances du 30 mars 1902 interdisent l'emploi de la saccharine ou de toute autre substance édulcorante artificielle possédant un pouvoir sucrant supérieur à celui du sucre de canne ou de betterave sans avoir les qualités nutritives, et en punissent l'emploi.

L'article 33 de la loi de finance du 31 mars 1903 déclare les dispositions de l'article 5 dernier paragraphe de la loi du 11 juillet 1891 applicables aux déclarations et aux constatations effectuées en exécution de l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903 relative au régime des sucres.

Cet article 7 prescrit les formalités à remplir, par « quiconque voudra ajouter du sucre à la vendange ». Déclarations à la recette ruraliste. La quantité ajoutée ne peut être supérieure à 10 kilogrammes par 3 hectolitres de vendange. Pour ceux qui veulent se livrer à la fabrication du vin de sucre pour leur consommation familiale, même déclaration. Mais la quantité de sucre tolérée est de 40 kilogrammes par membre de la famille ou domestique ou par 3 hectolitres de vendanges récoltées. La détention, en même temps que de vins, vendanges, moûts, lies et marc, d'une quantité de sucre supérieure à 50 kilogrammes est soumise à la déclaration et à la justification d'emploi. Le tout sous la surveillance du service des contributions indirectes, et exposé aux peines de la loi du 6 avril 1897.

La loi de finances du 31 mars 1903, dans son article 32, interdit l'emploi de glucoses dans la vinification, soit en première cuvée, soit pour préparation d'un second vin par versement d'eau sur les marcs. La détention de glucose, la fabrication, la circulation et la détention des vins glucosés sont assimilés aux mêmes cas concernant les vins de sucre (art. 7, loi du 28 janvier 1903).

La loi du 31 mars 1903, portant fixation des « dépenses et recettes de l'exercice 1903 », est relative aux bouilleurs de cru dans ses articles 12 à 30. Elle est complétée par un décret du 19 août 1903.

La loi du 18 juillet 1904, sur « les fraudes commerciales des vins » complète, par son article 2, l'article 6 de la loi de finances du 28 avril 1816 (déclaration d'expéditeur ou acheteur pour enlèvement et transport de boissons ; congé, acquits à caution ou passavant), en exigeant pour les enlèvements de vin de plus de 20 hectolitres une attestation confirmant la réalité de l'opération, sous peine de confiscation et amende prévues par l'article 4 de la loi du 6 avril 1897.

L'article 3 de la même loi interdit dans la ville de Paris « toute préparation de liquides fermentés autre que les bières et les cidres provenant exclusivement de la mise en œuvre des pommes ou poires fraîches », sous les peines de l'article 1^{er} de la loi du 28 février 1872.

Nous en avons terminé avec les lois antérieures à 1905. Leur étude nous a en même temps donné un aperçu sur les moyens employés par nos fraudeurs, mais avant de passer à la loi de 1905, nous allons donner un coup d'œil sur les législations étrangères visant la répression de la fraude dans la vente des vins.

Elles ne présentent rien de bien original, et quelques lois seulement méritent d'être signalées.

Allemagne ; loi du 20 avril 1892 (1).

Portugal : loi du 1^{er} septembre 1894 (2).

Espagne : loi du 27 juillet 1895 sur les vins artificiels (3).

Suisse : il n'y a pas de loi fédérale sur cette matière, mais seulement des lois cantonales : Genève : loi du 7 avril 1883 (4). Vaud, loi du 29 novembre 1888 (5). Tessin, loi du 22 octobre 1891 (6).

Allemagne : loi du 6 juillet 1898, sur les substances sucrées non nutritives (7).

Bays-Bas : loi du 2 avril 1898, sur la fraude dans la vente des beurres (8).

1. Voir *Annuaire de Législation étrangère*, année 1893, p. 177.

2. *Idem*, 1895, p. 463.

3. *Idem*, 1896, p. 388.

4. *Idem*, 1884, p. 606.

5. *Idem*, 1889, p. 737.

6. *Idem*, 1892, p. 772.

7. *Idem*, 1898, p. 96.

8. *Idem*, 1898, p. 483.

Danemark : loi du 2 mars 1900 sur les denrées alimentaires (1).

Allemagne : loi du 24 mai 1901, règlemente le commerce des vins et boissons similaires. C'est une refonte de la loi du 20 avril 1892 (2).

Italie : loi du 25 mars 1900, complétée par décret du 3 mars 1901, sur les fraudes des vins (3).

Luxembourg : loi du 6 mars 1902 sur les vins (4).

New-York : loi du 7 avril 1902 sur la margarine (5).

République Argentine : loi du 6 août 1902 sur les substances édulcorantes artificielles (6).

§ 2. — *Loi de 1905*

SECTION I. — HISTORIQUE. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES. — TEXTE ANNOTÉ

L'insuffisance de législation amenait à des dates rapprochées des propositions de lois nouvelles. Il suffit pour s'en rendre compte de redonner un coup d'œil au paragraphe précédent. Des lacunes nombreuses existaient dans l'article 423 du Code pénal

1. *Idem*, 1900, p. 409.

2. *Idem*, 1901, p. 83.

3. *Idem*, 1901, p. 244.

4. *Idem*, 1902, p. 432.

5. *Idem*, 1902, p. 706.

6. *Idem*, 1902, p. 748.

et dans la loi de 1881. Pour y remédier on essayait de les combler une à une, d'où une floraison de lois compliquées, enchevêtrées les unes dans les autres. L'ensemble ainsi formé était évidemment peu harmonieux, aussi reprochait-on à cette législation tant ses omissions que son manque d'unité.

Fallait-il renoncer au système jusqu'alors employé, qui consistait à attendre que les abus d'une fraude nouvelle provoquent des réclamations véhémentes pour confectionner rapidement une loi destinée à la réprimer ? Fallait-il, au contraire, essayer à l'imitation des législateurs de 1851 de créer une loi générale embrassant à peu près toutes les fraudes possibles, quitte à laisser à des règlements d'administration publique le soin d'envisager les détails ?

On invoquait en faveur de cette dernière façon de procéder la lenteur et la complication de l'action législative : la confection d'une loi peut exiger des années, et souvent après un tel délai elle n'atteint plus le but visé. Des règlements d'administration publique prescrivant des mesures particulières à une loi générale étaient incontestablement plus rapides.

Des tentatives en ce sens prirent le jour dès 1888.

Le 12 juillet 1888, en effet, M. Salis, député de l'Hérault, déposait sur la tribune de la Chambre une proposition de loi « tendant à réprimer » la sophistication des produits alimentaires.

En voici le texte, qui est assez intéressant :

Article premier. — Nul ne pourra mettre en vente, sous sa dénomination primitive, un produit alimentaire, modifié d'une manière quelconque, à moins qu'il n'ait fait suivre cette dénomination du mot « factice ».

Art. 2. — Toute publicité et toute manœuvre, quelles qu'elles puissent être, tendant à propager une substance destinée à la sophistication des aliments, seront assimilées à la sophistication elle-même et passibles des mêmes peines.

Art. 3. — Les pénalités frappant les tromperies sur les qualités des marchandises seront applicables, en ce qui concerne les infractions à l'article 1^{er} de la présente loi.

La critique reprochait à ce sujet d'être limité à la seule catégorie des produits alimentaires, de « manquer de précision et de violer par son exagération, les plus justes droits de la propriété, du commerce et des consommateurs » (1).

Le mot factice était employé à tort dans l'article 1^{er}, il est synonyme de artificiel, d'imité et ne pouvait que jeter un discrédit absolu sur le produit alimentaire modifié « d'une manière quelconque » même légèrement. Les vins coupés, légèrement modifiés ou cuisinés par des produits chimiques comme les vins champagnisés étaient même visés.

Ce projet ne fut jamais discuté.

1. Rapport de M. Labrunie à la Chambre de commerce de Bordeaux.

Dans la séance du 22 octobre 1895, M. Gadaud, ministre de l'Agriculture, déposait sur le bureau du Sénat un projet de loi, inspiré par un projet de M. Gomot antérieur d'une dizaine d'années.

Ce projet était plus complet et contenait sept articles, avec deux innovations : La tentative était punie comme la tromperie elle-même et des règlements d'administration publique fixaient les détails d'application pour chaque marchandise.

Mais il avait quelques points faibles : 1° Les pénalités n'étaient pas assez sévères ; 2° Aucune loi antérieure n'était expressément abrogée, d'où difficultés d'interprétation et pas de simplification ; 3° L'article 2 punissait d'amende « ceux qui, au moment de la vente d'une marchandise provenant du mélange de diverses substances, n'auront pas fait connaître aux acheteurs la nature et la proportion des substances entrant dans la composition de ladite marchandise.

Cette obligation était exagérée. Elle ne pouvait s'appliquer qu'à quelques marchandises seulement. Comment la concilier avec les secrets de la fabrication ?

Après examen de la Commission, ce projet, considéré encore comme incomplet, fut retiré.

M. Méline, président du Conseil et ministre de l'Agriculture, reprit le projet Gadaud et le modifia.

Le 6 avril 1898, il soumettait au Sénat une nouvelle rédaction, appuyée sur les mêmes principes.

La Commission composée de MM. Grivard, président, Bourganel, secrétaire, Monis, Emile Durand, Lavoyat, Thévenet, Déandreis, Bruel et Bidault, l'approuva sous certaines modifications, et le 15 novembre 1898, M. Thévenet déposait un rapport concluant à l'adoption.

Ce projet fut adopté par le Sénat en première et deuxième lectures, les 24 janvier et 2 février 1899.

Renvoyé à la Chambre et à la Commission de l'Agriculture, il fut rapporté par M. Trannoy, le 12 mai 1899 et vint en discussion le 23 décembre 1901.

Cette discussion ne fut pas renouvelée au cours de la législature 1898-1902.

Le projet rapporté par M. Dauzon, le 19 juin 1903, ne revint en discussion que le 10 novembre 1904. Les débats se poursuivirent dans les séances des 17, 24 novembre, 1^{er}, 8, 16, 22 décembre 1904, 16 février 1905 et se terminèrent le 23 février suivant par son adoption avec quelques modifications.

Renvoyé de la Chambre au Sénat, il fut rapporté le 23 juin 1905 par M. Trannoy et adopté sans débat et sans modifications à la séance du 7 juillet 1905.

La loi fut promulguée le 1^{er} août 1905 et publiée au *Journal Officiel* du 5 août 1905.

Cette loi, la plus importante sur les fraudes qui

est jamais vu le jour, contient de nombreuses dispositions qui pourront servir de base à toute une nouvelle législation sur ce sujet.

Il semble que le législateur fatigué d'élaborer chaque année des lois nouvelles, qui cherchaient à répondre aux plaintes réitérées contre la fraude, ait voulu en finir par la confection d'une loi générale punissant toutes les fraudes possibles à prévoir, L'administration compléterait par des décrets relatifs aux différentes espèces de marchandises.

Une telle réforme semblait répondre aux desiderata. Quant au projet, malgré ses caractères originaux, il faisait de nombreux emprunts aux lois existantes, mais pour les perfectionner et les refondre. Il utilisait les dispositions efficaces, rejetait celles qui manquaient de clarté ou inutiles, et comblait les lacunes constatées.

L'article 423 du Code pénal, les lois du 27 mars 1851 et 5 mai 1855 étaient complètement mis de côté. Leur abrogation pure et simple était décidée.

Avant de passer au texte même de la loi, il est indispensable de jeter un coup d'œil sur les considérations générales, présentées par MM. Méline, Thévenet et Trannoy. Elles sont l'œuvre d'hommes éminents et des plus complètes. Vu leur caractère officiel, il est utile d'en rapporter textuellement les passages les plus saillants, qui pourront servir pour une meilleure intelligence de la loi.

M. Méline parla en ces termes :

« Messieurs... En même temps que la technologie agricole faisait des progrès pour perfectionner les procédés de nos industries et améliorer la qualité de leurs produits, l'esprit inventif des fraudeurs était enéveillé et découvrait parallèlement le moyen de réaliser de nouveaux bénéfices par des voies illicites... Les fraudes et falsifications se produisaient sous des aspects multiples et changeants et les plaintes s'élevaient de toutes parts. On demandait pour chaque cas particulier une loi spéciale ; une loi spéciale semblait, en effet, indispensable par suite de la nécessité de l'emploi, pour chaque espèce, de termes techniques appropriés et ne permettant aucune équivoque dans la constatation des fraudes et surtout des falsifications.

« En présence de la diversité des cas et de la multiplicité des demandes ; pour répondre, d'autre part, aux vœux des sociétés d'agriculture et de plusieurs conseils généraux et s'inspirant des discussions qui se sont produites dans le sein des congrès internationaux de l'Agriculture à Paris, à La Haye et à Bruxelles, le Gouvernement s'est demandé si au lieu de lois multiples, il ne serait pas préférable de faire une loi générale permettant de frapper tous les fraudeurs indistinctement et laissant à des règlements d'administration publique le soin des détails pour

chaque espèce, comme l'a fait une loi récente promulguée en Belgique. (Loi du 4 août 1890.) (1).

.
« Le nouveau projet que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations réunit dans une loi d'ensemble les dispositions générales sur la répression des tromperies dans les ventes, dont le principe est inscrit dans l'article 423 du Code pénal, et les dispositions des lois du 27 mars 1851 et du 5 mai 1855, qui répriment certaines fraudes dans les livraisons et les falsifications nuisibles ou non à la santé des denrées alimentaires et des boissons.

« Il nous a paru utile d'unifier les dispositions législatives, qui ont entre elles un lien commun puisque les lois de 1851 et de 1855 renvoient expressément aux pénalités de l'article 423 du Code pénal, et de modifier les pénalités, reconnues insuffisantes, par une tarification nouvelle des peines d'amende et par la réglementation de l'exécution de la peine de l'affichage.

« Après avoir fixé les principes généraux applicables aux tromperies dans les ventes, ainsi qu'aux falsifications des produits et défini les délits punissables, le présent projet comme celui de 1895 (2)

1. Voir *Annuaire de Législation Etrangère*, année 1890, p. 468.

2. Projet de M. Gadaud ci-dessus rappelé.

assure la mise en œuvre pratique de la loi, en confiant à des décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique la faculté d'édicter les mesures d'exécution nécessaires, suivant les catégories de produits, pour la recherche et la constatation des fraudes diverses.

« Sans porter atteinte à l'application des lois spéciales de dates récentes sur les fraudes dans les ventes des engrais, des vins, des sérums thérapeutiques et des beurres, les dispositions du présent projet permettront, à l'avenir, de ne plus recourir à des mesures législatives particulières, chaque fois que les progrès de la falsification révéleront la nécessité d'une intervention des pouvoirs publics pour protéger contre la fraude une catégorie de denrées non encore réglementée par une loi spéciale.

.

« Les règlements fixeront les méthodes d'analyses propres à déterminer les éléments constitutifs des denrées et les méthodes d'analyse les plus propres à déceler les fraudes.

« Ils détermineront le mode de surveillance et les opérations d'expertise.

« On a adressé justement à la législation actuelle le reproche d'être purement répressive des fraudes consommées. Les pouvoirs confiés à l'administration lui permettront de prévenir les mesures préventives

nécessaires pour mettre l'acheteur en garde contre la fraude.

« S'inspirant des prescriptions analogues déjà imposées par les législations spéciales aux engrais, aux vins de raisins secs, aux beurres et à la margarine, elle pourra notamment prescrire, soit la remise obligatoire aux acheteurs de factures mentionnant les conditions du contrat ou la composition de la marchandise et sa teneur en principes utiles, soit l'apposition sur les produits d'indications extérieures et apparentes faisant connaître la nature exacte des marchandises et prendre toutes autres mesures propres à assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente. »

.
.

Voici quelques-unes des considérations générales présentées par M. Thévenet, au Sénat.

« Les tromperies sur les marchandises vendues existent sous tant de formes différentes qu'il est difficile de les comprendre dans une formule générale et exacte : aussi le projet de loi se contente-t-il avec raison de préciser certains principes et d'établir certaines règles...

.

« Quant à la falsification des denrées alimentaires, la Cour de Cassation l'a souvent définie dans ses arrêts : citons, notamment, celui du 27 avril 1851,

qui s'exprime ainsi : « La falsification des denrées alimentaires résulte de tout mélange frauduleux tendant à déterminer la substance annoncée ; soit qu'elle porte sur la nature ou sur la qualité de cette substance, elle constitue un délit.

.

Puis l'orateur passe en revue la législation depuis la Révolution et les lois spéciales actuelles...

.

« Votre Commission d'accord avec le Gouvernement a pensé qu'en dehors des lois spéciales, que nous venons de citer, il fallait condenser dans un texte plus complet tous les principes et toutes les règles générales de la matière. C'est ainsi d'ailleurs qu'on a procédé en Belgique (loi du 4 août 1890).

« La répression des délits de tromperie et de falsification serait dès lors mieux assurée. Mais la réforme, pour être féconde, devait comprendre aussi des mesures préventives et d'exécution.

« Avant de réprimer la fraude, il est, en effet, nécessaire de la constater avec sûreté, et autant que possible, il faudrait la prévenir.

« Le projet de loi que nous vous proposons d'adopter contient à cet égard des dispositions nouvelles qui nous ont semblé excellentes.

« Telle est la genèse de la loi que nous vous soumettons.

.

M. Trannoy, rapporteur du projet à la Chambre des députés, complétait les précédentes considérations générales, par les suivantes, après avoir fait d'abord un bref historique de la législation avant la Révolution :

« Dès le commencement du siècle, le Code pénal, dans son article 423, édictait des peines contre quiconque aurait trompé l'acheteur sur la nature de toutes marchandises. Enfin, en 1851 et 1855, les législateurs étaient entrainés, suivant l'énergique intitulé de la loi du 27 mars 1851, d'édicter des mesures tendant à la répression plus efficace de certaines fraudes dans la vente des marchandises.

« Près de cinquante ans se sont écoulés depuis cette époque, et dans cette seconde moitié du XIX^e siècle, toutes les sciences, et notamment la chimie, ont fait des progrès considérables.

« Les fraudeurs se sont empressés d'appliquer à leurs industries, aussi nombreuses que nuisibles, ces progrès de la science.

« Ils sont arrivés à falsifier scientifiquement des produits naturels de façon telle et dans de telles proportions, que le législateur s'est vu dans l'impossibilité de s'en tenir au texte des lois anciennes, et après les lois de 1851 et 1855, il s'est vu obligé d'édicter des dispositions nouvelles, notamment la loi du 4 février 1888, répressive des fraudes dans la vente des engrais, celles des 14 août 1889, 11 juil-

let 1891, 24 juillet 1894, 6 août 1897, sur les fraudes dans la vente des vins ; celle du 25 avril 1895 sur la vente des sérums thérapeutiques, enfin celle du 16 avril 1897 sur la vente des beurres.

« Toutes ces dispositions légales, ayant des objets divers, tout en visant un but commun, devaient gagner à être unifiées, codifiées, et aussi augmentées.

Nous allons maintenant donner le texte même de la loi, sans explications, ni coupures, préférant la commenter plus loin article par article. Cette manière d'agir est, à notre avis, préférable, puisqu'elle donne mieux l'impression d'ensemble sur la loi ainsi dégagée.

SECTION I

TEXTE

De la loi du 1^{er} août 1905

Sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles.

Article premier. — Quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant :

Soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises ;

Soit sur leur espèce ou leur origine lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine, faussement attribuées aux marchandises, devra être considérée comme la cause principale de la vente ;

Soit sur la quantité des choses livrées ou sur leur identité par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat ;

Sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende de 100 francs au moins, de 5.000 francs au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement ;

Art. 2. — L'emprisonnement pourra être porté à deux ans, si le délit ou la tentative de délit prévus par l'article précédent ont été commis :

Soit à l'aide de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts ;

Soit à l'aide de manœuvres ou procédés tendant à fausser les opérations de l'analyse ou du dosage, du pesage ou du mesurage, ou bien à modifier frauduleusement la composition, le poids ou le volume des marchandises, même avant ces opérations ;

Soit enfin, à l'aide d'indications frauduleuses tendant à faire croire à une opération antérieure et exacte.

Art. 3. — Seront punis des peines portées par l'article 1^{er} de la présente loi :

1° Ceux qui falsifieront des denrées servant à l'alimentation

de l'homme ou des animaux, des substances médicamenteuses des boissons et des produits agricoles ou naturels destinés à être vendus ;

2° Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels qu'ils sauront être falsifiés ou corrompus ou toxiques ;

3° Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des substances médicamenteuses falsifiées ;

4° Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront, sous forme indiquant leur destination, des produits propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels et ceux qui auront provoqué à leur emploi par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques ;

Si la substance falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, ou si elle est toxique, de même si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement devra être appliqué. Il sera de trois mois à deux ans et l'amende de 500 francs à 10.000 francs.

Les peines seront applicables même au cas où la falsification nuisible serait connue de l'acheteur ou du consommateur.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux fruits frais et légumes frais fermentés ou corrompus.

Art. 4. — Seront punis d'une amende de 50 fr. à 3.000 fr.

et d'un emprisonnement de six jours au moins et de trois mois au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement :

Ceux qui, sans motifs légitimes, seront trouvés détenteurs dans leurs magasins, boutiques, ateliers, maisons ou voitures servant à leur commerce, ainsi que dans les entrepôts, abattoirs et leurs dépendances et dans les gares ou dans les halles, foires et marchés :

Soit de poids ou mesures fausses ou autres appareils inexacts servant au pesage ou au mesurage des marchandises ;

Soit de denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons, des produits agricoles ou naturels qu'ils savaient être falsifiés, corrompus ou toxiques ;

Soit de substances médicamenteuses falsifiées ;

Soit de produits, sous forme indiquant leur destination propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, ou des produits agricoles ou naturels.

Si la substance alimentaire falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux ou si elle est toxique, de même si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement devra être appliqué.

Il sera de trois mois à un an et l'amende de 100 francs à 5.000 francs.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux fruits frais et légumes frais fermentés ou corrompus.

Art. 5. — Sera considéré comme étant en état de récidive légale quiconque ayant été condamné par application de la pré-

sente loi ou par application des lois sur les fraudes dans la vente.

- 1° Des engrais (loi du 4 février 1888);
- 2° Des vins, cidres, et poirés (lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897);
- 3° Des sérums thérapeutiques (loi du 15 avril 1895);
- 4° Des beurres;
- 5° De la saccharine (art. 49 et 53 de la loi du 30 mars 1902);
- 6° Des sucres (loi du 28 janvier 1903, art. 7; loi du 31 mars 1903).

Aura, dans les cinq ans qui suivront la date à laquelle cette condamnation sera devenue définitive, commis un nouveau délit tombant sous l'application de la présente loi ou des lois susvisées.

Au cas de récidive, les peines d'emprisonnement et d'affichage devront être appliquées.

Art. 6. — Les objets dont la vente, usage ou détention constituent le délit, s'ils appartiennent encore au vendeur ou détenteur seront confisqués; les poids et autres instruments de pesage mesurage ou dosage, faux ou inexacts, devront être aussi confisqués et, de plus, seront brisés.

Si les objets confisqués sont utilisables, le tribunal pourra les mettre à la disposition de l'administration pour être attribués aux établissements d'assistance publique.

S'ils sont inutilisables ou nuisibles, les objets seront détruits ou répandus aux frais du condamné.

Le tribunal pourra ordonner que la destruction ou effusion

aura lieu devant l'établissement ou le domicile du condamné.

Art. 7. — Le tribunal pourra ordonner, dans tous les cas, que le jugement de condamnation sera publié intégralement ou par extrait dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera, notamment aux portes du domicile, des magasins, usines et ateliers du condamné sans toutefois que les frais de cette publication puissent dépasser le maximum de l'amende encourue.

Lorsque l'affichage sera ordonné, le tribunal fixera les dimensions de l'affiche et les caractères typographiques qui devront être employés pour son impression.

En ce cas et dans tous les autres cas où les tribunaux sont autorisés à ordonner l'affichage de leur jugement à titre de pénalité pour la répression des fraudes, ils devront fixer le temps pendant lequel cet affichage devra être maintenu sans que la durée en puisse excéder sept jours.

Au cas de suppression, de dissimulation ou de lacération totale ou partielle des affiches ordonnées par le jugement de condamnation il sera procédé de nouveau à l'exécution intégrale des dispositions relatives à l'affichage.

Lorsque la suppression, la dissimulation ou la lacération totale ou partielle aura été opérée volontairement par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, elle entraînera contre celui-ci l'application d'une peine d'amende de 50 francs à 1.000 francs.

La récidive de suppression, de dissimulation ou de lacération volontaire d'affiches par le condamné, à son instigation ou par

ses ordres, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 100 francs à 2.000 francs.

Lorsque l'affichage aura été ordonné à la porte des magasins du condamné, l'exécution du jugement ne pourra être entravée par la vente du fonds de commerce réalisée postérieurement à la première décision qui a ordonné l'affichage.

Art. 8. — Toute poursuite exercée en vertu de la présente loi devra être continuée et terminée en vertu des mêmes textes.

L'article 468 du Code pénal sera applicable même au cas de récidive, aux délits prévus par la présente loi.

Le tribunal, en cas des circonstances atténuantes, pourra ne pas ordonner l'affichage et ne pas appliquer l'emprisonnement.

Le sursis à l'exécution des peines d'amende édictées par la présente loi ne pourra être prononcé en vertu de la loi du 26 mars 1891.

Art. 9. — Les amendes prononcées en vertu de la présente loi seront réparties d'après les règles tracées à l'article 11 de la loi de finances du 26 décembre 1890, modifiée par l'article 45 de la loi de finances du 29 avril 1893 et par l'article 83 de la loi de finances du 13 avril 1898.

Les délinquants condamnés aux dépens auront à acquitter de ce chef, en dehors des frais ordinaires et au profit des communes, les frais d'expertise engagés par ces dernières lorsqu'elles auront pris l'initiative de déceler la fraude et d'en saisir la justice (laboratoires municipaux).

La commission départementale peut, sur la proposition du préfet, accorder aux communes qui auront organisé une police

municipale alimentaire des subventions prélevées sur le reliquat disponible du fonds commun.

Art. 10. — En cas d'actions pour tromperie ou tentative de tromperie sur l'origine des marchandises, des denrées alimentaires ou des produits agricoles et naturels, le magistrat instructeur où les tribunaux pourront ordonner la production des registres et documents des diverses administrations et notamment celles des contributions indirectes et des entrepreneurs de transports.

Art. 11. — Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

1^o La vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances et produits qui donneront lieu à l'application de la présente loi ;

2^o Les inscriptions et les marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crus particuliers que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires, pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente ;

3^o Les formalités prescrites pour opérer des prélèvements d'échantillons et procéder contradictoirement aux expertises sur les marchandises suspectes ;

4^o Le choix des méthodes d'analyses destinées à établir la composition, les éléments constitutifs et la teneur en principes utiles des produits ou à reconnaître leur falsification ;

5° Les autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions à la présente loi, ainsi que les pouvoirs qui leur seront conférés pour recueillir des éléments d'information auprès des diverses administrations publiques et des concessionnaires de transport.

Art. 12. — Toutes les expertises nécessitées par l'application de la présente loi seront contradictoires et le prix des échantillons reconnus bons sera remboursé d'après leur valeur le jour du prélèvement.

Art. 13. — Les infractions aux prescriptions des règlements d'administration publique, pris en vertu de l'article précédent, seront punies d'une amende de 16 à 50 francs.

Au cas de récidive dans l'année de la condamnation, l'amende sera de 50 à 500 francs.

Au cas de nouvelle infraction constatée dans l'année qui suivra la deuxième condamnation, l'amende sera de 500 francs à 1.000 francs et un emprisonnement de six jours à quinze jours pourra être prononcé.

Art. 14. — L'article 423, le paragraphe 2 de l'article 477 du Code pénal, la loi du 27 mars 1851 tendant à la répression plus efficace de certaines fraudes dans la vente des marchandises, la loi des 5 et 9 mai 1855 sur la répression des fraudes dans la vente des boissons sont abrogés.

Néanmoins, les incapacités électorales édictées par la loi du 24 janvier 1889 continueront à être appliquées comme conséquence des peines prononcées en vertu de la présente loi.

Art. 15. — Les pénalités de la présente loi et ses dispositions en ce qui concerne l'affichage et les infractions aux

règlements d'administration publique rendus pour son exécution sont applicables aux lois spéciales concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais, des vins, cidres et poirés, des sérums thérapeutiques, du beurre et la fabrication de la margarine. Elles sont substituées aux pénalités et dispositions de l'article 423 du Code pénal et de la loi du 27 mars 1851 dans tous les cas où des lois postérieures renvoient aux textes desdites lois, notamment dans les :

Article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1824 sur les altérations de noms ou suppositions de noms sur les produits fabriqués ;

Articles 1^{er} et 2 de la loi du 4 février 1888 concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais ;

Articles 7 de la loi du 14 août 1889, 2 de la loi du 11 juillet 1891 et 1^{er} de la loi du 24 juillet 1894 relatives aux fraudes commises dans la vente des vins.

Article 3 de la loi du 25 avril 1895 relative à la vente des sérums thérapeutiques ;

Article 3 de la loi du 6 avril 1897 concernant les vins, cidres et poirés ;

Articles 17, 19 et 20 de la loi du 6 avril 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine.

La pénalité d'affichage est rendue applicable aux infractions prévues et punies par les articles 49 et 63 de la loi de finances du 30 mars 1902, 7 de la loi du 28 janvier 1903, 32 de la loi de finances du 31 mars 1903 et par les articles 2 et 3 de la loi du 18 juillet 1904.

Art. 16. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Dans ce texte de la loi de 1905, M. Méline avait distingué dans son projet trois parties :

I. — Tromperies dans les ventes de toutes marchandises, articles 1 et 2.

II. — Falsifications, articles 3 à 6.

III. — Pénalités, articles 7 à 15.

Cette division était un peu vague, à peine perceptible puisque presque tous les articles de la loi parlent de pénalités, et les quelques articles qui n'en renferment pas se trouvent précisément dans la troisième partie du projet.

Elle semblait un peu artificielle et n'a pas été maintenue.

L'article 1^{er} est inspiré de l'article 423 du Code pénal et de la loi de 1851, il emprunte à l'un et à l'autre de nombreux termes, mais élargit considérablement leur portée. Le mot « contractant » à remplacé « acheteur » du projet Méline 1898. Ce terme a une portée plus générale, il a été substitué à l'autre lors de la discussion devant la Chambre et sur la demande de M. Perroche. La tentative de tromperie y est assimilée au délit consommé pour toutes les infractions énumérées. Les dispositions de la loi de 1851 sur la tentative de tromperie, sur la quantité par la mise en vente sont généralisées, et c'est avec

raison, car rien ne ressemble à la tentative de tromperie comme la mise en vente.

L'intention malfaisante du vendeur y est très nette.

Les infractions prévues sont classées en trois groupes :

A. — Tromperie sur la nature de la chose vendue ;

B. — Tromperie sur l'espèce et l'origine de la chose vendue ;

C. — Tromperie sur l'identité et la quantité de la chose livrée.

Dans le groupe A, on a ajouté, à la tromperie sur la nature des marchandises, réprimée par l'article 423, la tromperie sur les qualités substantielles, sur la composition, sur la teneur en principes utiles de la marchandise. Le champ de répression est ainsi élargi en termes clairs et mis à la hauteur des procédés scientifiques actuels, servant à vérifier les éléments constitutifs des produits.

Le groupe B reproduit un texte proposé en 1810, lors de la confection de l'article 423 du Code pénal. Nous verrons tout à l'heure, à l'examen de l'exposé des motifs, ce que M. Méline entendait par ces mots : « espèce et origine ».

Remarquons seulement que ces fraudes si fréquentes ne sont punissables que si la considération d'espèce ou d'origine a été la cause déterminante de la vente.

Ce sera aux tribunaux d'apprécier cette question

de fait, en tenant compte, comme considération principale du prix payé par l'acheteur. Si ce dernier a traité sur un prix par trop bon marché il ne pouvait vraisemblablement compter sur une marchandise de premier choix.

Les tromperies du groupe C se produisent seulement au moment de la livraison.

La répression nouvelle des tromperies sur la quantité est une extension de l'article 1 § 3 de la loi de 1851, avec cette différence que d'après cette loi ces tromperies n'étaient punissables que si elles avaient été exécutées à l'aide de manœuvres et procédés énumérés par la loi. Cette restriction servait d'échappatoire à de nombreux fraudeurs. Actuellement il y a toujours délit.

On ajoute également la tromperie sur l'identité, qu'aucun texte antérieur ne mentionnait. Elle ne pouvait donner lieu qu'à des réparations civiles, désormais la livraison des marchandises non conformes à l'échantillon constituera infraction pénale.

Comme dans l'article 423 du Code pénal, l'emprisonnement est de trois mois à un an, mais on a abandonné, comme peu pratique le système des restitutions et dommages-intérêts pour édicter une amende de 100 à 5.000 francs. Auparavant les tribunaux ne condamnaient en général qu'à 50 francs d'amende, même si les fraudeurs avaient réalisé des bénéfices considérables. D'où l'idée répandue dans le public

que la première amende en matière de fraudes était toujours de 50 francs.

Pour en finir avec l'article 1^{er}, nous voyons qu'il ne fait pas mention des matières d'or et d'argent, ni des pierres précieuses, comme l'article 423 du Code pénal. Cette mention était inutile, car ces matières sont implicitement comprises dans les termes « toutes marchandises. »

Les diverses circonstances aggravantes, énumérées dans l'article 2, étaient pour la plupart contenues dans la loi de 1851, qui exigeait leur existence pour la constitution du délit de tromperie sur la quantité. Le délit existe en dehors de ces circonstances, mais elles portent à deux ans le maximum de l'emprisonnement. Cette augmentation de pénalité est une innovation de la loi du 1^{er} août 1905, tandis que la législation antérieure, ne prévoyant pas expressément cette aggravation, s'en rapportait pour l'application de la peine à l'appréciation du juge.

Autre innovation : l'article 2 permet d'atteindre les procédés frauduleux tendant à modifier la composition des marchandises même avant dosage, mesurage ou pesage.

La Commission du Sénat avait ajouté « en connaissance de cause ». Ces mots, jugés inutiles, ne furent pas maintenus.

Les dispositions de l'article 3 sont inspirées par l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1851, en partie repro-

duit et complété. On y punit aussi les délits de falsification, vente et mise en vente, et en outre un quatrième délit, la simple exposition. A notre avis, c'est plutôt une précision caractérisant la mise en vente. Elle était nécessaire pour mettre fin à toute controverse. Une semblable assimilation existait déjà dans la loi de 1897, sur les beurres.

Le champ d'application de la nouvelle loi est beaucoup plus étendu que celui des lois de 1851 et 1855. On a ajouté aux denrées servant à l'alimentation de l'homme, substances médicamenteuses et boissons, les substances alimentaires servant pour les animaux et les produits agricoles ou naturels.

L'article 3 atteint également la vente des produits servant à la falsification des denrées, ainsi que la publicité pour inciter à l'usage de ces produits. Cette dernière innovation est très importante, car jusqu'ici il était impossible d'atteindre le marchand de produits servant à la falsification, car on invoquait l'usage personnel.

Allant encore de l'avant, le législateur rend les peines applicables même au cas où la falsification nuisible à la santé serait connue de l'acheteur ou du consommateur. Il a voulu protéger ainsi plus efficacement la santé publique et en même temps enlever aux fraudeurs un dernier moyen d'éluder la loi.

Comme sous la loi de 1851, le délit n'existe que si

les marchandises sont destinées à la vente. La mauvaise foi est exigée chez l'auteur du délit d'exposition, mise en vente ou vente de marchandises falsifiées ou corrompues.

Cette disposition est calquée sur celle de la loi de 1897 sur les beurres. Le marchand doit également fournir tous les renseignements nécessaires pour la poursuite du vendeur ou expéditeur.

Les peines applicables aux délits de l'article 3 sont celles de l'article 1 ; elles sont en plus aggravées si les substances falsifiées ou corrompues sont nuisibles à la santé de l'homme ou des animaux.

Le législateur a fait une exception très logique en faveur des fruits frais et corrompus : car leur aspect extérieur suffit au contractant pour se rendre compte immédiatement de l'état des marchandises. Cette exception avait été réclamée en vain par les mandataires aux halles ; elle a été obtenue par MM. Louis Martin, Georges Leygues, Albert de Mun, lors de la discussion à la Chambre.

Nous remarquerons enfin, dans cet article 3, que le législateur ne fait aucune différence entre les matières falsifiées destinées à l'homme et celles destinées aux animaux. Cette égalité de traitement est injustifiée, car la culpabilité est certainement plus grave quand il s'agit des substances alimentaires destinées à l'homme. La répression est un peu trop sévère pour certaines marchandises, par exemple : Le ven-

deur d'une botte de foin dont l'intérieur est corrompu, est exposé à un emprisonnement de trois mois. C'est un peu exagéré !

L'article 4 emprunte ses dispositions à la loi du 27 mars 1851 (art. 3). Il a pour objet de réprimer non seulement la vente et mise en vente, mais encore la simple détention. L'énumération des lieux de détention et des choses prohibées y est plus complète. Il tranche la controverse au sujet des entrepôts, abattoirs et gares, qu'il assimile aux lieux de vente et ajoute aux matières dont on punit la falsification les instruments de pesage ou mesurage faux ou inexacts. Le ministère public n'aura donc plus à faire la preuve que les produits incriminés sont destinés à la vente ; il constatera la détention ; l'inculpé de son côté établira qu'il avait un motif légitime de détenir cette denrée ou ce produit s'il veut échapper à l'application de la loi.

Le caractère de nocuité est une circonstance aggravante, elle entraîne l'augmentation de la peine et rend l'emprisonnement obligatoire.

L'article 5 crée une récidive spéciale pour les prévenus condamnés depuis moins de cinq ans en vertu de la loi même, ou en vertu des lois relatives aux fraudes sur les engrais, vins, cidres, poirés, sérums, beurre, saccharine et sucre. Ces lois avaient déjà organisé des récidives spéciales, mais il arrivait que des individus étaient condamnés pour des fraudes

différentes à plusieurs reprises, sans jamais être pour cela en état de récidive. La nouvelle législation a très justement jugé que celui qui exerce la fraude dans plusieurs commerces n'en est que plus coupable.

En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement et celle de l'affichage devront être prononcées, aggravation plus apparente que réelle, puisqu'aux termes de l'article 8, le tribunal pourra appliquer aux condamnés le bénéfice des circonstances atténuantes.

Remarque.— Puisque la loi pénale doit être strictement interprétée, la récidive n'existera pas, si la loi de 1905 ayant déjà été appliquée, on applique une loi antérieure.

L'article 6 réédite presque sans changement l'article 5 de la loi de 1851. Il prescrit la confiscation des objets dont la vente, usage, ou détentions constituent le délit, et indique l'emploi à faire de ces objets confisqués.

S'ils étaient propres à un usage médical ou alimentaire, la loi de 1851 les faisait distribuer à un établissement de bienfaisance, sinon ils étaient détruits. Sur la remarque, que ces objets, sans être utilisables comme médicaments ou aliments pouvaient être propres cependant à un usage agricole, il fut décidé qu'ils pourraient être mis à la disposi-

tion de l'administration ou des établissements de l'assistance publique.

L'article 7 est relatif à l'affichage du jugement de condamnation, peine déjà prévue par la loi de 1851. La pratique a montré que la publicité de la condamnation, surtout par voie d'affiches, constituait une pénalité plus redoutée que toutes les autres. Or cette dernière peine était le plus souvent éludée. La durée de l'affichage n'étant pas déterminée, les affiches avaient une existence éphémère. Leur suppression ou leur lacération n'était punie par l'article 479, § 9 du Code pénal que d'une peine de simple police de 11 à 15 francs d'amende et la récidive d'une peine d'emprisonnement de cinq jours. Le législateur a voulu changer cet état de choses, et dans son désir de répression, a mis cette pénalité accessoire au premier plan. L'article 7 en effet, précise non seulement l'endroit d'apposition des affiches, mais encore leur dimension et le caractère typographique ; il limite à sept jours au maximum, la durée de l'affichage et prévoit des pénalités sévères en cas de suppression, dissimulation ou lacération des affiches. Dans chacune de ces hypothèses, la sanction d'affichage est exécutée à nouveau, même si le condamné est étranger à leur exécution.

Plusieurs voix se sont élevées contre cette prescription dont les conséquences sont particulièrement graves, et dépassent peut-être le but de la loi. Par

exemple, un concurrent mal intentionné fait disparaître l'affiche au moment où le délai expire. Le commerçant condamné sera-t-il contraint de supporter, un second, troisième affichage, et même plus, si le fait se reproduit ? Oui ! car la loi présume à tort ou à raison, la mauvaise foi de l'inculpé. Espérons que la jurisprudence sera plus douce, et qu'elle interprétera la loi avec une largeur de vues permettant au condamné de ne pas être responsable d'un fait auquel il pourra être demeuré étranger ; que notamment la durée du nouvel affichage ne pourra que compléter celle fixée par le jugement. Obliger le condamné à veiller, jour et nuit, à la conservation des affiches, est une aggravation non prévue qui semble suffisante.

Enfin ajoutons, que le commerçant ne peut plus éviter la peine si redoutée de l'affichage, par le moyen souvent employé autrefois de la vente de son fonds. La présente loi prévoit expressément ce moyen ; c'est comme si le fonds lui-même était puni.

Le projet de loi primitif permettait en outre d'ordonner l'affichage des maîtres et commettants civilement responsables de leurs employés condamnés. La Commission du Sénat rejeta cette proposition injuste, puisqu'elle frappait des innocents. Si le délit leur a profité, ils seront punis comme complices, souvent aussi ils seront coupables de la détention.

L'article 8 dit que la poursuite exercée en vertu de

la présente loi devra être continuée en vertu de cette loi et non d'une loi spéciale. Ce paragraphe a été inséré sur la demande de M. Thierry. Cette innovation présente un inconvénient manifeste en ce que les parquets, au lieu de modifier l'inculpation en cours de procédure, se décideront peut-être, après un jugement d'acquiescement à commencer une autre poursuite, source de frais.

Il fait également une large place (§ 2) aux circonstances atténuantes, prévues par l'article 463 du Code pénal. Les juges ont, grâce à ce paragraphe, un pouvoir absolu d'appréciation puisqu'ils peuvent abaisser la peine jusqu'à 1 franc d'amende. La marge est bien grande entre le maximum : deux ans de prison, 10.000 francs d'amende, affichage, etc., et le minimum de 1 franc !

Mais le point important de l'article 8 est la prohibition de l'application à la peine d'amende de la loi de sursis. Cette prohibition se justifie par le motif qu'un délit renouvelé devient habituel et doit exclure toute idée de pitié. Le fraudeur peut pourtant être poursuivi pour la première fois, mais : *dura lex, sed lex* ! La crainte des amendes ne peut inspirer que de sages réflexions. Et puis, sans cette dérogation à la loi de 1891 (loi Béranger) le fraudeur, puni une première fois d'amende avec sursis, n'aurait pas exécuté cette peine, si dans les cinq ans il avait été condamné une seconde fois à l'amende seulement, puis-

que le bénéfice du sursis ne se perd que par une nouvelle condamnation corporelle dans les cinq ans.

Le sursis pourra, en outre, être appliqué pour les peines d'emprisonnement.

Remarquons, aussi, qu'antérieurement à la loi de 1905, il était de jurisprudence à Paris de ne jamais accorder la loi de sursis en matière de fraudes ou de falsifications ; les tribunaux de province, au contraire, l'accordaient assez fréquemment.

L'article 9 règle l'attribution des sommes provenant des amendes. Certaines dispositions tendent à indemniser les communes dans le cas où elles ont pris l'initiative de déceler les fraudes. Quelques petits restes vont aux Enfants-Assistés ou aux bureaux de bienfaisance.

Le projet disposait des « deux tiers du produit des amendes au profit des communes dans lesquelles les délits auraient été constatés ». Cette dérogation au droit commun était empruntée à la loi de 1851. Elle n'a pas survécu.

L'article 10 fut inséré, sur la demande de MM. Paul Coutant et Maure. Il donne pouvoir aux tribunaux d'ordonner la production des registres et documents de diverses administrations. M. Ruau, ministre de l'Agriculture fit excepter ceux des postes.

Ce n'est en somme que préciser les moyens d'investigation auxquels peut recourir le magistrat instructeur. A ce point de vue, l'innovation n'est pas

bien grande, puisque le juge d'instruction et les tribunaux ont toujours le droit et même le devoir de se faire représenter tous les documents utiles à la découverte de la vérité.

L'article 10 primitif, dû à la Commission du Sénat était tout autre. En voici le texte :

« En cas de vente des marchandises à expédier par les soins du vendeur en un lieu désigné, les poursuites exercées en vertu de la présente loi pourront malgré toutes stipulations contraires, être portées devant le tribunal du lieu de destination, si, antérieurement à leur expédition, lesdites marchandises n'ont pas été l'objet d'une réception définitive par l'acheteur.

Son but était d'éviter à la victime d'une fraude l'obligation d'aller plaider loin de son domicile, loin du lieu où les constatations utiles ont pu se faire. L'acheteur devait, en effet, saisir de sa demande soit le tribunal du domicile des prévenus, soit celui du lieu où le délit avait été commis, la détermination de ce dernier lui était souvent chose difficile et soulevait des difficultés. On voulait mettre un terme aux hésitations des tribunaux en décidant que le vendeur pourrait être attaqué devant le tribunal du lieu où la prise de possession et la vérification se sont produites, c'est-à-dire le plus souvent devant les tribunaux du domicile de l'acheteur. Malgré, les bonnes

raisons invoquées par M. Thévenet, rapporteur, ce projet d'article qui apportait une trop grave dérogation aux règles de la compétence n'a pas été maintenu.

L'article 11 est particulièrement important. Il prévoit des décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique, qui sont en quelque sorte, a dit M. Richard Waddington la « clef de voûte de la loi ».

La difficulté de découverte des fraudes paralyse souvent leur répression. Les procédés de falsification se perfectionnant chaque jour de multiples façons, il fallait que des décrets prescrivent des méthodes d'analyses au courant des progrès de la science et entrent dans les détails, que nécessitent la recherche et la prévention de la fraude dans la vente de chaque marchandise. — Le législateur a donc voulu faire une réglementation très détaillée, puis, le cas échéant, permettre d'élaborer très rapidement et sans mettre en œuvre la lente procédure parlementaire, des règlements nouveaux déjouant la fraude sous toutes ses formes.

Ces décrets, parus seulement les 31 juillet 1906 et 3 septembre 1907, sont relatifs à la vente des diverses denrées, des substances médicamenteuses, des boissons et des produits agricoles et naturels (1).

1. Voir leur texte, p. 125 et suiv.

Ils organisent le fonctionnement du service des prélèvements, des laboratoires, de l'expertise contradictoire, fixent les méthodes d'analyse à suivre, les opérations autorisées pour la vinification régulière ou la conservation des vins, exigent des vendeurs certaines déclarations sur les factures ou l'apposition de certaines indications sur les marchandises ou récipients, réservent aux produits originaires d'un cru leur appellation régionale.

M. Richard Waddington avait demandé à ce que la loi ne fut applicable qu'après la publication de ces règlements.

M. Viger, ministre de l'Agriculture, répondit que pour les produits ne faisant pas déjà l'objet de lois spéciales, — engrais, vins, sérums, beurre, margarine, — la loi ne serait applicable qu'après la publication des règlements les concernant.

Dans l'intervalle, entre la promulgation de la loi et celle des décrets, s'élevèrent des controverses que nous verrons plus loin (1).

L'article 12 a été inséré au cours de la discussion à la Chambre. Il est relatif à l'expertise contradictoire et donne aux justiciables une sérieuse garantie. Cette expertise est organisée par le titre III du décret de 31 juillet 1906, inspiré par une proposition de loi

1. Deuxième partie, chap. II, § 2, section III, p.

présentée par M. Cruppi, en juin 1899, sur la réforme des expertises médico-légales.

L'article 13 prend la place de l'article 12 du projet. C'est à cela qu'il faut attribuer l'erreur de rédaction qui dit « en vertu de l'article précédent » au lieu de « en vertu de l'article 11 ». Il précise les peines réprimant les infractions aux règlements d'administration publique. Ces infractions ne sont sévèrement punies que si elles se répètent dans le délai d'une année. L'emprisonnement n'est prononcé qu'au cas d'une troisième contravention dans l'année qui suit la deuxième. Le plus souvent ces infractions résultent de la non obéissance à des prescriptions ayant un caractère préventif.

L'article 14, ancien article 13 du projet, abroge la législation antérieure sur le même sujet. Ces dispositions sont faites dans un but de simplification, puisqu'on croit que les lois effacées n'ont plus d'utilité.

Il renvoie à la loi du 24 janvier 1889 pour les incapacités électorales, conséquence des peines prononcées en vertu de la présente loi (1).

1. La loi du 24 janvier 1889 a ainsi modifié le décret du 2 février 1852 :

« Art. 15. — Ne doivent pas être inscrits sur les listes électorales :

«... 4° Ceux qui ont été condamnés à trois mois de prison par application de l'article 423 du Code pénal et de l'article 1

L'article 15 est une conséquence de l'abrogation contenue en l'article précédent. Les diverses lois énumérées renvoyaient pour leurs pénalités à l'article 423 du Code pénal ou à la loi du 27 mars 1851. Il devenait nécessaire, après leur abrogation de les faire concorder avec la loi nouvelle. Aussi leur étend-on les pénalités, les dispositions sur l'affichage et sur les infractions aux règlements d'administration publique de la loi de 1905.

Rappelons ici que : la loi du 30 mars 1902 concerne la saccharine, l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903, le régime des sucres ; l'article 32 de la loi du 31 mars 1903, les glucoses ; l'article 2 de la loi du 18 juillet 1904, l'attestation accompagnant la déclaration pour les enlèvements de vins de plus de 20 hectolitres ; l'article 3 de la même loi interdit et réprime la préparation à Paris de liquides fermentés autres que les bières.

Enfin par l'article 16, la présente loi du 1^{er} août 1905 est rendue applicable à l'Algérie et aux colonies.

de la loi du 27 mars 1851..... 14° Les individus condamnés à l'emprisonnement par application de l'article 2 de la loi du 27 mars 1851. »

« Art. 16. — Les condamnés à plus d'un mois d'emprisonnement pour..... délits prévus par..... l'article 1 de la loi du 27 mars 1851..... ne pourront pas être inscrits sur la listelectorale pendant cinq ans à dater de l'expiration de leur peine. »

Tel est le texte de la loi de 1905 et les quelques réflexions que l'examen des articles nous a suggérées.

Nous allons maintenant dans une deuxième section donner quelques extraits des travaux préparatoires. Ces extraits peuvent être utilisés avec fruit pour l'interprétation de la loi.

SECTION II

Travaux préparatoires

On appelle travaux préparatoires d'une loi, l'ensemble formé par : l'exposé des motifs présenté par l'auteur du projet, les rapports des membres du Parlement désignés comme rapporteurs, — la discussion devant la Chambre et le Sénat, — et généralement tous documents qui ont préparé la loi et facilitent son interprétation et son application.

Dans notre cas, leur importance est manifeste, puisque nous avons affaire à une loi récente dont les tribunaux et les Cours n'ont pas encore par leur jurisprudence donné l'interprétation.

Des exposés des motifs et rapports remarquables ont été écrits sur cette loi. Véritables commentaires officiels, ils dévoilent la pensée, la volonté du législateur, ils donnent l'esprit de la loi qui complète son texte.

Nous avons donné plus haut (1) quelques passages des considérations générales de MM. Méline et Thévenet ; voyons maintenant l'exposé des motifs de M. Méline, les rapports de M. Thévenet au Sénat, de MM. Trannoy et Dauzon à la Chambre.

Exposé des motifs (2)

du projet de loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, présenté au nom de M. Félix Faure, Président de la République Française, par M. Jules Méline, Président du Conseil, Ministre de l'Agriculture.

Après bref historique, M. Méline expose les considérations générales (3), puis examine les articles.

I

Tromperies dans les ventes de toutes marchandises

« L'article 1^{er} vise... :

1. V. p. 68.

2. *Jour. off.* Documents parlementaires du Sénat. Annexe n° 248. Session ordinaire, séance du 6 avril 1898.

3. Voir plus haut, p. 68.

A. — *Tromperie sur la nature de la chose vendue*

« L'article 423 (du Code pénal) prévoit et punit la tromperie sur la nature de toutes marchandises.

« Les termes généraux de cette qualification ont permis... d'atteindre un grand nombre de fraudes révélées par la pratique.

« Il est facile d'en citer de nombreux exemples : ... vente comme graines fécondes, de graines de vers à soie stériles et improductives ; comme luzerne d'un fourrage n'ayant aucun rapport avec la luzerne cultivée ; vente de bottes de foin contenant à l'intérieur un fourrage avarié et impropre à la consommation des animaux ; ... vente sous la dénomination de vinaigre de vin d'alcool ou de bois ; sous celle d'huile d'olive, des huiles de coton, d'arachides...

« Le caractère essentiel du délit prévu par l'article 423 est que la tromperie porte sur la nature même de la marchandise, soit que la fraude provienne de ce que la chose vendue a été donnée pour ce qu'elle n'a jamais été, soit que la nature en ait été altérée au point d'être rendue impropre à l'usage auquel elle était destinée... Dans l'esprit de l'acheteur erreur sur la substance même de la chose objet du contrat... cause de nullité de la convention (article 1110 du C. civ.).

« A l'expression unique du Code pénal : « nature

des marchandises », le projet ajoute les mots : « qualités substantielles », « composition », « teneur en principes utiles » qui complètent la pensée de la loi et lui donnent une précision devenue plus nécessaire.

B. — *Tromperie sur l'espèce et l'origine de la chose vendue*

« Afin de trancher des controverses doctrinales, l'article 1 § 2 assimile formellement à la tromperie sur la nature les tromperies sur l'espèce et sur l'origine de toutes marchandises.

« L'acheteur est, en réalité, trompé sur l'espèce de la marchandise lorsqu'on lui vend, par exemple : de la cire minérale pour de la cire d'abeille, de la farine de seigle pour de la farine de froment, un soc en fonte au lieu d'un soc en acier.

« C'est tromper sur l'origine que vendre pour un vin d'un cru déterminé un vin d'un autre cru, pour du beurre d'Isigny du beurre ordinaire, du mouton frigorifié pour du mouton frais. L'origine constitue en ce cas une différence spécifique déterminant l'espèce et les qualités essentielles des marchandises en vue desquelles les parties ont contracté.

.

« Toutefois, afin qu'une extension trop large ne puisse être donnée au nouveau texte pénal, le pro-

jet mentionne expressément qu'il n'y aura tromperie que lorsque, d'après la convention et les usages, la désignation de l'espèce et de l'origine faussement attribuées aux marchandises, devra être considérée comme la cause principale de la vente. » (V. art. 1110 du Code civil pour l'erreur sur la personne.)

.

« Elle (la loi pénale) veut réprimer sans exception toutes les tromperies qui portent sur les qualités mêmes que devait avoir la marchandise d'après les offres du vendeur, et dans la pensée de l'acheteur pour atteindre le but auquel elle était destinée, qualités sans lesquelles les parties n'auraient pas traité; d'autre part, elle ne veut attacher de pénalités qu'aux seules tromperies, ayant ce caractère manifeste de mauvaise foi punissable. »

C. — *Tromperie sur l'identité et la quantité
de la chose livrée.*

.

Il y a tromperie sur l'identité, lorsque le vendeur livre une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat.

« Il y a tromperie sur la quantité, lorsque la livraison est inférieure en poids ou en volume à la quantité vendue.

« Dans les deux cas, la livraison frauduleuse doit

être assimilée à la tromperie dans la vente et cependant, dans l'un et l'autre cas, elle échappe actuellement à toute répression. »

Art. 2

« *Tentative.* — Le Code pénal ne réprime que la tromperie consommée. La tentative qui, dans les conditions de droit commun, révèle une égale improbité, doit être également punie, depuis surtout que la loi du 27 mars 1851 a prévu la tentative du délit de tromperie sur la quantité, et frappé même la simple mise en vente quand il s'agit de denrée falsifiée.

« Enfin nous supprimons du texte de l'article 423 les deux exemples de tromperies sur lesquelles il débute.

.

« Ces mentions d'espèces particulières sont au moins inutiles. Elles ont, en outre, l'inconvénient d'enlever aux définitions des délits, que nous venons de préciser, la portée générale qui convient aux dispositions de la loi pénale.

II

Falsifications

Art. 3

.

« On reconnaît généralement que l'expression de

la loi « denrées alimentaires », s'applique aux denrées servant à l'alimentation des animaux aussi bien qu'à celle de l'homme. Notre texte s'approprie expressément cette interprétation.

« La loi du 27 mars 1851 a laissé en dehors de ses prévisions, la falsification de tous produits qui ne peuvent être considérés comme servant à l'alimentation.

« Nous avons voulu accorder à tous les produits agricoles et naturels une protection égale à celle dont jouit déjà le commerce de l'alimentation contre la fraude.

.
« Comme la loi de 1851, le projet prévoit une aggravation du délit, lorsque la falsification est nuisible à la santé.

« Cette aggravation est encourue même, lorsqu'il s'agit de la santé des animaux, puisque la loi réprime la falsification des denrées qui servent à leur alimentation.

« L'intérêt de la santé publique justifie l'application de sévères pénalités.

Art. 4.

.
« A l'énumération contenue dans l'article 3 de la loi du 27 mars 1851 des lieux dans lesquels cette

détention, est punissable, le projet ajoute les entrepôts, les abattoirs et les gares.

« A raison du caractère spécial de ces lieux de détention, on a soulevé des discussions que le projet de loi tranche par leur assimilation formelle à cet égard aux magasins du commerçant ou à leurs dépendances.

« Il suffit que la détention puisse toujours être justifiée par des motifs légitimes, pour qu'on ait pas à redouter l'application de ces dispositions de la loi à un commerçant de bonne foi,

.

Art. 5

.

« Il est inadmissible, que la multiplicité des lois spéciales permette à un fraudeur d'habitude, d'encourir successivement des condamnations dans les diverses branches de commerce réglementées par des lois spéciales sans que les condamnations puissent être retenues pour le constituer en état de récidive à l'occasion d'un nouveau délit tombant sous l'application de la loi générale.

Art. 6

.

Pénalités

Art. 7

« ... Notre projet contient une modification complète du tarif des amendes et propose la réglementation de l'exécution de la peine de l'affichage.

« Tout le monde est d'accord pour reconnaître que, dans la matière de tromperies et falsifications, où il s'agit de délits inspirés par la cupidité, les pénalités mieux appropriées à la nature de l'infraction sont l'amende, qui « frappe à la bourse » le commerçant malhonnête, et l'affichage, qui jette sur son établissement un juste discrédit aux yeux du public.

« Mais dans l'état actuel de notre législation, ces deux peines demeurent sans application sérieuse. (A cause de la difficulté du calcul de l'amende et de la répulsion des tribunaux à prononcer des peines corporelles.)

« ... Ils se trouvent réduits à n'appliquer qu'une amende dérisoire à des fraudes pouvant rapporter à leurs auteurs des bénéfices illicites considérables.

« Ainsi s'explique le long défilé que relatent chaque jour les journaux judiciaires, de condamnations n'appliquant aux fraudes les plus diverses que l'amende de 50 francs.

.

« La loi du 27 mars 1851 permet d'appliquer la peine de l'affichage... ; mais la pratique des parquets relève de nombreux subterfuges à l'aide desquels les condamnés réussissent à éluder presque complètement cette peine redoutée entre toutes de l'affichage aux portes de leur établissement.

« D'ailleurs, la loi ne permet pas de fixer par le jugement une durée normale à cet affichage et, dans l'état actuel de la législation, la lacération des affiches apposées par l'autorité, et seulement dans les endroits à ce réservés, ne tombent que sous l'application de l'article 17 de la loi du 29 juillet 1881, qui la punit d'une amende de 5 à 15 francs.

L'article 7 du projet prévoit un ensemble de dispositions destinées à assurer désormais l'exécution de l'affichage des jugements de condamnations en cette matière. Cette réglementation sera rendue applicable à toutes les lois sur les fraudes...

.

Art. 8

.

L'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891, qui autorise les tribunaux à ordonner, au cas de première condamnation, qu'il sera sursis à l'exécution des peines, est applicable à toutes les condamnations correctionnelles. Il sera donc applicable aux condamnations à l'emprisonnement prononcées par

application de la présente loi. Mais nous proposons, par dérogation à cette disposition générale de ne pas autoriser le sursis à l'exécution des peines pécuniaires.

« Cette dérogation se justifie à la fois par l'esprit de la loi du 26 mars 1891, dont les effets salutaires s'attachent surtout au sursis prononcé pour la première condamnation à l'emprisonnement, et par la nécessité que nous avons fait ressortir d'arriver à une répression efficace des fraudes par une sévère application des peines d'amende, que les tribunaux pourront désormais proportionner à la gravité des délits en cette matière.

« Il faut remarquer à cet égard qu'une nouvelle condamnation encourue dans les cinq ans ne fait perdre le bénéfice de sursis que lorsque l'emprisonnement est prononcé. Il s'ensuit que les peines pécuniaires pour lesquelles le sursis a été accordé peuvent ne jamais être exécutées, même après des condamnations nouvelles intervenues dans les cinq ans ; il suffit que les tribunaux, comme ils l'ont fait à diverses reprises, se contentent de prononcer successivement des peines d'amende sans recourir à l'application d'une peine corporelle.

« Par une conséquence qu'il importe plus particulièrement de prévenir à l'occasion des délits dont nous nous occupons, le sursis à l'exécution de la peine d'amende équivaut en ce cas à une véritable décision gracieuse.

Art. 9

Art. 10

Art. 11

.
« Cette délégation permettra au gouvernement (par des décrets) d'approprier la loi, suivant les circonstances, aux fraudes actuelles ou futures, de mettre les procédés d'investigation pour découvrir et poursuivre les fraudes en rapport avec les progrès de la science.

Art. 12

Art. 13

.
« L'emprisonnement ne pourra être appliqué qu'au cas d'une nouvelle poursuite dans l'année qui suivra la deuxième condamnation, une série d'infractions matérielles constatées peut, en ce cas, révéler chez le contrevenant une habitude d'improbité commerciale.

Art. 14

Art. 15

« Comme nous l'avons dit dans l'exposé général, le projet ne porte aucune atteinte aux lois spéciales sur les fraudes dans les ventes des engrais, des vins de raisins secs, des vins plâtrés, sucrés et alcoolisés, des sérums thérapeutiques et des beurres.

« Leur application trouvera même une efficacité plus grande dans la substitution nécessaire aux dispositions et aux pénalités de l'article 423 du Code pénal et de la loi du 27 mars 1851, des textes de la loi nouvelle, qui deviendront ainsi applicables à ces lois spéciales dans les cas où elles se réfèrent aux textes anciens abrogés.

.

« Nous pensons qu'il convient d'étendre les dispositions relatives à l'affichage et à la sanction pénale des règlements d'administration publique prévue par l'article 13 du projet aux lois spéciales sur les fraudes qui restent en vigueur ; l'article 15 a pour objet d'atteindre ce but.

.

« Nous avons espoir que ce projet, qui a l'avantage de codifier, en les rappelant et en les complétant, d'après l'expérience acquise, toutes les dispositions législatives propres à assurer la répression de la fraude sous toutes ses formes, nous permettra d'exercer avec une vigilance toujours en éveil la surveillance que réclame notre agriculture, d'accorder au commerce loyal la légitime protection dont il a besoin pour conserver le bon renom de nos produits aussi bien à l'intérieur que sur les marchés de l'étranger.

« Ce ne sont pas des entraves à la liberté des transactions honnêtes que nous entendons créer,

loin de là, ce sont uniquement des entraves à la liberté de frauder et de sophistiquer ; ce que nous voulons, c'est saisir la fraude partout où elle se produit, c'est la prévenir autant que possible et, avant tout, c'est la poursuivre sans relâche dès qu'elle se manifeste et sous quelque forme que ce soit, et la frapper énergiquement de façon à arrêter dans sa racine un mal que s'il grandissait et s'étendait, finirait par compromettre nos intérêts les plus chers, ceux de l'agriculture nationale particulièrement, aussi bien que ceux de la grande masse des consommateurs, de l'hygiène et de la salubrité publiques.

Rapport de M. Thévenet

M. Thévenet fait l'historique puis continue :

« En même temps que le Parlement votait des lois, les grandes villes créaient des laboratoires municipaux. Celui qui a été organisé à Paris, fonctionne depuis le 1^{er} mars 1881. On peut donc dire que déjà de grands progrès ont été réalisés. »

« Votre Commission, d'accord avec le Gouvernement, a pensé qu'en dehors des lois spéciales que nous venons de citer, il fallait condenser dans un texte plus complet tous les principes et toutes les règles de la matière. C'est ainsi qu'on a procédé en Belgique (loi du 4 août 1890).

.

Article premier

« ... Le Gouvernement et votre Commission ont pensé qu'il était nécessaire de punir la tentative comme le fait lui-même. Si nous voulons décourager la fraude, qui est une véritable escroquerie, nous devons atteindre ceux qui essaient de la commettre, qui ont la volonté de tromper et qui emploient toute leur habileté dans ce but, leur déloyauté est incontestable dès qu'ils ont conçu leur projet...

.

« D'ailleurs la loi du 27 mars 1851 avait déjà puni la tentative quand il s'agissait de tromperie sur la quantité ; elle avait même réprimé la simple mise en vente des denrées falsifiées. Or il faut remarquer que la mise en vente est une tentative qui peut n'être accompagnée d'aucune manœuvre personnelle du vendeur.

.

« L'article 423 du Code pénal punit la tromperie sur la nature de la chose vendue ; ces expressions, par leur généralité, ont permis aux tribunaux de réprimer bien des fraudes ; l'exposé des motifs du projet les énumère, mais le Gouvernement et la Commission ont estimé qu'il fallait élargir encore le champ d'appréciation des juges. C'est pour cette raison que

notre projet ajoute ces expressions : composition, qualités substantielles, principes utiles.

.

« Par exemple, je crois acheter des graines pour semences, mon vendeur me livre des graines qui ne peuvent germer. Il savait qu'elles étaient infécondes. Il m'a trompé sur les qualités substantielles et sur les principes utiles de la marchandise, sans aucun doute, il y aura délit.

« Notre texte punit aussi la tromperie sur l'espèce où l'origine de la chose vendue.

.

« Toutefois, les magistrats devront, à notre avis, être très prudents pour apprécier ces tromperies. Notre texte leur prescrit, en effet, de rechercher toujours si la considération de l'espèce ou de l'origine a bien été la cause principale de la vente. Le prix de la marchandise sera fréquemment un critérium pour déterminer cette cause.

« Enfin l'article 1 punit la tromperie sur l'identité ou sur la quantité.

« L'identité suppose la vente d'un corps certain.

« J'achète et je reçois facture de 10 kilos de pain, je n'en reçois que 5, il y a tromperie sur la quantité si d'ailleurs la mauvaise foi du vendeur est certaine.

Art. 2

« Ce texte édicte des pénalités plus sévères dans

certains cas limitativement énumérés, c'est-à-dire lorsque le délit aura été commis avec des circonstances aggravantes.

« Votre Commission a apporté à la rédaction du Gouvernement deux modifications ; elle a voulu que si le vendeur employait des instruments inexacts pour le pesage, ou le mesurage, ou le dosage, etc., ce fût en connaissance de cause. C'est toujours le même principe ; la mauvaise foi devra être démontrée.

.

Art. 3

« Voici maintenant les dispositions relatives à la falsification. Le projet a d'abord fondu les deux lois de 1851 et 1855 en un seul texte. Puis il contient une innovation importante. Actuellement, la falsification d'un produit agricole ou naturel n'est punissable que si le produit est destiné à l'alimentation de l'homme ou des animaux. Notre texte supprime cette distinction qui ne nous a pas paru essentielle. Notre agriculture sera ainsi plus complètement protégée.

.

Art. 4.

« La loi du 27 mars 1851, dans son article 3, punit les détenteurs, sans motifs légitimes, d'instruments faux ou de denrées falsifiées. Le projet reproduit

cette disposition dont il est inutile de démontrer l'utilité, mais il la complète en faisant cesser une controverse qui s'était élevée au sujet des entrepôts, des abattoirs et des halles. Désormais ces lieux de dépôt seront compris dans l'énumération faite par la loi.

.

Art. 7

« La rédaction présentée par le Gouvernement contenait deux ordres de dispositions qu'il est indispensable de préciser avec soin :

« 1^o La publication et l'affichage du jugement et leur réglementation ;

« 2^o L'affichage du jugement pouvant être ordonné par le tribunal correctionnel même contre les maîtres et commettants civilement responsables.

« Votre Commission a admis la première de ces dispositions, mais a cru devoir rejeter la seconde.

« Sans doute, l'affichage du jugement correctionnel à la porte du condamné, de son atelier, de son usine ou de son magasin, et sa publication dans les journaux constituent des moyens très efficaces pour réprimer les falsifications, et nous avons été unanimes à approuver sur ce point les propositions du Gouvernement ; mais nous avons pensé que cette publicité constituant une pénalité ne saurait être imposée au maître ou commettant qui n'aurait commis aucun délit...

.
« ... Il sera souvent fort difficile de prouver la mau-
vaise foi du maître. Mais nous croyons qu'il est sage
de laisser entière l'appréciation des tribunaux et de
ne pas introduire dans la loi une disposition anor-
male.

« D'ailleurs, le maître aura été, le plus souvent le
détenteur du produit falsifié, et le tribunal pourra
lui appliquer l'article 4.

.
Art. 10

.
« Il en (du principe général) résulte que l'acheteur
de produits falsifiés ou qui aurait été trompé, devrait
saisir soit le tribunal du domicile ou de la résidence
du prévenu, soit le tribunal du lieu où le délit aurait
été commis.

.
« Est-il juste d'obliger la victime d'une fraude à
plaider loin de son domicile, loin du lieu où les cons-
tations utiles ont pu se faire ?

.
« Votre commission a estimé que les délits visés
par le projet de loi n'étaient consommés que lors-
que l'acheteur avait été mis réellement en possession
des choses vendues, c'est-à-dire lorsqu'il avait pu

effectivement en vérifier la nature, l'identité, le poids, les substances essentielles, etc.

« Les tribunaux, pour s'attribuer compétence, ne devront s'attacher qu'à cette prise de possession sans se préoccuper des conditions de transport.

.

« Le législateur ne devait poser que des principes généraux qui guideraient les magistrats, mais ne pouvait entrer dans les détails d'exécution. D'ailleurs, chaque jour des découvertes nouvelles tendent à modifier les méthodes d'analyse.

« Le projet a donc confié à des règlements d'administration publique le soin de fixer les formalités relatives aux prélèvements, aux expertises, aux analyses, en un mot les précautions à prendre pour déjouer la fraude ou la constater.

« Les règlements organiseront aussi le personnel qui sera chargé des opérations et de la surveillance.

« Il y a, bien entendu, d'autres moyens de connaître la vérité : par exemple les livres, la correspondance, etc. ; les expertises ne sont qu'un mode d'information.

« Nous venons d'analyser le projet, nous vous demandons de l'adopter sans retard. Il est réclamé depuis longtemps par les Conseils généraux, les Chambres de commerce et les Sociétés d'Agriculture. Tous les commerçants, tous les producteurs de notre

pays vous demandent de les protéger contre une concurrence déloyale qui augmente sans cesse, et dont les manœuvres doivent être énergiquement réprimées.

**Extraits du rapport fait à la Chambre des députés
par M. Trannoy**

Le Sénat ayant adopté en première et deuxième lecture dans les séances des 24 janvier et 2 février 1899 le projet de loi présenté au nom du gouvernement, par M. Méline, puis par M. Viger et rapporté par M. Thévenet au nom de la Commission du Sénat, le projet fut présenté à la Chambre des députés et rapporté au nom de la Commission de l'agriculture par M. Trannoy.

« Nous devons tout d'abord faire remarquer à la Chambre, que le projet de loi que nous lui présentons est un projet de loi pénale qui qualifie délits les faits visés par son texte.

« Or, c'est un axiome en droit que le délit n'existe pas sans l'intention délictueuse.

« Donc, pour qu'une condamnation puisse intervenir en vertu de la loi dont nous proposons l'adoption, il faudra, dans tous les cas, que la mauvaise foi du prévenu soit établie.

Le Sénat, lors de la discussion à laquelle il s'est livré, a insisté sur ce point et a manifesté son senti-

ment d'une façon tellement nette et tellement précise par les modifications qu'il a fait subir au projet du gouvernement, qu'il nous paraît inutile d'insister sur ce point... il est bien clair que la loi ne vise et n'entend réprimer que des faits frauduleux, des manœuvres sciemment employées.

.

Sur la signification du mot corrompu, M. Thévenet rapporteur de la loi au Sénat, a défini le mot corrompu en ces termes : « Une denrée alimentaire sera corrompue, lorsqu'elle sera impropre à l'usage auquel elle est destinée, c'est-à-dire l'alimentation ».

**Extraits du Rapport fait à la Chambre des députés
par M. Dauzon**

M. Dauzon déposa au cours de la session ordinaire de 1903, un rapport au nom de la Commission d'Agriculture. Après l'historique de la question et l'indication que la loi proposée doit figurer dans l'un des titres du Code rural, M. Dauzon résume dans les termes suivants les modifications apportées par le projet à la législation antérieure.

« Les modifications à la législation antérieure portent seulement sur les points suivants :

- « 1° Répression de la tentative de tromperie ;
- « 2° Organisation de la peine de l'affichage ;
- « 3° Modification des peines pécuniaires en vigueur ;

« 4° Pouvoirs réglementaires conférés à l'administration.

.

2° Organisation de la peine de l'affichage

«... L'utilité de l'affichage se manifeste ici à un double point de vue. D'abord le fraudeur est connu ; le consommateur et l'acheteur sont en droit de se méfier ; ensuite on frappe à la bourse du condamné en lui rendant plus difficile l'écoulement des marchandises vouées à un juste discrédit.

.

3° Modification des peines pécuniaires en vigueur

«... C'est le taux minime des amendes sous l'empire du Code et de la loi de 1851 qui explique en partie la progression toujours croissante de la fraude.

4° Pouvoir réglementaire conféré à l'administration.

« C'est l'innovation la plus considérable du projet.

«... La loi vaudra ce que vaudra le règlement d'administration publique. Mais nous n'entendons pas que la poursuite et la répression de la fraude soient un prétexte pour créer de nouveaux emplois. Le pro-

jet qui vous est soumis n'ouvre aucun crédit à cette fin. Le nombre des fonctionnaires actuels est suffisant pour assurer l'exécution efficace de la loi. »

Discussion au Sénat

La première délibération au Sénat sur le projet Méline eut lieu le 24 janvier 1899 (1) ; les différents articles du projet furent adoptés sans discussion.

La deuxième délibération au Sénat sur le projet Méline eut lieu le 2 février 1899 (2) ; le projet fut également adopté à la suite d'une courte discussion.

M. Marquis demanda quelle serait la situation des consignataires de marchandises, dont les marchandises peuvent, à leur insu, être corrompues. Voici la réponse de M. Thévenet : « Les consignataires de Paris n'ont, je crois, rien à craindre de la loi que nous discutons ; leur bonne foi résultera le plus souvent de la nature de leurs opérations. »

M. Marquis demanda également ce qu'il fallait entendre par « marchandises corrompues ».

« Voici donc comment je crois pouvoir définir le mot « corruption » dans le sens que lui donne la loi : Une marchandise sera déclarée corrompue toutes les fois qu'elle sera impropre à l'alimentation

1. *Journal Officiel*, 25 janvier 1899.

2. *Journal Officiel*, 3 février 1899.

de l'homme ou des animaux. Je ne prétends pas que cette définition soit complète : c'est en tout cas la moins incomplète que je puisse apporter au Sénat.

M. Richard Waddington posa au sujet de la date d'exécution et d'application de la loi une question que nous retrouverons plus loin.

Discussion à la Chambre des Députés

La première délibération sur le projet de loi adopté par le Sénat vint à la séance de la Chambre des députés du 23 décembre 1901 ; la discussion remise ne fut pas reprise en cette législature.

La délibération reprit le 10 novembre 1904 et se continua à celles des 17, 24 novembre, 1^{er}, 8, 16, 22 décembre 1904, 16 et 23 février 1905.

En voici des extraits :

Séance du 10 novembre 1904

DISCUSSION GÉNÉRALE

M. GEORGES BERRY. — « Pourquoi n'avez-vous pas mis : « quiconque aura trompé sciemment » ?

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE. — « C'est un principe de droit qui ne s'énonce pas.

M. LE RAPPORTEUR. — « L'élément constitutif du

délit c'est la mauvaise foi. Il est inutile de surcharger le texte. »

Séance du 24 novembre 1904

DISCUSSION GÉNÉRALE

Article premier

Amendement de M. Vaillant demandant l'adjonction du mot : sciemment.

M. LE RAPPORTEUR (après avoir invoqué l'autorité de M. Garraud, professeur à la Faculté de Droit et de M. Potier, conseiller à la Cour de cassation, rédacteur du projet). — « Quoi qu'il arrive, il faut pour qu'il y ait délit, que la mauvaise foi soit établie et aucune faute ne pourra être relevée contre aucun délinquant que si, en même temps, on démontre qu'il a agi avec mauvaise foi.

L'amendement Vaillant est repoussé, mais après déclarations formelles que ce mot est inutile.

Séance du 1^{er} décembre 1904

Article premier

Amendement de M. Cazeaux-Cazalet relatif aux engrais et tendant à ajouter la disposition suivante : « tromper... soit sur le prix des marchandises ayant une composition déterminée et des cours établis

lorsque le prix de vente dépassera ces cours de 25 0/0 au moins ». Cet amendement qui visait les ventes généralement faites au monopole à des prix exorbitants a été repoussé.

Séance du 8 décembre 1904

Article premier

Sur l'intervention de M. Perroche, la Commission, le Gouvernement sont d'accord pour substituer le mot « contractant » au mot « acheteur ».

Adoption d'un projet de résolution de MM. Féron et Bignon accepté par la Commission et le Gouvernement :

« La Chambre invite le Gouvernement à comprendre dans la nomenclature des falsifications réprimées ou punies par la présente loi : 1° le fleurage du pain à la sciure de bois substituée à la farine dite « recoupe » ; 2° le chapelage des matières alimentaires par la substitution de certaines sciures de bois à la chapelure de pain ; 3° l'addition de sciure de bois au son servant à la nourriture des animaux ».

Art. 3

Adoption du 4^e paragraphe de l'article 3 présenté par M. Sarraut, et réprimant ceux qui vendent des produits propres à effectuer la falsification.

Séance du 22 décembre 1904

Art. 3

Adoption du dernier paragraphe de l'article 3 :
« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux fruits frais et légumes frais fermentés ou corrompus. »

Le dernier paragraphe avait été réclamé par divers amendements notamment de MM. Louis Martin, Georges Leygues, Albert de Mun.

Rejet d'un amendement de M. Vaillant tendant à réprimer ceux qui vendront, etc., des liqueurs ou vins aromatisés déclarés dangereux par l'Académie de Médecine.

Séance du 16 février 1905

Art. 6

Adoption d'un amendement de M. Cougy, relatif à l'affichage, tendant à ajouter après les mots : « l'exécution du jugement ne pourra être entravée par la vente du fonds de commerce réalisée postérieurement... » les mots : « ... à la première décision qu'a ordonné l'affichage ».

Art. 9

Adoption d'un amendement de M. Cazeneuve qui

forme le dernier paragraphe de l'article, mettant à la charge des délinquants les frais d'expertise engagés par les communes munies de laboratoires municipaux.

Art. 10

L'article 10 donnait compétence au tribunal du lieu de destination. Sur la demande de M. Brindeau, sa suppression est acceptée.

Séance du 23 février 1904

Art. 10

Sur la demande de MM. Paul Coutant et Maure, la commission présente l'article 10 actuel donnant pouvoir aux tribunaux d'ordonner la production des registres et documents de diverses administrations. M. Ruau, ministre de l'Agriculture, fait supprimer de l'article la production des documents et registres des postes.

Art. 11

Rejet d'un amendement de M. Vaillant demandant l'institution dans toute la France d'un service d'inspection des marchandises alimentaires et la création dans tout chef-lieu de département et ville de plus de 30.000 habitants d'un laboratoire.

Déclaration de M. le ministre de l'Agriculture,

promettant de s'entourer de tous les avis, soit de savants, soit de négociants qu'il jugera utiles, pour la confection des règlements d'administration publique.

Art. 12

Promesse à M. Devins par M. le ministre de l'Agriculture que les expertises contradictoires seront réglementées par une procédure simple, rapide et peu coûteuse, semblable à celle du projet de loi sur les expertises médico-légales et chimico-légales.

Art. 13 (Adopté)

Art. 14

Adopté après acceptation d'un amendement de M. Trannoy relatif aux incapacités électorales et qui forme le dernier paragraphe de l'article 14.

Art. 15

Adopté après déclaration sur la demande de MM. Georges Berry et Menier par M. le ministre de l'Agriculture que la loi est applicable aussi bien aux « sociétés coopératives » qu'aux commerçants quelconques.

Art. 16

Adopté après rejet d'une disposition additionnelle de M. Perroche ainsi conçue : « La promulgation de la présente loi aura lieu en même temps que

celle des décrets prévus par l'article 11 ». (1). M. le ministre de l'Agriculture a fait à ce sujet les déclarations suivantes : « Il sera impossible, dès la première fois, de tout prévoir et, dans ces conditions, la loi ne serait jamais exécutoire. Le gouvernement s'oppose absolument à la prise en considération de votre amendement qui est contraire à la constitution.

M. PERROCHE. — Mais je veux que la loi soit appliquée avec toute l'équité possible.

M. le MINISTRE. — Je demande à la Chambre de vouloir bien s'en rapporter à la bonne foi du gouvernement.

Tels sont dans leurs grandes lignes les travaux préparatoires. Nous n'en avons donné que quelques extraits des plus indispensables, leur longueur s'opposant à leur reproduction *in extenso*.

§ 3. — Règlements d'administration publique

Les décrets portant règlement d'administration publique, rendus en exécution de l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905 se firent attendre assez longtemps puisqu'ils ne parurent que les 31 juillet 1906 et 3 septembre 1907.

Leur inobservation est réprimée par l'article 13 de cette loi dont ils sont le complément. Plus facile-

1. Sur ce point voir plus loin.

ment modifiables qu'une loi, de nouveaux décrets, interviendront, si besoin est, pour prescrire de nouvelles mesures destinées à la répression plus efficace des fraudes et falsifications.

Ces décrets furent l'œuvre, en ce qui concerne les boissons, d'une commission instituée conjointement par les ministres de l'Agriculture et du Commerce, par arrêté du 15 novembre 1905.

Cette commission se composait de 37 membres, parmi lesquels :

MM. Blanc, conseiller d'Etat, président.

Saint-Aubin, directeur des Affaires criminelles au Ministère de la Justice.

Vassilière, directeur au Ministère de l'Agriculture.

Chapsal, directeur au Ministère du Commerce.

Quennec, directeur de l'Octroi de Paris.

Fernbach, chef de laboratoire à l'Institut Pasteur.

Haller, membre de l'Institut.

Lindet, professeur à l'Institut agronomique.

Turpin, négociant en vins à Rouen, président honoraire du Syndicat National des vins.

Cuvillier, négociant en vins à Paris, président de la Chambre syndicale du commerce en gros des vins et spiritueux de Paris.

Dubosc, négociant en vins, à Bordeaux.

Battle, président de la Chambre de commerce de Perpignan.

Cazelles, secrétaire général de la Société des Viticulteurs de France et d'Ampelographie.

Maldant, viticulteur à Savigny-les-Beaume.

Vinay, président du Syndicat de l'Épicerie parisienne.

Villiers, professeur de Chimie analytique.

Le D^r Hentraye, à Avranches (Manche).

Sarraut, conseiller du Commerce extérieur.

Mandeix, président du Syndicat général du Commerce en gros des vins et liqueurs.

Etc., etc.

Nous voyons ainsi que le ministre de l'Agriculture avait bien tenu sa promesse du 24 février 1904, puisqu'il s'est assuré pour la confection des règlements le concours des personnalités les plus en vue de la science et du commerce.

La Commission des boissons se réunit au ministère de l'Agriculture le 30 novembre 1905 sous la présidence de M. Blanc, et se divisa en trois sous-commissions : commerciale, scientifique, juridique.

La première sous-commission commerciale, comptait tous les négociants et en outre MM. Chapsal, Drouet et Boizard, présidée par M. Mandeix, elle eut pour vice-présidents, MM. Turpin et Cazelles, et étudia les paragraphes 1 et 2 de l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905 (vente, mise en vente, exposition,

détention des boissons, inscriptions, marques, appellations, indications extérieures).

Les intéressés : commerçants, industriels agriculteurs, Chambres de commerce, presse, etc., furent admis à présenter leur desiderata à cette sous-commission et ils ne s'en firent pas faute.

La deuxième sous-commission scientifique était présidée par M. Haller et avait pour vice-président M. Villiers. Elle comprenait les techniciens et s'occupait particulièrement de l'étude du paragraphe 4 de l'article 11 de la loi (méthodes d'analyses).

Cette sous-commission émit le vœu qu'un comité permanent fût institué pour suivre plus aisément et sans interruption la recherche des méthodes d'analyse propres à déceler les fraudes au fur et à mesure de leur apparition.

Répondant à ce vœu le président de la République créa par décret du 15 décembre 1905, non pas un simple comité, mais une « Commission permanente de recherche et de contrôle des procédés d'analyse à employer pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 ».

Parmi les membres de cette commission choisis dans les sommités scientifiques on remarquait :

MM. Berthelot, président.

Bordas, professeur suppléant au Collège de France.

Haller, membre de l'Institut.

Maquenne, professeur au Muséum.

Aupin, expert au ministère du Commerce.

Cazeneuve, professeur à l'Ecole de Médecine
de Lyon.

Fernbach, chef de laboratoire à l'Institut
Pasteur.

Goujon, doyen de la Faculté des Sciences de
Bordeaux.

Schlœsing fils, membre de l'Institut.

Villiers, professeur à l'Ecole de Pharmacie.
Etc., etc.

L'utilité de cette commission est incontestable, pour que, comme le dit le rapport ministériel « les méthodes prescrites par les règlements d'administration publique soient tenues à jour afin de dépister les fraudeurs dont la constante préoccupation serait de les mettre en défaut. »

La troisième sous-commission juridique présidée par M. Saint-Aubin, comprenait entre autres MM. Boizard, Quennec, Cazelles, Rocques, Vinay, Mandeix.

Cette sous-commission étudia spécialement les paragraphes de l'article 11 numérotés 3 et 5 (formalités pour opérer des prélèvements d'échantillons, expertises contradictoires ; recherche et constatation des infractions.

Une deuxième commission devait élaborer le règlement d'administration publique en ce qui con-

cerne les matières suivantes : corps gras alimentaires, sucres et confiseries, chocolats, matières amylacées, épices, produits coloniaux.

Réunie pour la première fois au ministère de l'Agriculture, elle se divisa en trois sous-commissions : commerciale, scientifique, juridique.

Comme suite aux travaux de ces commissions deux décrets portant règlements d'administration publique virent le jour :

Le premier en date du 31 juillet 1906, détermine l'organisation et le fonctionnement du service des prélèvements, le fonctionnement des laboratoires, et de l'expertise contradictoire.

Le second en date du 3 septembre 1907 concerne surtout les vins, les vins mousseux, les eaux-de-vie et spiritueux.

Voici du reste leur texte :

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Décret du 31 juillet 1906

portant règlement d'administration publique pour
l'application de la loi du 1^{er} août 1905.

Le Président de la République française.

Sur les rapports des ministres de la justice, de l'intérieur, des finances, de l'agriculture et du commerce, de l'industrie et du travail ;

Vu la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraude dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles et, notamment l'article 11.

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

TITRE I^{er}

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU SERVICE

DES PRÉLÈVEMENTS

Article premier. — Le service chargé de rechercher et de constater les infractions à la loi du 1^{er} août 1905 est organisé par l'Etat, avec le concours éventuel des départements et des communes.

Le fonctionnement de ce service est assuré, sous l'autorité du ministre de la justice, du ministre de l'agriculture et du ministre du commerce, de l'industrie et du travail, dans les départements par les préfets, à Paris et dans le ressort de la préfecture de police par le préfet de police.

Art. 2. — Les autorités qui ont qualité pour opérer des prélèvements sont :

Les commissaires de police ;

Les commissaires de la police spéciale des chemins de fer et des ports ;

Les agents des contributions indirectes et des douanes agissant à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;

Les inspecteurs des halles, foires, marchés et abattoirs ;

Les agents des octrois et les vétérinaires sanitaires peuvent être individuellement désignés par les préfets pour concourir à l'application de la loi du 1^{er} août 1905 et commissionnés par eux à cet effet.

Dans le cas où des agents spéciaux seraient institués par les départements ou les communes pour concourir à l'application de ladite loi ces agents devront être agréés et commissionnés par les préfets.

Art. 3. — *Une commission permanente* est instituée près les ministères de l'agriculture et du commerce, de l'industrie et du travail pour l'examen des questions d'ordre scientifique que comporte l'application de la loi du 1^{er} août 1905. Cette commission est obligatoirement consultée pour la détermination des conditions matérielles des prélèvements, l'organisation des laboratoires et la fixation des méthodes d'analyse à imposer à ces établissements.

Art. 4. — Des *prélèvements d'échantillons* peuvent, en toutes circonstances, être *opérés d'office* dans les magasins, boutiques, ateliers, voitures servant au commerce, ainsi que dans les entrepôts, les abattoirs et leurs dépendances, les halles, foires et marchés, et dans les gares ou ports de départ et d'arrivée.

Les prélèvements sont obligatoires dans tous les cas où les boissons, denrées et produits paraissent falsifiés, corrompus ou toxiques.

Les administrations publiques sont tenues de fournir aux agents désignés à l'article 2 tous éléments d'information nécessaires à l'exécution de la loi 1^{er} août 1905.

Les entrepreneurs de transport sont tenus de n'apporter aucun obstacle aux réquisitions pour prises d'échantillons et de représenter les titres de mouvement, lettres de voiture, récépissés, connaissements et déclarations dont ils sont détenteurs.

Art. 5. — Tout prélèvement comporte quatre échantillons, l'un destiné au laboratoire pour analyse, les trois autres éventuellement destinés aux experts.

Art. 6. — Tout prélèvement donne lieu, séance tenante, à la rédaction sur papier libre d'un procès-verbal.

Ce procès-verbal doit porter les mentions suivantes :

1^o Les noms, prénoms, qualité et résidence de l'agent verbalisateur ;

2^o La date, l'heure et le lieu où le prélèvement a été effectué ;

3^o Les noms, prénoms, profession, domicile ou résidence de la personne chez laquelle le prélèvement a été opéré. Si le prélèvement a lieu en cours de route, les noms et domiciles des personnes figurant sur les lettres de voiture ou connaissements comme expéditeurs et destinataires ;

4^o La signature de l'agent verbalisateur.

Le procès-verbal doit, en outre, contenir un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement a été opéré, relater les marques et étiquettes apposées sur les enveloppes ou récipients, l'importance du lot de marchandise échantillonné, ainsi que toutes les indications jugées utiles pour établir l'authenticité des échantillons prélevés et l'identité de la marchandise.

Le propriétaire ou détenteur de la marchandise, ou, le

cas échéant, le représentant de l'entreprise de transport peut, en outre, faire insérer au procès-verbal toutes les déclarations qu'il juge utiles. Il est invité à signer le procès-verbal ; en cas de refus, mention en est faite par l'agent verbalisateur.

Art. 7. — Les prélèvements doivent être effectués de telle sorte que les *quatre échantillons*, soient autant que possible identiques.

A cet effet, des arrêtés ministériels, pris de concert entre le ministre de l'agriculture et le ministre du commerce, de l'industrie et du travail, sur la proposition de la commission permanente, déterminent, pour chaque produit ou marchandise, la quantité à prélever, les procédés à employer pour obtenir des échantillons homogènes, ainsi que les précautions à prendre pour le transport et la conservation de ces échantillons.

Art. 8. — Tout échantillon prélevé est mis *sous scellés*. Ces scellés sont appliqués sur une étiquette composée de deux parties pouvant se séparer et être ultérieurement rapprochées, savoir :

1° Un talon qui ne sera enlevé que par le chimiste au laboratoire après vérification du scellé. Ce talon ne doit porter que les indications suivantes : nature du produit, dénomination sous laquelle il est mis en vente, date prélèvement et numéro sous lequel les échantillons sont enregistrés au moment de leur réception par le service administratif.

2° Un volant qui porte ces mêmes mentions, mais où sont inscrits, en outre, les noms et adresse du propriétaire ou

détenteur de la marchandise, ou en cas de prélèvement en cours de route ceux des expéditeurs et destinataires.

Ce volant est signé par l'auteur du procès-verbal.

Art 9. — Aussitôt après avoir scellé les échantillons, l'agent verbalisateur s'il est en présence du propriétaire ou détenteur de la marchandise, doit le mettre en demeure de déclarer la valeur des échantillons prélevés.

Le procès-verbal mentionne cette mise en demeure et la réponse qui a été faite,

Un récépissé détaché d'un livre à souche est remis au propriétaire ou détenteur de la marchandise. Il y est fait mention de la valeur déclarée.

En cas de prélèvement en cours de route, le représentant de l'entreprise de transport reçoit, pour sa décharge, un récépissé indiquant la nature et la quantité des marchandises prélevées.

Art. 10. — Le procès-verbal et les échantillons sont, dans les vingt-quatre heures, envoyés par l'agent verbalisateur à *la préfecture du département* où le prélèvement a été effectué et, à Paris ou dans le ressort de la préfecture de police, au préfet de police.

Toutefois, en vue de faciliter l'application de la loi, des décisions ministérielles pourront autoriser l'envoi des échantillons aux sous-préfectures ou à tout autre service administratif.

Le service administratif qui reçoit ce dépôt l'enregistre, inscrit le numéro d'entrée sur les deux parties de l'étiquette que porte chaque échantillon et, dans les vingt-quatre heu-

res, transmet l'un de ces échantillons au laboratoire dans le ressort duquel le prélèvement a été effectué.

Le talon seul suit l'échantillon au laboratoire.

Le volant, préalablement détaché, est annexé au procès-verbal. Les trois autres échantillons sont conservés par la préfecture.

Toutefois, si la nature des denrées ou produits exige des mesures spéciales de conservation, les quatre échantillons sont envoyés au laboratoire, où ces mesures sont prises conformément aux arrêts ministériels prévus par l'article 7. Dans ce cas, les quatre volants sont détachés des talons et annexés au procès-verbal.

Art. 11. — Les laboratoires créés par les départements et les communes peuvent être admis, concurremment avec ceux de l'Etat, à procéder aux analyses lorsqu'ils ont été reconnus en état d'assurer ce service et agréés par une décision ministérielle prise sur l'avis conforme de la commission permanente.

TITRE II

FONCTIONNEMENT DES LABORATOIRES

Art. 12. — Des arrêtés ministériels pris de concert entre le ministre de l'agriculture et le ministre du commerce, de l'industrie et du travail, déterminent le ressort des laboratoires admis à procéder à l'analyse des échantillons.

Pour l'examen des échantillons, les laboratoires ne peu-

vent employer que les méthodes indiquées par la commission permanente,

Ces analyses sont à la fois d'ordre *qualitatif et quantitatif*. L'examen comprend notamment les recherches microscopiques, spectroscopiques, polarimétriques, réfractométriques, cryoscopiques, susceptibles de fournir des indications sur la pureté des produits, la recherche des antiseptiques et des colorants étrangers.

Ces méthodes sont décrites en détail par des arrêtés pris de concert entre le ministre de l'agriculture et le ministre du commerce, de l'industrie et du travail, après avis de la commission permanente.

Art. 13. — Le laboratoire qui a reçu pour analyse un échantillon dresse, dans les huit jours de la réception, un rapport où sont consignés les résultats de l'examen et des analyses auxquels cet échantillon a donné lieu.

Ce rapport est adressé au préfet du département d'où provient l'échantillon, à Paris et dans le ressort de la préfecture de police, le rapport est adressé au préfet de police.

Art. 14. — Si le rapport du laboratoire ne révèle aucune infraction à la loi du 1^{er} août 1905, le préfet en avise sans délai l'intéressé.

Dans ce cas, si le remboursement des échantillons est demandé, ils'opère d'après leur valeur au jour du prélèvement, aux frais de l'Etat, au moyen d'un mandat délivré par le préfet, sur représentation du récépissé prévu à l'article 9.

Art. 15. — Dans le cas où le rapport du laboratoire signale

une infraction à la loi du 1^{er} août 1905, le préfet transmet sans délai ce rapport au procureur de la République.

Il y joint le procès-verbal et les trois échantillons réservés.

S'il s'agit de vins, bières, cidres, alcools ou liqueurs, avis doit être donné par le préfet au directeur des contributions indirectes du département.

Art. 16. — Des arrêtés ministériels, pris de concert entre le ministre de l'agriculture et le ministre du commerce, de l'industrie et du travail, déterminent dans quelle forme les laboratoires doivent rendre compte périodiquement aux préfets du nombre des échantillons analysés, du résultat de ces analyses et signaler les nouveaux procédés de fraude révélés par l'examen des échantillons.

TITRE III

FONCTIONNEMENT DE L'EXPERTISE CONTRADICTOIRE

Art. 17. — Le procureur de la République informe l'auteur présumé de la fraude qu'il est l'objet d'une poursuite. Il l'avise qu'il peut prendre communication du rapport du directeur du laboratoire et qu'un délai de trois jours francs lui est imparti pour faire connaître s'il réclame *l'expertise contradictoire* prévue à l'article 12 de la loi du 1^{er} août 1905.

Art. 18. — S'il y a lieu à expertise, il est procédé à la nomination de deux experts, l'un désigné par le juge d'instruction, l'autre par la personne contre laquelle l'instruction

est ouverte. Celle-ci a toutefois le droit de renoncer à cette désignation et de s'en rapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge.

Les experts sont choisis sur les listes spéciales de *chimistes experts* dressées, dans chaque ressort, par *les cours d'appel ou les tribunaux civils*.

L'inculpé pourra toutefois choisir son expert sur les listes dressées par la cour d'appel ou le tribunal civil du ressort d'où il aura déclaré que provient la marchandise suspecte.

Art. 19. — Chaque expert est mis en possession d'un échantillon.

Le juge d'instruction donne communication aux experts des procès-verbeaux de prélèvement ainsi que des factures, lettres de voitures, pièces de régie, et, d'une façon générale, de tous les documents que la personne mise en cause a jugé utile de produire ou que le juge s'est fait remettre.

Aucune méthode officielle n'est imposée aux experts. Ils opèrent à leur gré, ensemble ou séparément, chacun d'eux étant libre d'employer les procédés qui lui paraissent le mieux appropriés.

Leurs conclusions sont formulées dans des rapports qui sont déposés dans le délai fixé par l'ordonnance du juge.

Art. 20. — Si les experts sont en désaccord, ils désignent un *tiers expert* pour les départager. A défaut d'entente pour le choix de ce tiers expert, il est désigné par le président du tribunal civil.

Le tiers expert *peut être choisi en dehors des listes officielles*.

Art. 21. — Sur la demande des experts ou sur celle de la personne mise en cause, des dégustateurs, choisis dans les mêmes conditions que les autres experts, sont commis pour examiner les échantillons.

Art. 22. — Lorsque des poursuites sont décidées, s'il s'agit de vins, bières, cidres, alcools ou liqueurs, le procureur de la République devra faire connaître au directeur des contributions indirectes ou à son représentant, dix jours au moins à l'avance, le jour et l'heure de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée.

Art. 23. — Il n'est rien innové quant à la procédure suivie par l'administration des douanes et par l'administration des contributions indirectes pour la constatation et la poursuite de faits constituant à la fois une contravention fiscale et une infraction aux prescriptions de la loi du 1^{er} août 1905.

Art. 24. — En cas de non-lieu ou d'acquittement, le *remboursement de la valeur des échantillons* s'effectue dans les conditions prévues à l'article 14 ci-dessus.

Art. 25. — Il sera statué ultérieurement sur les conditions d'application de la loi du 1^{er} août 1905 à l'Algérie et aux colonies.

Art. 26. — Le ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances, le ministre de l'agriculture, le ministre du commerce, de l'industrie et du travail sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 31 juillet 1906.

A. FALLIÈRES

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la justice,

F. SARRIEN.

Le ministre de l'intérieur,

G. CLEMENCEAU

Le ministre des finances,

R. POINCARÉ

Le ministre de l'agriculture,

J. RUAU

Le ministre du commerce, de l'industrie,

et du travail

GASTON DOUMERGUE

Règlement d'administration publique
du 3 septembre 1907

pour l'application de la loi du 1^{er} août 1907 en ce qui concerne
les vins, les vins mousseux, les eaux-de-vie et spiritueux.

Le Président de la République française,

Sur le rapport des ministres de la justice, des finances, de
l'agriculture, du commerce et de l'industrie,

Vu la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans
la vente des marchandises et des falsifications des denrées ali-

mentaires et des produits agricoles, et notamment l'article 11.

Le conseil d'Etat entendu,

Décète :

TITRE I^{er}

VINS

Article premier. — Aucune boisson ne peut être détenue ou transportée en vue de la vente, mise en vente ou vendue sous le nom de vin que si elle provient exclusivement de la fermentation du raisin frais ou du jus de raisin frais.

Art. 2. — Sont considérées comme frauduleuses, les manipulations et pratiques qui ont pour objet de modifier l'état naturel du vin, dans le but soit de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles ou l'origine du produit, soit d'en dissimuler l'altération.

En conséquence, rentre dans les cas prévus par l'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905 et par l'article 4 de la loi du 29 juin 1907 le fait d'exposer, de mettre en vente ou de vendre, sous forme indiquant leur destination ou leur emploi, tous produits, de composition secrète ou non, propres à effectuer les manipulations ou pratiques ci-dessus visées.

Art. 3. — Ne constituent pas des manipulations et pratiques frauduleuses aux termes de la loi du 1^{er} août 1905 les opérations ci-après énumérées qui ont uniquement pour objet la vinification régulière ou la conservation des vins :

1^o En ce qui concerne les vins :

Le coupage des vins entre eux ;

La congélation des vins en vue de leur concentration partielle ;

La pasteurisation ;

Les collages au moyen de clarifiants consacrés par l'usage tels que l'albumine pure, le sang frais, la caséine pure, la gélatine pure ou la colle du poisson ;

L'addition du tannin dans la mesure indispensable pour effectuer le collage au moyen des albumines ou de la gélatine ;

La clarification des vins blancs tachés, au moyen du charbon pur ;

Le traitement par l'anhydride sulfureux pur provenant de la combustion du soufre, et par les bisulfites alcalins cristallisés purs. Les quantités employées seront telles que le vin ne retienne pas plus de 350 milligrammes d'anhydride sulfureux, libre et combiné, par litre. En aucun cas, les bisulfites alcalins ne peuvent être employés à une dose supérieure à 20 grammes par hectolitre.

2° En ce qui concerne les moûts :

Indépendamment de l'emploi du plâtre et du sucre dans les limites fixées par les lois du 11 juillet 1891 et du 28 janvier 1903.

Le traitement par l'anhydride sulfureux et par les bisulfites alcalins dans les conditions fixées ci-dessus pour les vins :

L'addition de tannin ;

L'addition à la cuve d'acide tartrique cristallisé pur dans

les moûts insuffisamment acides. L'emploi simultané de l'acide tartrique et du sucre est interdit ;

L'emploi des levures sélectionnées.

Art. 4. — Dans les établissements où s'exerce le commerce de détail des vins, il doit-être apposé d'une manière apparente, sur les récipients, emballages, casiers ou fûts, une inscription indiquant la dénomination sous laquelle le vin est mis en vente.

Cette inscription n'est pas obligatoire pour les bouteilles et récipients dans lesquels les vins de consommation courante sont emportés séance tenante par l'acheteur ou servis par le vendeur pour être consommés sur place.

Les inscriptions doivent être rédigées sans abréviation, et disposées de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit.

TITRE II

VINS MOUSSEUX

Art. 5. — Les dispositions du titre I^{er} du présent décret sont applicables aux vins mousseux.

Indépendamment des manipulations et pratiques prévues à l'article 3 ci-dessus, sont considérés comme licites, en ce qui concerne spécialement les vins mousseux :

1^o Les manipulations et traitements connus sous le nom de méthode champenoise ;

2^o La gazéification par l'addition d'acide carbonique pur.

Aucun vin ne peut-être détenu ou transporté en vue de la

vente, mis en vente ou vendu sous la seule dénomination de « vin mousseux » que si son effervescence résulte d'une seconde fermentation alcoolique en bouteilles, soit spontanée, soit produite suivant la méthode champenoise.

Lorsque l'effervescence d'un vin est produite, même partiellement, par l'addition d'acide carbonique, il n'est pas interdit d'employer dans sa dénomination le mot « mousseux », mais à la condition qu'il soit accompagné du terme « fantaisie », d'un qualificatif différenciant ce vin de ceux prévus à l'alinéa précédent, de telle façon qu'aucune confusion ne soit possible dans l'esprit de l'acheteur sur le mode de fabrication employé, la nature ou l'origine du produit.

Dans les inscriptions et marques figurant sur les récipients, le mot « mousseux » et le qualificatif qui l'accompagne ou le terme « fantaisie » doivent être imprimés en caractères identiques.

TITRE III

EAUX-DE-VIE ET SPIRITUEUX

Art. 6. — Il est interdit de détenir ou de transporter en vue de la vente, de mettre en vente et de vendre sous les dénominations fixées au présent article des produits autres que ceux ayant, aux termes dudit article, un droit exclusif à ces dénominations.

Les dénominations d'eaux-de-vie de vie de vin, d'alcool de vin ou d'esprit de vin, sont réservées aux produits provenant de la distillation exclusive du vin tel qu'il est défini au titre I^{er} du présent règlement.

Les dénominations d'eaux-de-vie de cidre ou de poiré sont réservées aux produits provenant de la distillation exclusive des cidres et poirés.

La dénomination d'eau-de-vie de marc ou de marc est réservée à l'eau-de-vie provenant de la distillation exclusive des marcs de raisin frais additionnés ou non d'eau.

La dénomination du kirsch est réservée au produit exclusif de la fermentation alcoolique et de la distillation des cerises ou des merises.

Les dénominations d'eaux-de-vie de prunes, mirabelles, quetsch ou de tous autres fruits, sont réservées au produit exclusif de la fermentation alcoolique et de la distillation desdits fruits.

La dénomination de genièvre est réservée à la boisson alcoolique obtenue, dans les conditions prévues à l'article 15 de la loi du 30 mars 1902, par la distillation simple en présence de baies de genièvre, du moût fermenté de seigle, de blé d'orge ou d'avoine.

La dénomination de rhum ou de tafia est réservée au produit exclusif de la fermentation alcoolique et de la distillation soit du jus de la canne à sucre, soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication du sucre de canne.

Art. 7. — Les spiritueux visés à l'article précédent, lorsqu'ils ne proviennent pas en totalité d'une même région ou d'un même cru, ne peuvent être désignés sous l'appellation réservée aux produits de cette région ou de ce cru particulier.

Les mélanges d'eaux-de-vie de cidre, de poiré, de prunes,

mirabelles, quetsch ou de tous autres fruits avec l'eau-de-vie de vin ou avec des alcools d'industrie, ainsi que les mélanges d'eau-de-vie de vin et d'alcool d'industrie, peuvent être désignés sous le nom d'eau-de-vie.

Les mélanges d'eau-de-vie de marc, de kirsch, de rhum ou de tafia avec des eaux-de-vie ou avec des alcools d'industrie peuvent être désignés sous leur nom spécifique, mais accompagné du terme « fantaisie » ou d'un qualificatif les différenciant des produits définis à l'article précédent, de telle façon qu'aucune confusion ne puisse se produire dans l'esprit de l'acheteur sur la nature ou l'origine des produits.

Dans les inscriptions et marques servant à désigner les mélanges ou les spiritueux visés au présent article, la dénomination du produit et le qualificatif qui l'accompagne, on le terme « fantaisie », doivent être imprimés en caractères identiques.

Art. 8. — Sont considérées comme frauduleuses les manipulations et pratiques destinées à modifier l'état naturel des eaux-de-vie et spiritueux dans le but de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles, la composition ou l'origine de ces produits,

En conséquence, rentre dans le cas prévu par l'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905 le fait d'exposer, de mettre en vente ou de vendre sous une forme indiquant leur destination ou leur emploi, tous produits, de composition secrète ou non, pouvant servir à effectuer les manipulations ou opérations ci-dessus visées.

Art. 9. — Dans tous les établissements où s'exerce le
Chauvin

commerce de détail des eaux-de-vie et spiritueux, les bouteilles, récipients et emballages renfermant les produits visés au présent titre doivent porter une inscription indiquant, en caractères apparents, la dénomination sous laquelle ces produits sont mis en vente ou détenus en vue de la vente.

Cette inscription doit être rédigée sans abréviation et disposée de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit.

TITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX VINS, AUX VINS MOUSSEUX ET AUX EAUX-DE-VIE ET SPIRITUEUX

Art. 10. — En vue d'assurer la protection des appellations régionales et de crus particuliers réservées aux vins, vins mousseux, eau-de-vie et spiritueux qui ont, par leur origine, un droit exclusif à ces appellations, il sera statué ultérieurement, par des règlements d'administration publique, sur la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance des produits.

Art. 11. — Il est interdit à toute personne se livrant au commerce des vins ou des eaux-de-vie et spiritueux, de faire figurer sur des étiquettes, marques, factures, papiers de commerce, emballages et récipients, la mention « propriétaire à », « viticulteur à », « négociant à », ou « commerçant à », suivie du nom d'une région ou d'un cru particulier sur le territoire desquels elle ne possède ni propriété, ni vignoble, ni établissement commercial.

Art. 12. — Lorsqu'un nom de localité constitue une appel-

lation désignant un produit qui a un droit exclusif à cette appellation, les propriétaires, viticulteurs, négociants ou commerçants résidant dans cette localité, quand ils mettent en vente ou vendent un produit n'ayant pas droit à ladite appellation, ne peuvent faire figurer sur leurs étiquettes, marques, factures, papiers de commerce, emballages et récipients, le nom de ladite localité qu'à condition de le faire précéder des mots « propriétaire à... », « viticulteur à... », « négociant à... » « ou commerçant à... », suivis de l'indication du département où est située la localité, le tout imprimé en caractères identiques.

Art. 13. — L'emploi de toute indication ou signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature ou sur l'origine des produits visés au présent décret, lorsque d'après la convention ou les usages, la désignation de l'origine attribuée à ces produits devra être considérée comme la cause principale de la vente, est interdit en toutes circonstances et sous quelque forme que ce soit, notamment :

- 1° Sur les récipients et emballages ;
- 2° Sur les étiquettes, capsules, bouchons, cachets ou tout autre appareil de fermeture ;
- 3° Dans les papiers de commerce, factures, catalogues, prospectus, prix courants, enseignes, affiches, tableaux réclames, annonces, ou tout autre moyen de publicité.

Art. 14. — Un délai de six mois, à dater de la publication du présent règlement, est accordé aux intéressés pour se conformer aux prescriptions des articles 4, 5, 7, 9, 12 et 13 en ce qui concerne les inscriptions réglementaires.

Art. 15. — Le ministre de la justice, le ministre des finances, le ministre de l'agriculture, le ministre du commerce et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 3 septembre 1907.

A. FALLIÈRES

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

ED. GUYOT-DESSAIGNE

Le ministre des finances,

J. CAILLAUX

Le ministre de l'agriculture,

J. RUAU

Le ministre du commerce et de l'industrie,

GASTON DOUMERGUE

Ces décrets furent eux-mêmes complétés par : 1° un arrêté du 1^{er} août 1906 fixant les mesures à prendre pour le prélèvement des échantillons ; 2° une suite de décrets des 18 février 1907, 12 mars 1907, 4 juillet 1907, déterminant le ressort des laboratoires admis à procéder à l'analyse des échantillons ; 3° une lettre adressée par le ministre de l'Agriculture aux préfets des départements viticoles relativement à la délimitation des régions productives.

Pour les vins, les articles 1 et 4 du décret ne font que confirmer, en les précisant, les dispositions des lois spéciales à ce produit : loi du 14 août 1889 arti-

de 1^{er}, loi du 2 juillet 1891 ; loi du 24 juillet 1894 ; loi du 6 avril 1897 et loi du 28 janvier 1903.

L'article 2 proscrit l'emploi des produits dits œnologiques (?), qui servent à cacher provisoirement les altérations des vins, jetés ensuite à vil prix sur le marché, au grand détriment du commerce honnête.

L'article 2 indique nettement les procédés licites pour la vinification et la conservation des vins.

Les pratiques actuelles de fabrication des vins mousseux restent admises, mais les vins autres que ceux obtenus par la fermentation en bouteille ou la méthode champenoise doivent sur leur étiquette faire suivre la qualification de « mousseux » du terme « fantaisie » ou autre analogue, de façon à éviter toute confusion dans l'esprit de l'acheteur.

Les vins de Champagne et de Saumur sont ainsi sauvegardés.

Pour l'eau-de-vie et les spiritueux le décret s'est inspiré des distinctions et exceptions admises par les lois du 25 février 1901, 30 mars 1902 et 31 mars 1903 (comptes spéciaux pour les eaux-de-vie naturelles).

Il précise et réserve les dénominations des produits naturels à ces seuls produits, les mélanges et produits artificiels devant être différenciés par le terme « fantaisie » à la suite de l'autre.

Certains commerçants regrettent que le mot « eau-de-vie » tout court ne puisse être employé pour les

dédoublés d'alcool d'industrie et qu'il faille y ajouter le terme « fantaisie » ou qualificatif similaire.

Ordinairement l'expression « eau-de-vie » représentant la qualité la plus inférieure de spiritueux, il leur paraissait normal de l'appliquer au dédoublé.

Le titre IV du décret du 3 septembre 1907 donne les dispositions relatives à la mise en vente et à l'exposition des boissons, aux étiquettes et dénominations sur les contenants, dans le but d'éviter à l'acheteur toute confusion sur la nature et l'origine des produits offerts.

Les délimitations régionales et de crus particuliers, ayant droit à des appellations spéciales, n'ont pu paraître en même temps que ce décret. C'est regrettable, car elles en sont le complément indispensable.

Les commissions régionales vont du reste fonctionner incessamment et combler cette lacune.

Mais la partie la plus remarquable des règlements d'administration publique est celle qui a rapport au fonctionnement de l'expertise contradictoire. Les dispositions de détail préconisent une procédure simple, rapide et peu coûteuse, semblable à la proposition de loi de M. Cruppi sur les expertises médico-légales et chimico-légales. Une petite différence réside en ce que les experts opèrent à leur gré ensemble ou séparément dans les expertises alimentaires, au lieu d'opérer obligatoirement ensemble comme dans les expertises médicales.

La définition de l'expertise contradictoire a du reste été donnée par M. Devins à la séance de la Chambre du 23 février 1905, de la façon suivante (1) :

« Le mot « contradictoire » au sens ordinaire de cette expression, dans le langage du droit, veut dire que les deux parties sont entendues, qu'elles ont chacune fait une désignation d'expert. Voilà ce que nous entendons par le mot « contradictoire ». Et alors voici le point central de la réforme proposée, son essence : désormais en France, au lieu de l'unique expert officiel, il y aura l'expert désigné par le juge ou la juridiction de répression et l'expert désigné par l'accusé qui auront des droits égaux, des devoirs égaux. Ils collaboreront, feront un rapport commun après discussion contradictoire, c'est-à-dire à laquelle chacun aura pris part sur un pied de parfaite et complète égalité. »

Une autre discussion sur l'expertise contradictoire eut lieu à la Chambre le 4 décembre 1905 (2) à l'occasion du projet de loi concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine.

M. Cazeneuve y parla en ces termes :

« L'expertise contradictoire se comprend de la façon suivante : trois échantillons sont prélevés :

1. *Journal Officiel* du 24 février 1905.

2. *Journal Officiel* du 5 décembre 1905.

l'un est remis entre les mains du prévenu, le second est adressé au laboratoire municipal du parquet qui poursuit, et le troisième est destiné à un tiers expert chargé de départager les deux premiers qui représentent l'un l'accusation et l'autre la défense, si les deux experts ne sont pas d'accord ils choisissent un tiers arbitre, le tribunal aura mission de le désigner. S'il y a contradiction, c'est à la majorité des voix des trois experts que la falsification ou la non-falsification est prononcée.

La simple lecture des règlements d'administration publique montre que leurs rédacteurs ont mis toute leur attention à se conformer aux principes énoncés dans les citations qui précèdent.

Nous avons vu plus haut qu'un temps assez long s'écoula entre la promulgation de la loi et l'apparition des règlements.

Pendant cet intervalle des difficultés s'élevèrent au sujet de l'application de la loi. Nous allons en donner un aperçu :

Dès le 2 février 1899, lors de la deuxième délibération au Sénat, M. Richard Waddington posa au sujet de la date d'exécution et d'application de la loi les données du problème :

« Messieurs, j'ai une simple question à poser à M. le rapporteur et au Gouvernement. Il ressort des termes du rapport et des déclarations faites à la tribune que les règlements d'administration publique,

prévus par l'article 11, sont en quelque sorte la clef de voûte de la loi.

« Il est évident que celle-ci ne pourra être exécutée et appliquée que quand on connaîtra le détail des décrets à intervenir qui ont une portée des plus considérables.

« En effet, ils doivent établir le mode d'expertise, le choix des experts, les analyses chimiques, les prélèvements d'échantillons, etc.

« Dans ces conditions, je demanderai à M. le rapporteur et à M. le ministre de l'Agriculture si nous sommes bien d'accord sur ce point, à savoir que la loi ne pourra être appliquée qu'après la publication des règlements d'administration publique prévus à l'article 11.

UN SÉNATEUR A GAUCHE. — « C'est évident !

M. WADDINGTON. — « On me dit que c'est évident. J'ai quelque inquiétude à cet égard...

.

M. VIGER, MINISTRE DE L'AGRICULTURE. — « Il est bien entendu que pour les produits qui n'ont point déjà fait l'objet de lois spéciales, la présente loi ne sera applicable que quand les règlements d'administration publique qui doivent réglementer son fonctionnement auront été publiés. Mais je verrais un inconvénient à ajourner l'application de la loi jusqu'après la publication de ces règlements.

« Ces règlements, en effet, ne s'appliqueront qu'à

des marchandises déterminées, puisque nous avons déjà des lois relatives à la répression des fraudes dans le commerce des engrais, des vins, des sérums thérapeutiques, des beurres et de la margarine. Je demande que la loi actuelle s'applique à toutes les substances dont je viens de faire l'énumération, ainsi que cela est dit d'ailleurs dans l'article 14.

Cet article porte, en effet, que les pénalités de la présente loi et ses dispositions en ce qui concerne l'affichage et les infractions aux règlements d'administration publique rendus pour son exécution sont applicables aux lois spéciales et concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais, des vins, des sérums thérapeutiques, du beurre et la fabrication de la margarine.

« Le projet de loi actuel va nous permettre de réprimer plus facilement les fraudes commises dans le commerce des marchandises ou des substances que je viens d'indiquer, et je demande qu'il soit applicable dès maintenant à ces produits, étant bien entendu que s'il s'agit de fraudes commises sur la vente d'autres marchandises, il ne sera appliqué que lorsqu'un règlement d'administration publique concernant celles-ci sera sorti des délibérations du Conseil d'Etat.

Il semble bien que cette réponse dût éclairer suffisamment les tribunaux sur l'application à faire de la loi de 1905. Il n'en fut pas partout ainsi puisque cer-

taines juridictions, saisies de poursuites contre des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications de denrées alimentaires et produits agricoles, avaient acquitté les prévenus, tandis que d'autres rendaient des ordonnances de non-lieu.

M. Chaumié, ministre de la Justice, dut même adresser aux procureurs généraux près les Cours d'appel une circulaire, dont voici quelques passages ;

« A mon avis, rien ne s'oppose légalement à la mise en vigueur immédiate de la loi, qui se suffit à elle-même, puisqu'elle a défini les infractions qu'elle réprime et édicté des sanctions nouvelles. Les règlements prévus par l'article 11 doivent être pris en vue de faciliter l'exécution de la loi ; mais leur préparation ne saurait suspendre cette exécution, alors qu'aucune disposition législative spéciale ne le prescrit ; jusque-là ce sont les règles ordinaires du Code d'instruction criminelle qui doivent être suivies. S'il en était autrement, les infractions que le Parlement a voulu atteindre demeureraient indemnes de toute répression pendant le délai nécessaire à l'élaboration des règlements et la fraude pourrait se donner libre carrière.

« Toutefois, en attendant le décret réglementaire, j'estime qu'il est préférable, dans l'intérêt de la défense, de surseoir jusqu'à la publication de ce décret au jugement des affaires en cours.

« Je vous prie d'adresser des instructions en ce sens à vos

substituts et en outre « d'interjeter appels des jugements d'acquittement » basés sur l'inapplicabilité de la loi. »

.

Cette circulaire, inspira la jurisprudence (bien que celle de la loi de 1905 soit encore à peu près nulle), et un jugement de la 8^e Chambre du tribunal de la Seine du 13 décembre 1905, rendu sous la présidence de M. Guelfucci, décida ce qui suit :

« I. — Les règlements d'administration publique sont préparés et arrêtés après la loi, en vue d'en faciliter et en assurer l'exécution et non de la suspendre, à moins qu'une disposition légale ne prescrive expressément la suspension.

« Il en est ainsi particulièrement de la loi du 1^{er} août 1905 qui ordonne dans l'article 15 son application, prescrit que ses nouvelles pénalités et dispositions sont applicables aux lois spéciales sur la fraude des engrais, vins, etc., et substitue ses pénalités à celles de l'article 423 du Code pénal dans un certain nombre de lois.

.

Cette solution fut vivement critiquée, entre autre par M^e Charles Gans, avocat à la Cour d'appel de Paris (1).

1. *Bulletin du Syndicat National*, d'août 1907.

M^e Charles Gans raisonne de la façon suivante :

« S'il est certain, d'une part, qu'une loi est exécutoire dès qu'elle a été régulièrement promulguée et publiée (art. 1 du C. civ.), il est non moins certain qu'on ne peut logiquement appliquer une loi incomplète dans ses parties essentielles.

« Mais si la loi ne peut être appliquée aux justiciables, elle existe, et peut être invoquée par eux en ce qu'elle a abrogé les textes antérieurs.

« Or, on ne peut guère admettre qu'une loi, ayant pour but d'aggraver la pénalité attachée à certains délits, ait pour effet provisoire de supprimer ces délits.

« D'où embarras certain des parquets et des tribunaux.

« Pour ma part j'estime qu'un tribunal ne peut prononcer une condamnation basée sur une inculpation rentrant dans les parties non encore réglementées de la loi, parce qu'il lui serait impossible de considérer comme régulière une procédure non encore déterminée.

« Je considère que les tribunaux devront surseoir à statuer sur les affaires dans lesquelles ils auraient à viser des situations non encore réglementée et ce jusqu'à la promulgation des décrets. Puisque, lorsque les affaires viendront à l'audience, les juges devront examiner si les prescriptions des décrets ont été observées, si elles ne l'ont pas été (et ce sera le cas gé-

néral) l'acquittement s'imposera, car les décrets, s'incorporant rétroactivement à la loi, feront corps avec elle.

« Je me sépare donc sur ce point de la circulaire du Ministre, qui admet l'application de la procédure de droit commun, ce qui me semble juridiquement insoutenable. »

.

« La 8^e Chambre du tribunal civil de la Seine a estimé que la loi est applicable.

« Elle l'a décidé implicitement dans un jugement du 13 décembre 1905 (1), et formellement le 29 décembre : « Attendu, dit-elle, que dans l'article 15 de la loi le législateur a formellement manifesté sa volonté de rendre la loi immédiatement applicable. »

« J'estime que cette affirmation est inexacte, en fait parce que l'article 15 ne dit rien de tel, et qu'il est hardi de prétendre que la loi est applicable parce que cet article 15 décide ce qui résultera de son application. C'est une évidente pétition de principe.

« En résumé je suis d'avis :

« 1^o Qu'on ne peut actuellement prononcer de condamnation lorsque l'inculpation soulèvera des questions non encore réglementées.

« 2^o Qu'après réglementation, on ne pourra condamner lorsque les décrets n'auront pas été préventivement observés.

1. Voir p. 156.

.

Cette manière de voir nous semble un peu rigoureuse, car de cette façon la loi serait restée si longtemps en suspens que les fraudeurs auraient pu en profiter pour faire de sérieux bénéfices. Il semble donc préférable, de s'en rapporter sans exagération à la circulaire du ministre de la Justice, conforme à la déclaration faite en 1899 au Sénat par M. Viger.

Les règlements d'administration ne sont parus qu'en juillet 1906 et septembre 1907. Celui sur les délimitations régionales et les vins particuliers ayant droit à des appellations spéciales ne paraîtra probablement qu'en 1908. Il aurait été bien long de les attendre ! Et puis une trop grande rapidité dans leur confection pouvait avoir lieu au détriment de leurs qualités.

En fait le parquet de la Seine évita de faire venir à l'audience les infractions à la loi de 1905 : solution peu élégante peut-être, mais qui montrait assez la délicatesse de la question.

§ 4. — *Appréciations diverses de la loi de 1905*

Nous en avons fini avec l'étude théorique de la loi de 1905, il nous reste maintenant à voir comment les intéressés, c'est-à-dire les négociants en vins, l'ont appréciée. Il ne semble pas qu'ils en chantent

précisément les louanges et nous nous bornerons à rapporter les vœux de quelques syndicats régionaux, extraits des comptes rendus des travaux du Syndicat National du Commerce en gros des vins, spiritueux et liqueurs dans ses séances des 11, 12, 13 juin 1906 et 6, 7 et 8 mai 1907 (1).

Bourges

« Le Syndicat de Bourges proteste contre les règlements de cette loi inutile et dangereuse, qui punira non seulement la tromperie, mais une intention souvent mal interprétée de fraude commerciale ; cette loi qui jettera la perturbation dans tout le commerce des boissons déjà si frappé de toutes façons et aussi arbitrairement.

« Prie le Syndicat national de nous éviter le casse-cou de cette loi néfaste. »

Cognac

« Considérant que la loi du 1^{er} août 1905 a été insuffisamment préparée, que tout en reconnaissant la légitimité des préoccupations qui ont inspiré ses auteurs il y a lieu de demander au Parlement des

1. *Bulletin du Syndicat national.*

modifications indispensables à une loi mal conçue, insuffisante dans ses moyens de contrôle et d'une sévérité injustifiée dans ses sanctions, le Syndicat de Cognac demande au Congrès de bien vouloir approuver la protestation faite par les deux Syndicats cognaçais. »

Condom

« Le Syndicat national a toujours protesté énergiquement contre la loi des fraudes, et nous n'avons pas besoin de nous étendre sur ce sujet. Mais l'application de cette loi, dont nous ne sommes certes pas les adversaires irréconciliables, car nous estimons que nous avons tout à gagner à ce que notre commerce puisse toujours et partout montrer sa haute probité, apporte dans la pratique une gêne considérable qui provient beaucoup à notre avis de l'étude incomplète qui a présidé au vote de cette loi, qui aurait besoin d'être corrigée sur bien des points. »

Limoges

« Les difficultés de tout ordre qui se sont révélées à l'occasion de la promulgation de la loi sur les fraudes et des réponses à faire aux divers questionnaires obstinés à l'accompagner ne permettent-elles pas de penser que les pouvoirs publics et les producteurs

investigateurs de la loi en ont maintenant compris les dangers.

« Ne peut-on espérer sinon abrogation, du moins revision. »

Nantes

« Le Syndicat de la Loire-Inférieure demande la revision de la loi sur les fraudes.

« Les difficultés d'application, reconnues par le Gouvernement lui-même, dispensent de toutes autres explications légitimant l'adoption de la revision d'une loi, qui, en outre, est une entrave à tout commerce, puisqu'elle peut conduire à l'emprisonnement des négociants les plus honnêtes. »

Roubaix

« Protestation contre la loi sur les fraudes. Demande d'abrogation ou amendement. »

Soissons

« Protestation contre la loi sur les fraudes qui est inapplicable. »

Tours

« Le Syndicat d'Indre-et-Loire émet le vœu de reviser ou de supprimer la loi sur les fraudes, qui ne peut que mettre des entraves dans les affaires, car personne ne pourra l'appliquer raisonnablement, donc mieux vaudrait la supprimer.

« L'ancienne loi sur l'hygiène nous paraît suffisante pour réprimer les fraudes, de même que la convention de Madrid garantit les marques et les crus. »

Caen

« Nous la jugeons mauvaise telle qu'elle est faite et préjudiciable au commerce. Son application nous paraît impossible et ne profitera qu'aux fraudeurs qui passeront à travers ses mailles. Il y a donc nécessité qu'elle soit entièrement modifiée avant d'être appliquée. »

Evreux

« En présence de la difficulté d'application de la loi des fraudes et surtout de celle de l'élaboration du règlement d'administration publique (puisqu'il n'est pas encore paru), et en raison aussi de l'incohérence des différentes appellations proposées (le tout indiquant que la loi ne tient pas debout), le Syndicat propose au Syndicat National de décider qu'une revision profonde du texte de cette loi s'impose et de protester contre toute application, tant que le commerce ne sera pas fixé d'une façon précise et définitive sur les exigences de ladite loi. »

Limoges

« Le Syndicat de la Haute-Vienne espérait que la

publication du règlement relatif aux appellations serait le signal de l'entente qu'il a toujours préconisée. Le règlement ne paraît pas.

« Le Syndicat de la Haute-Vienne renouvelle donc son désir d'entente sur la question « Etiquettes ». Si l'accord ne se produit pas il craint que la loi dite « des fraudes » ne soit la cause de graves discussions intestines dans le commerce des boissons. »

Nantes

« 3^e Protestation contre la responsabilité de fraude préjugée contre le détenteur d'un produit. Car lui-même peut être victime soit du dol, soit d'une erreur de son vendeur.

Rapport de M. Tournier. — « Le commerce des liquides ne saurait sans une certaine appréhension voir arriver le moment où cette loi sera intégralement appliquée. Déjà les actions engagées devant les tribunaux, avant même que les règlements d'administration publique aient été publiés, lui prouvent que les maisons les plus honnêtes ne seront pas à l'abri des poursuites, et que même lorsqu'elles auront réussi à démontrer leur bonne foi, elles n'en resteront pas moins sans indemnité pour leurs frais de procédure, et même aux yeux de leur clientèle sous le coup d'une suspicion préjudiciable.

« Votre Commission propose le vœu suivant :

« Considérant que la composition des vins varie chaque année et qu'il est scientifiquement impossible de se prononcer sur leur contenance ;

« Considérant qu'il serait non moins imprudent de vouloir distinguer un cognac, un rhum d'origine d'un mélange d'eau-de-vie ou de rhum avec de l'alcool d'industrie, alors que la somme des impuretés peut être faussée aisément par l'addition d'impuretés artificielles ;

« Considérant que l'application intégrale des lois existantes était suffisante pour paralyser les fraudes depuis la production jusqu'à la consommation ;

« Vœu : Le Syndicat National protestant contre l'instabilité des lois qui réglementent le commerce des boissons, instabilité qui paralyse les initiatives et nuit à son développement normal ;

« Emet le vœu : Que la loi sur les fraudes soit révisée dans un sens pratique et que si nos Parlements, ne tenant aucun compte des réclamations de la propriété et du commerce, persistaient à vouloir l'appliquer telle qu'elle a été votée, cette application ne soit faite qu'avec modération et qu'il y soit sursis, jusqu'à ce que les intéressés soient fixés d'une façon précise par des règlements d'administration publique sur les exigences de ladite loi. »

Discours de M. P. Forsans, président. — « Les maux dont nous souffrons sont, hélas ! toujours les mêmes et jusqu'ici vont plutôt en s'aggravant : droits écrasants sur l'alcool, surtaxes quasi-prohibitives

sur les apéritifs et les vins de liqueur, concurrence envahissante de l'alcool non taxé, *loi des fraudes dont l'imprécision nous épouvante*, barrières de douanes tous les jours surélevées autour de nous. »

.

Mauvaise loi, préjudiciable au commerce, ne tenant pas debout, imprécise : voilà des qualificatifs qui ne sont pas tendres pour la loi du 1^{er} août 1905. Les intéressés se plaignaient également de la longueur d'élaboration des règlements, qu'ils attendaient du reste avec une manifeste appréhension.

Les règlements sont maintenant parus et nous allons voir que l'opinion des commerçants à leur égard est un peu moins sévère.

« Voici donc paru », écrit M. Turpin dans le *Bulletin du Syndicat National* (1), « ce fameux règlement d'administration publique relatif aux vins, vins mousseux, eaux-de-vie et spiritueux, objet d'espérances pour quelques-uns.

« Disons, tout d'abord, que le texte du décret du 3 septembre 1907 est tout au moins concis et que dans son ensemble, il ne justifie pas l'émotion et la crainte que son attente un peu prolongée avait soulevées tant dans la propriété que dans le commerce des boissons.

.

1. N° du 15 septembre 1907.

« Un certain nombre de commerçants, la plupart membres du Syndicat National furent appelés avec de savants chimistes, de hauts fonctionnaires, des viticulteurs à collaborer à cette besogne ardue.

« Sans doute les falsificateurs et les mouilleurs pourront trouver le règlement sévère, peu nous importe, mais le viticulteur honnête qui entend ne produire que du vin loyal et marchand, le commerçant sérieux qui livre ce qu'il annonce, verront que le règlement n'aggrave pas la loi et qu'il consacre les pratiques nécessaires et les manipulations licites.

« Sans doute tout n'est pas parfait et nous signalerons certaines lacunes regrettables, mais pour la première expérience dans laquelle on a fait appel au concours des commerçants, ce nous est un devoir de constater que leur mission a pu être efficace.

Cette appréciation est beaucoup moins rigoureuse que celles faites par les syndicats régionaux aux différents congrès, ainsi qu'elles résultent des vœux qui précèdent.

Enfin voici pour finir l'avis émis par le Comité du Syndicat National lui-même :

« La loi du 1^{er} août 1905, ainsi que les règlements d'administration publique sont concis et dans leur ensemble, nous estimons qu'après le tâtonnement du début, le commerce des vins, cidres, spiritueux et

liqueurs pourra arriver à vivre sans trop de dommages, bien qu'il faille s'attendre à des contestations, voire même à des procès plus ou moins arbitraires. »

Telle est en résumé l'opinion générale émise par le représentant le plus autorisé de tous ceux qui, par leur profession, peuvent être sujets à subir les conséquences de cette loi si importante de 1905 en ce qu'elle touche à la fraude des vins.

N'est-ce pas remarquable qu'une semblable détente dans l'opinion se soit produite après la publication des règlements et n'est-ce pas aussi la meilleure preuve que la collaboration des intéressés eux-mêmes à leur confection a été des plus salutaires ?

§ 5. — *Les Syndicats*

Il nous semble impossible avant de terminer de ne pas dire un mot des syndicats viticoles en ce qui touche l'aide qu'ils peuvent donner à la répression de la fraude.

Disons tout d'abord que les syndicats viticoles ne sont pas exposés comme les particuliers à la tentation de bénéfices exagérés. Comme le désir de ces bénéfices exagérés est la principale raison de la fraude ; si on supprime le désir, la fraude est par le même coup supprimée chez tous les adhérents.

Ensuite ces syndicats pourront être en même temps auxiliaires de vente. Ils peuvent supprimer les

intermédiaires et réaliser ainsi d'importants bénéfices sans avoir besoin de recourir à des moyens illécites.

Mais pour que ces syndicats arrivent à un résultat appréciable il faut que par leur union ils soient très puissants. Or le sont-ils ?

Le mouvement en France est encore à peine ébauché. Les Syndicats de viticulteurs sont encore peu nombreux, c'est à peine si on compte la Fédération des syndicats de la Champagne qui n'existe que depuis 1905.

Cette fédération peut servir d'exemple à d'autres et avec de l'énergie et de la bonne volonté chez ses membres avoir une grande influence sur les marchés et lutter efficacement contre les fraudes.

Cette dernière lutte est une de ses raisons d'être, comme nous allons le voir dans ces passages extraits d'une lettre de son président, M. Bin (1).

Après avoir exprimé l'avis que la Fédération aurait plus de force pour défendre les droits des vignerons que les syndicats isolés, il ajoutait :

« Nous visons quatre points principaux :

« 1^o La suppression de la fraude afin de diminuer la surproduction et nous nommerons au besoin dans chaque syndicat une commission chargée d'aider la régie dans ses recherches ;

1. Thèse de M. Lheureux. *La Viticulture Champenoise*, 1905.

« 2° Par le marché aux vins, nous faciliterons l'écoulement des produits du vignoble, ce qui atténuera le mécontentement qui existe à l'heure actuelle contre le commerce qui cependant dans les années de surproduction ne peut tout acheter ;

« 3° Etablissement de caisses régionales pour venir en aide aux vigneronns afin qu'ils puissent faire leurs vendanges sans être à la merci des notaires et autres ;

« 4° Entente cordiale avec le commerce par l'envoi d'une commission, huit jours au moins avant la vendange. Commission composée de un membre délégué pour chaque grand cru et qui se rendra auprès des acheteurs à l'effet de discuter le prix de nos récoltes. »

Parmi ces paragraphes nous ne retiendrons que le premier relatif à la fraude, et nous y trouvons pour la combattre un moyen peu banal : c'est de fournir des auxiliaires à la régie. Excellente chose, mais trop rare, car en général l'opinion des viticulteurs sur les « commis » n'est pas précisément favorable et au lieu d'aide, c'est plutôt des entraves qu'ils fournissent à leur service.

Les syndicats peuvent également avoir un service d'analyse, qui permettra de déceler les fraudes avec précision. Si ce service est bon marché et à portée de tous il permettra aux particuliers et aux commerçants de faire étudier les échantillons des vins

qu'ils se proposent d'acheter. Si la marchandise est reconnue suspecte ils pourront ne pas donner suite au marché, et avertir le coupable du danger qu'il court en se livrant à de semblables manœuvres. Cela le fera peut-être réfléchir et lui évitera le discrédit ou la ruine qu'amènerait sa condamnation.

Les syndicats de commerçants peuvent également prendre une part active à la lutte contre la fraude. Ils souffrent tous du discrédit causé à leur négoce par des collègues malhonnêtes.

C'est dans ce but que le Syndicat National a lui aussi institué à Paris un service d'analyses que nous sommes heureux de pouvoir montrer ci-dessous.

Service d'Analyse du Syndicat National

I. — Analyse sommaire : 10 francs.

Répondant aux deux questions : Vin mouillé ? Vin viné ? et comprenant : alcool, extrait sec, sucre, réducteur, plâtre, extrait réduit, acidité, somme acide, alcool, rapport alcool, extrait.

Quantité nécessaire : un demi-litre, délai : deux jours.

II. — Analyse complète : 20 francs.

Alcool, extrait sec, sucre, plâtre, extrait réduit, acidité totale, chlorures, cendres, acide salicylique, acide borique, colorants, somme acide, alcool, rapport alcool, extrait.

Un litre. Trois jours.

Analyse sommaire : 10 francs.

Alcool, extrait sec à 100 degrés, dosage du plâtre, acide salicylique et colorants de houille.

Un demi-litre. Trente-six heures.

Analyse complète : 20 francs.

Alcool, extrait sec à 100 degrés, cendres, chlorures, acidité totale, plâtre, sucre réducteur, pouvoir rotatoire, colorants.

Un litre, trois francs.

L'analyse complète est absolument indispensable pour permettre au chimiste de tirer des conclusions et de se prononcer en connaissance de cause sur la valeur du produit analysé.

L'analyse sommaire ne donne que les indications portées au tarif sans conclusions sur la qualité du vin examiné.

Nous ne doutons pas que ce service encore tout récent ne fonctionne avec succès et ne rende de multiples services à tous les intéressés.

Le rôle des syndicats peut encore se manifester d'une autre façon : Le comité du syndicat d'une région, à défaut des particuliers ou du ministère public, se porte partie civile contre un fraudeur.

Le fait s'est déjà produit en juillet 1906, et le voici (1):

1. *Bulletin du Syndicat National*, 1906, p. 295.

L'Union syndicale des négociants « de vins de Bordeaux » partie civile a déposé une plainte contre le sieur Soignes de Narbonne, pour escroquerie et tromperie sur l'origine de la marchandise (titres de noblesse et châteaux fictifs).

« L'Association des Viticulteurs de France était aussi plaignante et partie civile.

« Soignes fut condamné à trois mois de prison, 1.000 francs d'amende ; insertion du jugement dans vingt journaux ; 1.000 francs de dommages-intérêts à chaque syndicat. (Tribunal de Bordeaux, 7 juillet 1906, M. A. Eyquem, vice-président, M. Tortat, substitut.)

Ce jugement nous montre, outre la sévérité du tribunal, la part active qui a été prise par les deux associations dans la poursuite de la fraude.

Si les arrêts de ce genre ne sont pas encore bien nombreux cela tient d'abord à ce que les syndicats viennent à peine de prendre leur essor, ensuite aux appréhensions dans l'application de la loi de 1905, jusqu'à ce que les règlements d'administration publiques fussent parus.

Ces règlements sont actuellement terminés sur tous les points, donc plus d'hésitation possible. Les syndicats de leur côté se développent d'une façon satisfaisante. Nous souhaitons qu'ils fassent converger leurs efforts pour écraser à tout jamais le démon de la fraude.

APPENDICE

Tout récemment (en 1907) une loi a renforcé en matière viticole (1), l'activité syndicale qui s'exerçait dans les recours contre les fraudes.

En 1903 a été fondé le Syndicat National de défense de la viticulture française, qui a pour but de lutter contre la fraude. Le syndicat prête son concours à la justice en se portant partie civile au cours des poursuites exercées contre les fraudeurs par le ministère public (?). De nombreux arrêts ont été rendus à sa diligence.

De cette jurisprudence nous retiendrons les décisions caractéristiques suivantes (2) :

D'un arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} mars 1906, il résulte qu'un syndicat professionnel constitué « pour la défense de la viticulture française » a

1. V. Escarra. *Recours exercés par les syndicats*. Thèse, Paris, 1907.

2. V. Bouschet de Bernard. *Les syndicats viticoles dans leur lutte contre la fraude*. Thèse de Paris, 1907.

qualité pour se porter partie civile au nom de ses membres, devant le tribunal correctionnel, contre les auteurs et complices du délit de falsification de vin et de vente de vin falsifié. Il est également recevable à réclamer des dommages-intérêts sur la simple constatation que les délits poursuivis ont fait éprouver un préjudice certain aux viticulteurs honnêtes.

Une même affaire donna lieu successivement à trois décisions différentes devant le tribunal correctionnel de la Seine, la Cour de Paris et la Cour de cassation (1).

Le jugement avait déclaré recevable le Syndicat National de défense de la viticulture dans les poursuites intentées contre un certain nombre de fraudeurs.

La Cour d'appel a infirmé partiellement et déclaré le Syndicat irrecevable à agir, disant « qu'un syndicat ou une association quelconque ne saurait, en se donnant pour but la répression d'une certaine catégorie de délits, s'attribuer le droit de poursuivre les auteurs de ces infractions.

« La Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour de Paris et fixé le droit d'intervention des syndicats

1. Trib. Corr. Paris, 8^e chambre, 30 avril 1906 (Affaire Triboudeau). — Cour d'appel de Paris, 11 janvier 1907 (*Gazette des Tribunaux*, 1907.2.156). — Cour de cassation, 27 juillet 1907.

devant tous les degrés de juridiction. Elle a émis l'idée que les syndicats professionnels, régulièrement constitués, peuvent en vertu de la combinaison des articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884 et des articles 1 et 2 du Code d'instruction criminelle, intervenir dans les poursuites dirigées contre les fraudeurs, et cela, en raison du préjudice causé aux intérêts de la « collectivité des viticulteurs », sans qu'il soit nécessaire que l'ensemble ou la majorité de ceux-ci ait donné son adhésion à cette intervention.

La loi du 27 juin 1907, tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage, issue de la campagne qui suivit les événements du Midi, vient encore pour mettre fin d'une façon plus formelle à toute incertitude (1).

Cette loi reconnaît aux syndicats deux droits : celui de se porter partie civile devant les tribunaux

1. Art. 9 de cette loi. — « Tous syndicats, formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture, ou du commerce et trafic des vins pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications de vins, prévus par les lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 1^{er} août 1905, 6 août 1905 et pour la présente loi ou recourir s'ils le préfèrent à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil.

correctionnels, celui d'agir devant les tribunaux civils en réparation du préjudice causé.

Elle ne s'explique pas sur la question de savoir s'il faudra que le syndicat justifie, à son action, d'un « intérêt général et collectif » ou si l'on se contentera d'un intérêt individuel ou commun à un certain nombre de syndiqués. On est donc en droit d'admettre que la loi n'exige plus aucune condition quant à la recevabilité de l'action syndicale des viticulteurs, sous réserve toutefois de la question de fond.

CONCLUSION

La fin du siècle dernier et les premières années de celui-ci ont vu paraître une grande diversité de lois contre la fraude, non seulement en France, mais dans l'univers entier. Des congrès internationaux se sont même réunis pour essayer d'amener une meilleure exécution des lois existantes et un peu de cohésion dans la lutte contre la falsification des substances alimentaires. Cela prouve bien toute l'importance attachée à cete plaie de notre époque qu'on appelle : la fraude.

C'était un phénomène attristant de voir cette plaie s'étendre de jour en jour. En France devant l'insuccès des lois spéciales on est revenu à la loi de 1905, qui est une loi générale. Sera-t-elle efficace ? La première condition pour qu'une loi soit efficace est de la faire appliquer et si on regarde la loi de 1851 on voit qu'elle l'était à peine. En sera-t-il de même pour la loi de 1905 ? C'est à craindre ! Les règlements d'administration publique sur lesquels s'appuient la loi ont été extrêmement difficiles à

rédiger, peut-être seront-ils aussi difficiles à utiliser.

La loi de 1905 peut donc être critiquée comme l'emploi contre la fraude d'une mauvaise méthode législative (1). Au lieu de faire des lois spéciales comme précédemment on a voulu faire une loi si générale qu'il est devenu indispensable de recourir pour la préciser à des règlements d'administration publique. A vrai dire le législateur a pensé aussi que le Conseil d'Etat irait plus vite pour confectionner et modifier des règlements sans cesse tenus à jour, que le Parlement pour élaborer des lois spéciales qui arrivent généralement trop tard.

On sera probablement forcé de revenir à des législations spéciales (1), à des réglementations exactes, car les intérêts des producteurs et des consommateurs, de la santé publique et du bon renom de notre commerce sont tels qu'on ne peut s'arrêter sur la pente. L'avenir seul nous montrera quels résultats la loi de 1905 a donnés.

Donc les lois répressives ou même préventives ont donné peu de résultats : la meilleure preuve en est dans leur modification après une courte existence, dans leur difficulté d'application.

Puisque les lois sont impuissantes contre la fraude qu'elles la gênent seulement sans parvenir à l'arrê-

1. M.³ Souchon dans son cours.

ter, il faut par conséquent chercher ailleurs un remède contre ce danger social.

Or pour les produits agricoles il existe dans toute la France des syndicats qui fonctionnent avec succès et ont dès leurs débuts puissamment contribué à arrêter les progrès si rapides des fraudes sur les engrais. Pourquoi ces syndicats ne fonctionneraient-ils pas aussi bien pour les produits alimentaires et viticoles ? Rien ne s'y oppose. Ils ne sont pas encore développés en France, mais si leur nombre augmente lentement, il augmente sans cesse, et un jour viendra où ils cesseront d'être quantité négligeable.

Ce jour-là un grand pas sera fait dans la lutte contre la fraude. Ces syndicats ont pour but principal de livrer des marchandises de qualité irréprochable, après s'être assurés de leur provenance et de leur composition. S'ils se trouvent en face de syndicats de consommateurs, poursuivant le même but quant à la provenance et à la qualité, la collaboration de ces deux sortes de syndicats ne laissera guère de place aux produits falsifiés.

Donc le vrai remède pour arrêter les progrès de la fraude pourrait être dans le développement de ces syndicats et de ces associations coopératives. A eux seuls ils protégeront mieux les producteurs et acheteurs que les lois les mieux étudiées.

BIBLIOGRAPHIE

- X. de BORSSAT. — Fraudes. Paris, 1906.
- DESCLOZEUX. — Code des falsifications. Paris, 1893.
- FRAISSE. — Répression des fraudes. Montpellier, 1899.
- GARRAUD. — Droit pénal. Paris, 1902.
- GOSSET. — Fraude dans la vente des marchandises. Paris, 1906.
- LARNAUDE. — Fraudes. Paris, 1906.
- LHEUREUX. — Les syndicats en viticulture. Paris, 1905.
- MILLION. — Fraudes. Paris, 1858.
- MOREAU. — Fraudes sur les indications des lieux de fabrication
et de production. Paris, 1895.
- NAST. — Fraudes commerciales. Paris, 1906.
- ROBÉ. — Falsification des denrées alimentaires. Paris, 1902.
- SOUCHON. — Cours 1905-1906.
- Syndicat National du Commerce en gros des Vins et Spiritueux.
Compte rendu des travaux, 1906.
— Compte rendu des travaux, 1907.
— Bulletin. Années 1898, 1902, 1903, 1904, 1905,
1906, 1907.
— La législation sur les fraudes. Laval, 1907.
- TAQUET. — Une fraude de 100 millions. Paris, 1901.

TURPIN. — Le bouilleur de cru. Laval, 1906.

VÉRIN. — Fraudes du beurre. Lille, 1905.

Journal officiel, Bulletin des Lois, Le Figaro, Le Temps, Le Journal, Journal de Médecine de Bordeaux, France judiciaire, Gazette du Palais.

SIREY. — Dalloz.

Grande Encyclopédie.

Vu : le président de la thèse,

A. SOUCHON

Vu : le Doyen,

CH. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
§ 1. — Définition de la fraude.....	7
§ 2. — Aperçu historique.....	19

PREMIÈRE PARTIE

Ancienne Législation

CHAPITRE I. — Répression de la fraude sous l'empire	25
du Code pénal.....	32
CHAPITRE II. — Lois du 27 mars 1851 et 5 mars 1855.	

DEUXIÈME PARTIE

Lois récentes

CHAPITRE I. — Engrais et beurres (sommaire).....	46
CHAPITRE II. — Fraude des vins.....	48
§ 1. — Moyens de fraude. Définition et répres- sion à l'aide des lois antérieures à 1905....	49

§ 2. — Loi de 1905.....	74
<i>Section I.</i> — Historique, considérations générales, texte. Etude de ce texte.....	86
<i>Section II.</i> — Travaux préparatoires.....	113
§ 3. — Règlements d'administration publique....	143
§ 4. — Appréciations diverses de la loi de 1905...	179
§ 5. — Les syndicats.....	188
APPENDICE	194
CONCLUSION	199

